ÉTAT DE LA **CAMPAGNE DU SOMMET DU MICROCRÉDIT** RAPPORT 2006

Rédigé par

Sam Daley-Harris

Directeur de la Campagne du Sommet du Microcrédit

Compilé par

Brian McConnell

D.S.K. Rao

Sean Whalen

Avec l'assistance de

Nelson Agyemang

Anna Awimbo

Armando Boquin

Trenton DuVal

Michelle Gomperts

Lisa Laegreid

Felicia Montgomery

Dalia Palchik

Shiela Rao

Barnabé Schwartz

Table des matières

1 Résumé

3 Visages derrière les statistiques

4 Le fléau de la pauvreté dans le monde

5 Critiques formulées à l'égard du microcrédit en tant qu'outil essentiel d'autonomisation des personnes très pauvres

9 L'unique contribution de la Campagne du Sommet du Microcrédit : fixer des objectifs audacieux, mesurer les progrès accomplis et éliminer les obstacles

14 La commercialisation de la microfinance : perspective des opérateurs

15 Les avantages reconnus

16 Les défis posés par l'arrivée des banques commerciales internationales

20 L'élimination de la pauvreté : progrès ou mythe ?

20 La méthodologie du sondage

22 Clients desservis

24 Croissance résultant des institutions qui ont établi un rapport pour la première fois

27 Clientes desservies

28 L'utilisation d'outils de mesure de la pauvreté

28 Données régionales

30 Défis liés à l'exactitude du décompte de la Campagne des clients les plus pauvres

32 Le Sommet global du microcrédit 2006

32 Assurer le succès de la Campagne : le chemin à suivre

33 Conclusion

36 Remerciements

38 Note de fin d'ouvrage 1

39 Note de fin d'ouvrage 2

41 Annexe I : Liste des institutions vérifiées

54 Annexe II : Liste des vérificateurs

59 Annexe III : Institutions ayant soumis un plan d'action en 2006

Résumé

Les visionnaires sont des créatures possédées, des hommes et des femmes dont la foi est si intense qu'ils ignorent toute autre chose, même la raison, pour s'assurer que la réalité soit à la hauteur de leurs rêves… parce que derrière toute action il y a une idée ; un sens passionné de ce qui est éternel dans la nature humaine et de ce qui est à venir mais qui est encore invisible, derrière l'horizon.

Time Magazine,
Édition sur la personne de l'année (Person of the Year issue), 1992

Il y a trente ans, un groupe de révolutionnaires du développement a élaboré une nouvelle stratégie pour combattre la pauvreté dans le monde, en offrant de petits prêts non garantis à des personnes vivant dans l'extrême pauvreté. Ces familles ont été capables de lancer ou d'assurer la croissance de toutes petites entreprises et beaucoup d'entre elles ont ainsi réussi à s'affranchir avec dignité de la pauvreté. La mise en œuvre de cette nouvelle stratégie de développement, qui place les pauvres et leur capacité d'investissement et d'épargne au centre de son intervention, a forcé la communauté internationale du développement à revoir des postulats acceptés depuis longtemps et à réévaluer les attentes et les rôles de chacun. Ces visionnaires ont compris que le profond désir de mener une vie digne était « éternel dans la nature humaine ».

Même s'il n'est pas une panacée, le microcrédit[1] est l'un des outils les plus performants pour résoudre le problème de la pauvreté dans le monde. Il s'y consacre de façon à développer l'estime de soi de l'individu et l'autosuffisance au sein de l'institution qui lui fournit les services financiers. Il agit en synergie avec d'autres interventions de développement dans les domaines de la santé, de l'alimentation, de la démocratie et de l'éducation. Il soutient, mais il ne maintient pas la personne dans la dépendance. Le microcrédit est un type d'intervention qui peut donner simultanément quatre résultats complémentaires. Lorsqu'il est bien exécuté, il peut 1) atténuer la souffrance, 2) apporter la dignité, 3) devenir durable, *et* 4) inspirer des sympathisants.

Le microcrédit est un type d'intervention qui peut donner simultanément quatre résultats complémentaires. Lorsqu'il est bien exécuté, il peut 1) atténuer la souffrance, 2) apporter la dignité, 3) devenir durable, et 4) inspirer des sympathisants.

En 1997, RESULTS Educational Fund, une organisation à but non lucratif basée aux États-Unis, a organisé le premier Sommet du Microcrédit. Ce Sommet visait à mobiliser la communauté internationale du développement dans le but de lui faire reconnaître qu'il était essentiel de multiplier les activités de microfinance si elle voulait atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement et créer un monde plus juste. Le Sommet de 1997 a apporté un élément qui faisait auparavant défaut aux importants sommets des Nations Unies, tenus durant les années 1990 : un objectif attrayant et mesurable dans le domaine de la microfinance. Lors de ce Sommet, les délégués ont lancé une campagne audacieuse visant à octroyer à 100

[1] Dans le cadre de ce rapport, du Sommet du microcrédit de 1997 et de la campagne du Sommet qui a duré neuf ans, toute mention du terme « microcrédit » fait référence aux programmes qui offrent des crédits pour l'entreprenariat et autres services financiers et commerciaux (y compris l'épargne et l'assistance technique) aux personnes très pauvres.

En date du 31 décembre 2005, 3 133 institutions de microcrédit ont affirmé desservir 113 261 390 clients ayant un prêt en cours, dont 81 949 036 étaient considérés comme faisant partie des plus pauvres lorsqu'ils ont contracté leur premier emprunt. En supposant que chaque famille est composée de cinq personnes, les services de microfinance desquels se sont prévalus 81,9 millions de clients les plus pauvres à la fin de 2005 ont bénéficié à environ 410 millions de membres de leurs familles.

Afin de desservir 100 millions de clients les plus pauvres d'ici la fin de l'année 2005, la Campagne devait maintenir un taux de croissance annuel de 38,1 % à partir de son point de départ, qui était de 7,6 millions de familles les plus pauvres à la fin de 1997. La croissance de 978 % obtenue entre 1997 et 2005 représente à l'heure actuelle un taux de croissance moyen annuel de 34 %.

millions des familles les plus pauvres[2], particulièrement les femmes de ces familles, des crédits pour l'entreprenariat et autres services financiers et commerciaux d'ici la fin de 2005. Plusieurs ont jugé que cet objectif était beaucoup trop ambitieux et qu'il ne serait jamais atteint. Ce rapport fait état des résultats atteints par la communauté internationale relativement à cet objectif.

En date du 31 décembre 2005, 3 133[3] institutions de microcrédit ont affirmé desservir 113 261 390 clients ayant un prêt en cours, dont 81 949 036 étaient considérés comme faisant partie des plus pauvres lorsqu'ils ont contracté leur premier emprunt. Parmi ces clients les plus pauvres, 84,2 %, soit 68 993 027, sont des femmes. Quelque 847 institutions ont soumis un plan d'action institutionnel en 2006. Ensemble, ces institutions représentent 88 % du total des clients les plus pauvres recensés par la Campagne. En supposant que chaque famille est composée de cinq personnes, les services de microfinance desquels se sont prévalus 81,9 millions de clients les plus pauvres à la fin de 2005 ont bénéficié à environ 410 millions de membres de leurs familles.

Même si bien plus que 100 millions de clients ont reçu un microprêt en 2005, l'objectif de desservir 100 millions de personnes parmi *les plus pauvres* n'a pas été atteint. Cependant, la Campagne devrait pouvoir atteindre cet objectif d'ici un an ou deux, ce qui serait déjà en soi une réalisation incroyable. Dans son livre intitulé *The Price of a Dream*, David Bornstein a écrit que les progrès réalisés par la Campagne du Sommet du Microcrédit pouvaient « représenter l'une des rares occasions où une promesse importante dans le secteur du développement serait tenue – et remarquablement proche du délai fixé ».

Afin de desservir 100 millions de clients les plus pauvres d'ici la fin de l'année 2005, la Campagne devait maintenir un taux de croissance annuel de 38,1 % à partir de son point de départ, qui était de 7,6 millions de familles les plus pauvres desservies à la fin de 1997. La croissance de 978 % obtenue entre 1997 et 2005 représente à l'heure actuelle un taux de croissance moyen annuel de 34 %.

Cette année, la Campagne a été en mesure de vérifier les données de 420 institutions, ce qui représente 64 062 221 familles les plus pauvres, soit 78 % de l'ensemble des personnes les plus pauvres recensées par la Campagne. La liste complète des institutions dont les données ont été vérifiées cette année se trouve en annexe I.

---

[2] La Campagne du Sommet du Microcrédit définit « les plus pauvres » comme étant ceux qui se situent dans la moitié inférieure de la population vivant sous le seuil de pauvreté national ou tous ceux qui, comme plus de 1 milliard de gens, vivent avec moins de 1 $US par jour ajusté à la parité du pouvoir d'achat (PPA), lorsqu'ils souscrivent à un programme de microfinance. Tel que stipulé dans les rapports précédents, le défi le plus important que la Campagne doit relever est de combler le fossé entre son engagement, qui consiste à offrir des services aux familles les plus pauvres, et le nombre insuffisant de bons outils de mesure de la pauvreté en usage aujourd'hui. Donc, toute mention du terme « les plus pauvres » dans ce rapport doit être interprétée dans le contexte de ce dilemme. Ce rapport décrit le travail que nous effectuons pour faire en sorte que plus de gens prennent connaissance et utilisent des outils de mesure de la pauvreté rentables.

[3] Voir la note 1 à la fin de cet ouvrage.

Les prêts octroyés à 81,9 millions des clients les plus pauvres bénéficient à un total de 410 millions de personnes, incluant les clients et les membres de leurs familles. Les 410 millions de personnes touchées par les programmes de microfinance représentent la population globale de l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Italie, l'Espagne, le Canada, les Pays-Bas, le Portugal, l'Autriche, la Suisse et le Danemark. Mais en dépit du fait que la portée de la microfinance n'ait plus riende « micro », la pauvreté persiste toujours.

Les prêts octroyés à 81,9 millions des clients les plus pauvres bénéficient à un total de 410 millions de personnes, incluant les clients et les membres de leurs familles. Les 410 millions de personnes touchées par les programmes de microfinance représentent la population globale de l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Italie, l'Espagne, le Canada, les Pays-Bas, le Portugal, l'Autriche, la Suisse et le Danemark. La portée de la microfinance n'a plus riende « micro ».

Visages derrière les statistiques

> *Je suis un économiste. Je recherche des résultats économiques. Je peux vous donner plein d'exemples de bénéfices nets de 100, 150 et 200 pour cent générés sur un prêt de 50 $. Toutefois, lorsque vous vous adressez aux emprunteurs, ceux-ci font rarement mention des avantages économiques liés à leur prêt. À l'opposé, on les entend plutôt dire « ma famille est plus unie », « notre communauté travaille ensemble », et « j'ai l'impression d'être valorisé ». L'autonomisation des personnes - voilà le véritable bénéfice de ces prêts.*
>
> **John Hatch, fondateur de FINCA International**

Penchons-nous sur l'histoire de Balkisu Amadu du Ghana.

Balkisu Amadu est propriétaire d'un petit stand de viande en bordure de route. Le mot « propriétaire » peut s'avérer exagéré dans son cas, le stand de Balkisu n'étant rien d'autre qu'une simple table recouverte d'un tissu, placée à côté d'une cuisinière en charbon. Pendant des années, son bénéfice net journalier n'a pas dépassé 81 cents.

Cherchant désespérément à augmenter ses revenus afin de subvenir aux besoins de sa famille, Balkisu a adhéré il y a un an à peine à l'Opportuniy International Ghana Trust Bank. Après avoir effectué quatre prêts, les revenus de Balkisu ont plus que quadruplé et elle gagne aujourd'hui 4 $ par jour ! Ses enfants en ont récolté les bénéfices, vu que la première priorité de Balkisu était de donner à ses enfants une nourriture saine, un toit et une éducation. Elle a aussi appris à gérer efficacement ses revenus, qui lui permettent maintenant non seulement de subvenir aux besoins de sa famille, mais aussi d'investir sans relâche dans ses activités commerciales. Elle possède également son propre compte d'épargne dans une banque.

Cependant, pour Balkisu, la chose la plus importante que lui a apportée la Trust Bank est son autonomie retrouvée. « Je peux subvenir aux besoins de ma famille lorsque mon mari est au chômage et je n'ai plus besoin de demander à mes voisins de m'aider financièrement dans les moments difficiles », explique-t-elle. En fait, elle est maintenant capable d'aider d'autres personnes nécessiteuses comme beaucoup d'autres l'ont fait pour elle dans le passé.

À mesure que ses rêves grandissent, Balkisu souhaite se procurer une cuisinière à gaz et affirme qu'elle sera un jour propriétaire d'une boutique, plutôt que de travailler

dans un stand en bordure de route. Après être déjà parvenue si loin, on peut aisément croire que Balkisu Amadu atteindra ses objectifs.[4]

Le Sommet du Microcrédit a été organisé pour tenter de reproduire 100 millions de fois les histoires comme celle-ci. Avec le lancement de la phase II de la Campagne, décrite ultérieurement dans ce rapport, notre objectif est aujourd'hui de multiplier par 175 millions les histoires semblables. Celles-ci auront un impact sur près d'un milliard de personnes, si l'on inclut les membres de famille des clients desservis. Cet objectif est prioritaire dans l'ordre du jour du comité exécutif de cette campagne, en raison de la persistance de la pauvreté dans le monde. Celle-ci constitue un affront à toute l'humanité et un rappel récurrent des injustices flagrantes qui caractérisent l'évolution humaine.

Le fléau de la pauvreté dans le monde

> *[E]n rappelant au monde entier que le développement passe par la survie des mères lors de leur accouchement, par la survie des enfants au cours de leurs premières années d'existence, leur présence sur les bancs d'école, par l'accès à l'eau potable pour tous à partir de leur lieu de résidence, vous pouvez formuler concrètement des objectifs pour le développement… Il faut voir grand pour que les choses changent.*
>
> **Kemal Derviş, administrateur**
> **Programme de développement des Nations Unies**

Dans l'avant-propos qu'il a signé lors de la parution du livre de Jeffrey Sachs, intitulé « *La fin de la pauvreté* », Bono, une star de rock d'origine irlandaise, a rappelé que des milliers de décès survenaient chaque jour en Afrique à cause de maladies que l'on pourrait prévenir et traiter.

> *Les générations futures …détermineront dans quelle mesure nous avons répondu à cet enjeu crucial…L'histoire sera notre juge, mais nous sommes responsables de nos choix…. Nous ne pouvons affirmer que notre génération ne savait pas comment procéder. Nous ne pouvons prétendre que notre génération n'avait pas les moyens de le faire. Et nous ne pouvons pas affirmer que notre génération n'avait pas de raisons de le faire. L'avenir est entre nos mains.*

Et ainsi l'avenir est entre nos mains. Cependant, si des rapports comme celui-ci sont publiés dans dix ans, feront-ils état de l'augmentation du nombre de clients desservis en passant sous silence les changements significatifs que ces services ont entraînés dans leur vie ? Recenseront-ils les dizaines de millions de nouveaux clients ayant pu accéder à la microfinance, et les centaines de milliers de membres de leurs familles qui ont pu en bénéficier, tout en admettant que presque un milliard de personnes vivent toujours avec moins d'un dollar américain (1 $US) par jour ? Rappelleront-ils

[4] Source : Opportunity International.

que 100 millions d'enfants en âge d'aller à l'école primaire ne sont toujours pas scolarisés et que des dizaines de milliers d'enfants meurent continuellement chaque jour de malnutrition et de maladies évitables en grande partie ? Allons-nous nous pencher uniquement sur la performance financière des IMF, un aspect primordial et essentiel il va sans dire, tout en négligeant d'autres indicateurs-clés de succès ? La santé financière des investisseurs en microfinance et des IMF demeurera-t-elle robuste alors que les vies de nombreux clients très pauvres resteront inchangées ? Manifestement, afin de mettre en œuvre la mission de la Campagne relativement à la croissance et à l'impact du mouvement de la microfinance, nous devons élaborer des critères et des valeurs qui reflètent notre objectif ultime de transformer des vies et de réduire la pauvreté à l'aide de la microfinance.

Allons-nous nous pencher uniquement sur la performance financière des IMF, un aspect primordial et essentiel il va sans dire, tout en négligeant d'autres indicateurs-clés de succès ? La santé financière des investisseurs en microfinance et des IMF demeurera-t-elle robuste alors que les vies de nombreux clients très pauvres resteront inchangées ?

Le Sommet du Microcrédit vise aussi bien la performance financière des IMF que le bien-être des plus pauvres. Nous ne croyons pas que la microfinance soit à la source de tous les progrès accomplis dans le développement. Elle ne l'est certes pas. Mais nous ne croyons pas davantage que la microfinance n'ait aucune répercussion en matière de progrès social. Bien au contraire. Cependant, les intervenants du secteur ont tendance à porter peu d'attention aux répercussions sociales engendrées par la microfinance, même si cette attitude est à nos risques et périls. Pour que la microfinance puisse réaliser son plein potentiel en tant qu'outil financier favorisant l'autonomisation, nous devons fournir une réponse à ceux qui remettent en question son efficacité.

Critiques formulées à l'égard du microcrédit en tant qu'outil essentiel d'autonomisation des personnes très pauvres

Thomas Dichter a écrit récemment un article intitulé « *Hype and Hope : The Worrisome State of the Microcredit Movement* » qui illustre bien les accusations que nous avons dû réfuter. Les arguments de Dichter sont les suivants : 1) peu de recherches démontrent hors de tout doute l'impact de la microfinance en tant que cause première de l'amélioration des conditions de vie, 2) la microfinance peut aider les femmes à joindre les deux bouts et à leur redonner confiance, mais rien d'autre et 3) de véritables prêts devraient être octroyés aux petites et moyennes entreprises (PME) capables de créer des emplois et non aux micro-entreprises et aux activités de subsistance du secteur informel.

Il est légitime que Dichter remette en question la qualité des recherches effectuées, mais cette réflexion devrait être axée sur la recherche elle-même, plutôt que sur une remise en question des progrès réalisés. Évidemment, il peut y avoir un certain nombre d'éléments qui limitent le progrès. Dans le cas où les institutions ne desservent pas les pauvres, on ne peut guère mesurer les efforts faits pour affranchir leurs clients de la pauvreté. Dans d'autres cas, l'institution financière peut desservir les clients pauvres, mais l'interaction est seulement financière et peu ou aucune attention n'est portée au progrès social.

À titre d'exemple, la réaction d'une institution financière envers un client qui éprouve des difficultés à rembourser son prêt peut révéler les priorités de l'institution. Une institution qui s'est donnée pour objectif de réduire la pauvreté peut chercher à déterminer la cause du problème (par exemple, la vache qui a été achetée grâce au prêt est morte) et ensuite trouver un moyen d'aider le client à se relever. Le prêt octroyé pour la vache pourrait être prolongé et le paiement pourrait être échelonné sur plusieurs années, ou encore un nouveau prêt pourrait être octroyé au client pour lui permettre de trouver une autre activité génératrice de revenus.

Une institution uniquement intéressée par la performance financière fixera son attention sur le remboursement de la totalité du prêt, même si cela signifie que le client devra traverser des moments difficiles et quitter le programme. Dans le premier cas, le créancier fait preuve de rigueur tout en donnant une deuxième chance, alors que dans le deuxième, il met son client dans une situation difficile tout en l'abandonnant.

La microfinance va-t-elle toujours de pair avec le progrès social ? Non. Elle doit être conçue et mise en application avec grand soin afin de garantir à la fois une amélioration financière et un impact social positif.

Lorsque l'on se penche sur la question de l'impact, il est important d'analyser la situation du Bangladesh, le marché de la microfinance le plus saturé au monde. Cet examen doit être fait non parce qu'il prédit avec une certitude absolue ce qui se produira dans d'autres pays, mais parce qu'il constitue un indicateur prévisionnel *de ce qui* pourrait *survenir ailleurs si la microfinance était appliquée avec la même attention dans d'autres pays.*

Mais qu'en est-il de l'impact ? C'est une erreur de s'obstiner à penser que seule la microfinance peut apporter aux familles l'autonomisation dont elles ont besoin. C'est une intervention critique, mais une parmi beaucoup d'autres.

Lorsque l'on se penche sur la question de l'impact, il est important d'analyser la situation du Bangladesh, le marché de la microfinance le plus saturé au monde. Cet examen doit être fait non parce qu'il prédit avec une certitude absolue ce qui se produira dans d'autres pays, mais parce qu'il constitue un *indicateur prévisionnel* de ce qui *pourrait* survenir ailleurs si la microfinance était appliquée avec la même attention dans d'autres pays.

En 1974, l'ex-secrétaire d'État américain Henry Kissinger avait qualifié ce pays devenu indépendant depuis peu de « puits sans fin ». De fait, la guerre pour l'indépendance avait entraîné dans son sillage famine et dévastation. Aujourd'hui, 32 ans plus tard et 30 ans après que les premiers microcrédits aient été octroyés à 42 individus extrêmement pauvres, les 20 plus importantes IMF établies au Bangladesh desservent 21 millions de clients, qui en font bénéficier à leur tour quelque 105 millions de membres de leur famille, cela dans un pays de 140 millions d'habitants. Voici les principaux changements survenus dans ce pays.

- En 2004, le Bangladesh avait déjà atteint l'Objectif du millénaire pour le développement relatif à la parité du genre en ce qui a trait à l'éducation au niveau primaire et secondaire.[5]

- Le taux de fertilité au Bangladesh est passé de 6,4 à 3,2 entre 1970 et 2004.[6]

---

[5] *State of the World's Children Report 2006*, Fonds des Nations Unies pour l'enfance

[6] *Ibid.*

- Le nombre de décès d'enfants de moins de 5 ans sur 1 000 naissances a chuté de 239 pour mille à 77 pour mille de 1970 à 2004.[7]

- Plus de 13 000 femmes ont été élues à des postes gouvernementaux locaux.

- Le Bangladesh a rattrapé l'Inde [en réduisant son taux de mortalité infantile]. Si au cours de la dernière décennie, le taux de réduction de la mortalité infantile de l'Inde correspondait à celui du Bangladesh, 732 000 enfants de moins mouraient cette année [en Inde].[8]

- Dans le cadre d'une étude approfondie sur trois IMF au Bangladesh, Shahidur Khandker[9] s'est rendu compte que le microcrédit était responsable à 40 % de la réduction totale de la pauvreté modérée dans les régions rurales du Bangladesh. Khandker a également remarqué que les retombées économiques du microcrédit avaient réduit la pauvreté de personnes non inscrites à un programme de microfinance dans une proportion d'environ 1 % annuellement pour celles vivant dans la pauvreté modérée et de 1,35 % annuellement pour celles vivant dans l'extrême pauvreté.

Ces progrès généralisés ont-ils été uniquement le résultat de l'expansion massive du microcrédit ? Non. Mais ils n'ont pas non plus été uniquement le résultat de programmes gouvernementaux hautement performants. BRAC, par exemple a créé 35 000 écoles pour des élèves qui n'ont jamais atteint le cours préparatoire. Les personnes qui empruntent des fonds à la Grameen Bank créent au besoin des écoles pour leurs enfants. Les progrès énumérés ci-dessus aurait-il été possible si les programmes de microcrédit n'avaient pas pris racine au Bangladesh ? Probablement pas. Ce genre de progrès aurait-il été possible exclusivement par le biais de la microfinance et rien d'autre ? Une fois de plus, probablement pas.

Comment devons-nous réagir aux attaques dénonçant le manque de rigueur des recherches qui ne démontrent pas de lien de causalité entre la microfinance et les progrès sociaux ? Faut-il écarter la microfinance parce qu'il n'a pas été prouvé jusqu'ici qu'elle a un impact ou faut-il reconnaître que des synergies conjointes ont contribué à ces changements spectaculaires ? Nous pensons qu'il est plus prudent de privilégier cette dernière piste.

Que penser de la critique voulant que la microfinance aiderait les femmes à joindre les deux bouts et à leur redonner confiance, mais sans plus ? Christopher J. Elias, MD, MPH, président du PATH, une organisation non gouvernementale oeuvrant dans le domaine de la santé et basée à Seattle, aux États-Unis, a été invité à se prononcer de manière explicite sur la plus importante mesure pouvant améliorer de façon significative la santé dans le monde. Voici la réponse qu'il a donnée : « autonomiser les femmes ».

Comment devons-nous réagir aux attaques dénonçant le manque de rigueur des recherches qui ne démontrent pas de lien de causalité entre la microfinance et les progrès sociaux ? Faut-il écarter la microfinance parce qu'il n'a pas été prouvé jusqu'ici qu'elle a un impact ou faut-il reconnaître que des synergies conjointes ont contribué à ces changements spectaculaires ? Nous pensons qu'il est plus prudent de privilégier cette dernière piste.

---

7 *Ibid.*

8 *Rapport sur le développement humain 2005*, Programme des Nations Unies pour le développement

9 Khandker, Shahidur R. « *Microfinance and Poverty: Evidence Using Panel Data from Bangladesh* ». Revue économique de la Banque mondiale, volume 19, 2e édition, 2005.

Selon un rapport du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) rendant compte des progrès sociaux remarquables enregistrés au Bangladesh, quatre facteurs expliquent l'évolution du développement humain dans ce pays : 1) partenariats actifs avec la société civile, 2) transferts ciblés 3) programmes étendus en santé et 4) cycles vertueux et rôle des femmes. Ce dernier facteur est décrit comme suit :

> *L'amélioration de l'accès des femmes aux services de santé et d'éducation, de pair avec de meilleures opportunités d'emploi et un accès au microcrédit, ont donné aux femmes un plus grand éventail de choix et les ont rendues plus autonomes. Certes, il existe encore des disparités, mais les femmes sont graduellement devenues des catalyseurs dynamiques du développement, revendiquant un meilleur contrôle sur leur fertilité et l'espacement des naissances, l'éducation de leurs filles et l'accès aux services.*

L'autonomisation ou la confiance accrue en soi ne peuvent pas être perçus comme étant un effet secondaire anodin de la microfinance. Elles ne le sont pas. L'autonomisation est au cœur du progrès humain. Le Hunger Project fait la distinction entre un développement raté offrant des services en amont (« du haut vers le bas ») sans autonomisation, et un développement dans lequel l'autonomisation des personnes, surtout celle des femmes, est au cœur des préoccupations. Quand des vaccins sont donnés sans qu'il y ait autonomisation, il est peu probable que les parents ramènent leurs enfants pour la deuxième et la troisième injection, rendant ainsi la première injection inutile. Le fait d'éduquer sans aider les personnes à prendre leur autonomie rend les parents incapables de faire face aux obstacles qu'ils rencontrent : frais d'inscription scolaire, uniformes et livres scolaires qu'ils ne peuvent pas acheter ou enseignants continuellement absents.

Les milliards de dollars investis dans des services en amont n'auront aucun effet sans la mise en place d'un processus d'autonomisation. Nous serons confrontés à cette déficience tant que les efforts entrepris dans le domaine de la microfinance, qui visent à mettre sur pied des « services financiers inclusifs », chercheront à atteindre leur objectif par le biais de modèles de livraison de services qui ne prennent pas en compte l'autonomisation des clients et des communautés dans lesquelles ils vivent.

La critique la plus cruelle est sans doute celle voulant que les prêts devraient être octroyés aux PME capables de créer de l'emploi et *non* aux micro-entreprises et aux activités de subsistance du secteur informel. Certes, les services financiers devraient être accessibles aux PME, mais le fait de les interdire aux microentreprises condamne les plus pauvres à une triste vie marquée par l'attente : attendre un emploi et une croissance économique qui ne viendront peut-être jamais, ou attendre un geste charitable qui leur apportera un soulagement temporaire, mais pas la dignité et l'autonomie.

La critique la plus cruelle est sans doute celle voulant que les prêts devraient être octroyés aux PME capables de créer de l'emploi et non *aux micro-entreprises et aux activités de subsistance du secteur informel. Certes, les services financiers devraient être accessibles aux PME, mais le fait de les interdire aux microentreprises condamne les plus pauvres à une triste vie marquée par l'attente : attendre un emploi et une croissance économique qui ne viendront peut-être jamais, ou attendre un geste charitable qui leur apportera un soulagement temporaire, mais pas la dignité et l'autonomie.*

Nous devons améliorer la microfinance lorsqu'elle ne remplit pas ses promesses et non la considérer comme un échec ou comme une mode passagère. Nous avons en outre besoin de nous donner une mission stimulante pour pouvoir desservir les clients pauvres et avoir un impact positif sur leur vie, une mission qui sera clairement définie par l'établissement de buts audacieux.

L'unique contribution de la Campagne du Sommet du Microcrédit : fixer des objectifs audacieux, mesurer les progrès accomplis et éliminer les obstacles

La Campagne du Sommet du Microcrédit a un rôle unique à jouer dans ce secteur. Les éléments principaux de sa contribution incluent : 1) établir des objectifs audacieux en vue de l'expansion du microcrédit, 2) mesurer les progrès accomplis, 3) éliminer les obstacles s'opposant à l'accomplissement de ces objectifs. On comprend parfois mal l'importance de ces interventions. Dans cette section, nous allons débattre de leur importance, non seulement pour le secteur mais aussi pour tous les mouvements sociaux.

À la suite du premier Sommet du Microcrédit en 1997, le président de Freedom from Hunger, Christopher Dunford, a partagé ses impressions à propos de la rencontre. « Je suis émerveillé par cette expérience car je sais que j'ai été le témoin d'un grand moment de l'histoire », a-t-il dit.

La Campagne du Sommet du Microcrédit a été lancée pour transformer ce « moment de l'histoire » en une décennie de changements positifs. Nous poursuivons nos efforts en lançant la seconde phase de la Campagne à l'occasion du Sommet global du microcrédit, qui se tiendra à Halifax au Canada, le 12 novembre 2006. Des milliers de délégués se retrouveront alors à Halifax pour approuver deux nouveaux objectifs pour 2015 :

1. S'assurer que 175 millions des familles les plus pauvres au monde, particulièrement les femmes membres de ces familles, reçoivent du crédit leur permettant d'exercer une activité économique indépendante, ainsi que d'autres services financiers et commerciaux d'ici la fin de 2015. (Avec une moyenne de cinq membres par famille, cette mesure affecterait 875 millions de personnes[10]).

2. S'assurer que 100 millions des familles les plus pauvres au monde passent de moins de 1 $US par jour, ajusté à la parité du pouvoir d'achat (PPA), à plus de 1 $US par jour ajusté au PPA d'ici la fin de 2015.[11] (Avec une moyenne de cinq membres par famille, cela signifierait que 500 millions de personnes auraient franchi le seuil de la pauvreté extrême, de sorte que l'Objectif du millénaire pour le développement de réduire de moitié la pauvreté absolue serait presque atteint).

Après le premier Sommet du Microcrédit en 1997, le président de Freedom from Hunger, Christopher Dunford, a partagé ses impressions à propos de la rencontre. « Je suis émerveillé par cette expérience car je sais que j'ai été le témoin d'un grand moment de l'histoire », a-t-il dit.

La Campagne du Sommet du Microcrédit a été créée pour transformer ce « moment de l'histoire » en une décennie de changements positifs. Nous poursuivons nos efforts en lançant la seconde phase de la Campagne à l'occasion du Sommet global du microcrédit, qui se tiendra à Halifax au Canada, le 12 novembre 2006.

---

[10] À la fin de 2005, le nombre *total* de familles desservies s'élevait à 113 millions, soit 38 % de plus que le nombre de clients *les plus pauvres* desservis. Si ce pourcentage restait constant et si 175 millions de clients les plus pauvres étaient desservis d'ici la fin de 2015, le nombre total de familles desservies à la fin de 2015 s'élèverait à 242 millions, affectant plus de 1,2 milliards de membres de ces familles.

[11] Ce nombre inclut également les familles faisant partie de la moitié inférieure de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté national, et dont le revenu passera au-delà de ce repère.

Fixer des objectifs audacieux

Dépassez les bornes. C'est le seul endroit où il n'y a pas foule.

Anonyme

Thomas Friedman, chroniqueur du *New York Times*, a traité dans un article sur Texas Instruments du pouvoir généré par l'établissement d'objectifs audacieux, Cette compagnie américaine a choisi de modifier ses opérations pour les rendre plus respectueuses de l'environnement. Friedman a notamment cité le vice-président aux infrastructures mondiales, Shaunna Sowell. « Je pense que vous devez d'abord vous fixer un objectif impossible. Des choses incroyables arrivent lorsque les gens décident de créer l'impossible », disait M. Sowell.

« Sans aucun doute », a répondu à cela Friedman. « En 1961, lorsque le président Kennedy a décidé d'envoyer un homme sur la lune, il ne présumait pas que son objectif, qui était en soi exaltant, contribuerait à inspirer de nombreux chercheurs après sa mort », a-t-il ajouté.

Personnalité réputée dans le secteur de la santé, Jim Kim est professeur à l'Université de Harvard et co-fondateur de Partners in Health avec le docteur Paul Farmer. Lors d'une récente conférence organisée par RESULTS, une organisation associée à la Campagne du Sommet du Microcrédit, il a traité des effets positifs liés à l'établissement d'un objectif audacieux. Dr. Kim a expliqué comment le docteur Jong-wook Lee, ancien directeur général de l'Organisation mondiale pour la santé (OMS) a lancé la campagne des « 3 d'ici 5 » en 2003. Cette campagne visait à permettre, d'ici 2005, l'accès à un traitement antiviral pour trois millions de personnes affectées par le VIH/SIDA, afin de prolonger leur durée de vie. Devant la crainte d'un échec, tout le monde a cherché à décourager le Dr. Lee d'adopter un objectif aussi audacieux. Le Dr. Lee s'est malgré tout engagé dans cette aventure de pair avec l'OMS. Lorsque l'on lui demandait ce qu'il dirait s'il n'atteignait pas son objectif, il répondait : « Je serai le seul à blâmer ». Le chef de l'OMS s'est concerté avec les dirigeants des agences des Nations Unies, les ministres de la santé et d'autres décideurs. Le Dr. Lee et l'OMS n'ont eu de cesse de promouvoir cet objectif et d'en mesurer l'évolution tous les six mois. Même si cet objectif n'a pas été atteint, leurs efforts ont été à l'origine de l'engagement des chefs d'État du monde industrialisé en faveur de l'accès universel au traitement antiviral d'ici 2010, lors du Sommet du G-8 à Gleneagles, en Écosse.

Dr. Kim a expliqué comment le docteur Jong-wook Lee, ancien directeur général de l'Organisation mondiale pour la santé (OMS) a lancé la campagne des « 3 d'ici 5 » en 2003. Cette campagne visait à permettre, d'ici 2005, l'accès à un traitement antiviral pour trois millions de personnes affectées par le VIH/SIDA, afin de prolonger leur durée de vie. Devant la crainte d'un échec, tout le monde a cherché à décourager le Dr. Lee d'adopter un objectif aussi audacieux. Le Dr. Lee s'est malgré tout engagé dans cette aventure de pair avec l'OMS. Lorsque l'on lui demandait ce qu'il dirait s'il n'atteignait pas son objectif, il répondait : « Je serai le seul à blâmer ».

…Même si cet objectif n'a pas été atteint, leurs efforts ont été à l'origine de l'engagement des chefs d'État du monde industrialisé en faveur de l'accès universel au traitement antiviral d'ici 2010, lors du Sommet du G-8 à Gleneagles, en Écosse.

Les personnes timorées ne se fixent habituellement pas des objectifs audacieux. Le nouvel objectif de la Campagne, qui vise à réduire la pauvreté de façon mesurable parmi les clients de la microfinance, représente plusieurs défis importants. Un chercheur très actif en matière d'amélioration des statistiques concernant la pauvreté l'a fait remarquer dans une lettre qui nous a été adressée : « La justesse de cet objectif soulève des questions plus fondamentales… Pour ma part, je crois qu'il est correct d'être ambitieux et que beaucoup de personnes sont trop pessimistes lorsqu'il s'agit d'évaluer les possibilités d'offrir des services de microfinance aux personnes très pauvres. Je suis donc heureux d'apprendre que vous persistez à croire que l'on peut encore faire mieux. Mais cet objectif en particulier est si ambitieux qu'il m'apparaît irréalisable et, de ce point de vue, il pourrait s'avérer contre-productif pour la

Campagne du Sommet… En vous faisant part de mes réflexions, je tente simplement de vous aider à mieux déterminer jusqu'où vous voulez aller. En plus, l'absence de données fiables sur lesquelles se baser complique davantage votre démarche ! »

Ce message souligne l'importance et les défis associés à l'établissement d'objectifs audacieux et à l'evaluation des progrès accomplis en ce sens. Cependant, Alex Counts, président de la Grameen Foundation, nous rappelle certaines informations. « Les mêmes arguments ont été évoqués en 1996 par rapport à l'objectif d'offrir des services de microcrédit à 100 millions des familles les plus pauvres au monde. Cet objectif a été qualifié d'irréaliste et de piètre stratégie, vu qu'il semblait impossible de réaliser d'aussi rapides progrès et que les outils pour les évaluer n'étaient pas suffisamment fiables ou étaient trop dispendieux pour pouvoir être utilisés par des milliers d'institutions. Dans le cas de ce premier objectif, ces craintes se sont révélées infondées ; en fait, cet objectif a plutôt agi comme catalyseur pour accélérer les progrès et l'innovation. Je pense que ces craintes sont aussi infondées pour ce nouvel objectif, même s'il nous reste de nombreux défis à affronter ».

Évaluer les progrès

> *Une vision sans tâche n'est que chimères. Une tâche dépourvue de vision représente une corvée. C'est dans une vision accompagnée d'une tâche que repose l'espoir du monde.*
>
> **D'une église du Sussex en Angleterre**

Se fixer des objectifs audacieux sans faire l'effort suffisant d'en mesurer les progrès est, au mieux, un geste insignifiant. Il y plusieurs avantages à se fixer un objectif et à en mesurer l'évolution, notamment celui d'identifier plus clairement les obstacles à surmonter.

Se fixer des objectifs audacieux sans faire l'effort suffisant d'en mesurer les progrès est, au mieux, un geste insignifiant. Il y a plusieurs avantages à se fixer un objectif et à en mesurer l'évolution, notamment celui d'identifier plus clairement les obstacles à surmonter.

Lorsque le premier objectif du Sommet a été établi, tout le monde pensait que l'évaluation du niveau de pauvreté du ménage d'un client s'avérait une tâche à la fois trop onéreuse, si elle faisait l'objet de recherches académiques rigoureuses, et trop imprécise, si elle était basée sur la taille moyenne des prêts. Compte tenu du nombre limité de méthodologies et d'outils disponibles à l'époque, cette croyance était en grande partie exacte. Cependant, la poursuite de l'objectif du Sommet a généré de nouvelles idées et de nouvelles façons de faire qui ont rendu possible la mesure d'un tel objectif. Cette campagne internationale a également démontré qu'il était possible de concentrer ses efforts sur les besoins financiers des personnes très pauvres.

Le groupe de discussion sur la mesure de la pauvreté du Sommet, lancé en 1997, a permis en effet la création d'une boîte à outils pour mesurer la pauvreté. Ces nouvelles initiatives ont fait l'objet d'articles présentés lors de sessions plénières de la Campagne sur la création d'outils de mesure de la pauvreté rentables, ainsi que lors des formations financées par la Campagne qui ont été dispensées à plus de 3 000 opérateurs dans 35 pays. Les outils de mesure de la « pauvreté relative » ont été à l'origine de la loi américaine qui exige l'élaboration et l'utilisation d'outils de mesure de la pauvreté rentables afin de mesurer la pauvreté « absolue » (c'est-à-dire les

personnes gagnant moins de 1 $US par jour). Ces nouveaux outils peuvent également être utilisés pour déterminer si une famille a franchi le seuil de 1 $US par jour.

L'envergure d'un tel changement de paradigme est décrit dans une lettre ouverte sur cette nouvelle loi signée par Joanne Carter de RESULTS, Susy Cheston de Microenterprise Coalition et d'Opportunity International, Alex Counts de la Grameen Foundation et Kate McKee, de l'Agence des États-Unis pour le développement international à cette époque.

> *Au cours des années 1990, la microfinance a réalisé des progrès majeurs en matière de transparence financière et d'établissement de normes ou de critères de comparaison. Ces avancées ont été à la source de plusieurs innovations et d'une plus grande performance. Même si cette loi se concentre uniquement sur la transparence liée à la profondeur de la couverture de la pauvreté et ne concerne techniquement qu'un donateur (l'USAID) et ses partenaires, nous croyons qu'elle devrait servir de catalyseur pour améliorer la transparence, les normes et les critères de comparaison sociale dans tout le secteur. Cela faciliterait ainsi le développement de nouvelles innovations et assurerait une meilleure performance du secteur. Nous allons travailler ensemble pour atteindre ce but et nous espérons que tous les intervenants intéressés au développement de la microentreprise se joindront à nous dans cet effort.*

Lorsque nous avons demandé aux gens de réagir au nouvel objectif du Sommet pour 2015, nous leur avons écrit : « La plupart des institutions utiliseront l'un des outils de mesure de la pauvreté certifiés par l'USAID durant plusieurs années afin de mesurer le passage du seuil de la pauvreté. Comme l'ont fait remarquer Thierry van Bastelaer et Manfred Zeller dans leur article intitulé *Atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement et ceux du Sommet du Microcrédit de réduire la pauvreté extrême : les outils dernier cri mesurant de façon rentable le passage du seuil de 1$US par jour* : « Même s'ils ont été conçus pour produire des évaluations « instantanées » sur le niveau de pauvreté, les outils raccourcis peuvent être utilisés pour mesurer le passage du seuil de 1 $US par jour en supposant que les conditions suivantes soient réunies :

a) le seuil de pauvreté est rapporté à la parité du pouvoir d'achat et non au taux de change du marché des devises;

b) les outils sont calibrés par rapport au contexte du pays dans lequel ils sont utilisés ;

c) les outils sont actualisés entre la première et la dernière mesure ;

d) le statut de pauvreté est mesuré par groupe de clients ;

e) les répondants sont des nouveaux clients au moment de la première mesure ;

f) les données sur la pauvreté sont recueillies à intervalles réguliers dans le même échantillon de clients ».

Même s'ils ont été conçus pour produire des évaluations « instantanées » sur le niveau de pauvreté, les outils raccourcis peuvent être utilisés pour mesurer le passage du seuil de 1 $US par jour en supposant que les conditions suivantes soient réunies :

a) le seuil de pauvreté est rapporté à la parité du pouvoir d'achat et non au taux de change du marché des devises;

b) les outils sont calibrés par rapport au contexte du pays dans lequel ils sont utilisés ;

c) les outils sont actualisés entre la première et la dernière mesure ;

d) le statut de pauvreté est mesuré par groupe de clients ;

e) les répondants sont des nouveaux clients au moment de la première mesure ;

f) les données sur la pauvreté sont recueillies à intervalles réguliers dans le même échantillon de clients ».

—van Bastelaer and Zeller

Il y a deux questions fondamentales à poser lorsqu'il s'agit de mesurer le progrès accompli. La première consiste à savoir si l'on peut de source sûre affirmer qu'un certain changement a eu lieu ; la seconde a trait à la causalité, un problème difficile à résoudre. Si l'on peut déterminer qu'un certain nombre de familles sont passées au-dessus du seuil de 1 $US par jour, est-ce que cela signifie pour autant que la microfinance en est la cause principale ? L'idée de laisser de côté la question de causalité a été clairement formulée par le professeur Jonathan Morduch, de l'Université de New York, dans une lettre qu'il a fait parvenir à la Campagne.

> *Dans un monde parfait, nous pourrions établir des objectifs pour lesquels nous pourrions clairement identifier la causalité et affirmer que le microcrédit est la cause des améliorations recherchées. Cependant, dans ce cas en particulier, je pense qu'il serait judicieux de laisser de côté la question de la causalité dans l'établissement des objectifs. Le simple fait que 100 millions de foyers participant à un programme de microfinance franchissent le seuil de 1 $US par jour, même si la microfinance n'en est responsable qu'à 50 % ou même 5 %, est déjà en soi un progrès important. L'établissement d'un objectif en terme de progrès (sans pour autant l'attribuer uniquement à la microfinance) contribuera à mettre l'emphase sur les personnes très pauvres et l'élévation de leur niveau de vie. En bref, la manière dont vous avez formulé votre second objectif est adéquate. Au bout du compte, c'est la réduction de la pauvreté sur une base durable qui importe le plus et non le déploiement de la microfinance en elle-même ou le déploiement de stratégies de microfinance en particulier.*

Éliminer les obstacles

L'une des contributions uniques de la Campagne a été d'éliminer les obstacles qui empêchent d'atteindre ces objectifs. Lorsque nous essayons d'envisager les domaines qui profiteront le plus du travail de la Campagne, nous cherchons en fait à identifier les obstacles qui nous empêchent d'atteindre nos objectifs et nos quatre thèmes principaux, soit : 1) desservir les plus pauvres ; 2) desservir et renforcer l'autonomisation des femmes ; 3) établir des institutions financièrement autonomes ; 4) garantir un impact positif et mesurable sur la vie des clients et de leurs familles. Nous continuons d'identifier les zones qui bénéficient déjà du soutien et de l'attention d'autres institutions et celles qui restent insuffisamment desservies. C'est là que les idées et les interventions novatrices sont nécessaires pour développer le plein potentiel de la microfinance et s'assurer qu'elle contribue à la réduction de la pauvreté extrême.

La Campagne a eu un impact majeur dans trois volets spécifiques. Tout d'abord, elle a aidé ses intervenants à trouver des moyens rentables pour identifier les personnes très pauvres et mesurer les progrès réalisés dans le passage du seuil de 1 $US par jour. Une partie de notre travail dans ce domaine est décrite ci-dessus. En second lieu, elle a démontré qu'une institution peut à la fois desservir les personnes très pauvres et devenir financièrement autonome. Cet argument a été repris par bon nombre d'articles commandés par la Campagne et a fait l'objet de discussions lors des sessions plénières et des formations d'une journée offertes à l'occasion de chacune des neufs rencontres mondiales et régionales. En troisième lieu, la Campagne s'est démarquée en aidant les IMF à maintenir et à accroître leur impact. Cet élément a revêtu une

« Le simple fait que 100 millions de foyers participants à un programme de microfinance franchissent le seuil de 1 $US par jour, même si la microfinance n'en est responsable qu'à 50 % ou même 5 %, est déjà en soi un progrès important. L'établissement d'un objectif en terme de progrès (sans pour autant l'attribuer uniquement à la microfinance) contribuera à mettre l'emphase sur les personnes très pauvres et l'élévation de leur niveau de vie. En bref, la manière dont vous avez formulé votre second objectif est adéquate. Au bout du compte, c'est la réduction de la pauvreté sur une base durable qui importe le plus et non le déploiement de la microfinance en elle-même ou le déploiement de stratégies de microfinance en particulier ».

—Jonathan Morduch

Cependant, nous estimons que les IMF doivent enregistrer d'excellents rendements financiers si elles veulent attirer les capitaux dont elles ont besoin pour élargir leurs activités. Nous avons donc, au cours des dix dernières années, organisé des centaines d'ateliers de travail lors de nos rencontres mondiales et régionales sur quatre continents.

grande importance dans notre agenda et nous avons traité en particulier de la question de l'intégration rentable de la microfinance à l'éducation sur la santé.[12]

Nos formations en classe menées dans certains pays n'ont pas mis l'accent sur la rentabilité financière et la performance opérationnelle, car beaucoup d'institutions oeuvrent déjà dans ce domaine et nous n'aurions apporté qu'une contribution limitée. Cependant, nous estimons que les IMF doivent enregistrer d'excellents rendements financiers si elles veulent attirer les capitaux dont elles ont besoin pour élargir leurs activités. Nous avons donc, au cours des dix dernières années, organisé des centaines d'ateliers de travail lors de nos rencontres mondiales et régionales sur quatre continents. Lors de ces sessions, nous nous sommes penchés sur un ensemble de questions variées incluant la performance, la réglementation, la commercialisation, l'innovation technologique, la gouvernance, le rating, les taux d'intérêt et les investissements directs étrangers.

Grâce au leadership de la Campagne dans la promotion de la performance sociale et au succès obtenu par ses plateformes de discussion et de réflexion ouvertes aux chefs de file dans ce domaine, nous avons été invités à rédiger un article d'analyse qui a été présenté au début de l'année 2006, à l'occasion d'un séminaire organisé par la banque ING aux Pays-Bas. Le séminaire traitait de l'arrivée des banques commerciales internationales dans le marché de la microfinance ; il nous a été demandé de rendre compte de la perspective des opérateurs de microfinance sur ce sujet. Le texte qui suit est un extrait de cet article, que nous avons inclus dans ce rapport en raison de la qualité des réponses obtenues et de la pertinence des problématiques soulevées, qui s'avèrent cruciales pour l'avenir de la microfinance.

La commercialisation de la microfinance : perspective des opérateurs

Avant la tenue de ce séminaire, la Campagne a effectué un sondage auprès des opérateurs de la microfinance portant sur les bénéfices et les défis posés par l'intégration des banques commerciales internationales dans le marché de la microfinance. Nous avons reçu 22 réponses de chefs de file de la microfinance provenant de 17 pays répartis sur les cinq continents. La grande majorité d'entre eux était d'accord pour dire que les banques commerciales internationales pouvaient faciliter l'accès à davantage de fonds, à de nouvelles technologies et à de nouveaux produits tout en apportant une plus grande reconnaissance du secteur.

[12] Pour accéder à l'article commandé par la Campagne et à un document de plaidoyer sur ce sujet, vous pouvez visiter les pages Internet suivantes :
http://www.microcreditsummit.org/papers/2002papers-fr.htm
http://www.microcreditsummit.org/papers/UNFPA_AdvocacyFINAL3_28-French.pdf

Les avantages reconnus

La directrice générale de Fonkoze, Anne Hastings, a fait remarquer que l'engagement des banques commerciales internationales avait « profondément changé » la stratégie de financement du portefeuille de prêts de la plus grande IMF d'Haïti. Voici ce qu'elle a dit. « Dans le passé, nous nous sommes fiés à des prêts d'investisseurs socialement responsables. Maintenant, nous nous fions de plus en plus à des lettres de crédit de soutien (*crédit stand-by*) qui nous permettent d'emprunter en monnaie locale auprès de banques locales. Nous croyons que cette stratégie est plus avantageuse pour nous ».

Godwin Ehigiamousoe, le directeur exécutif de Lift Above Poverty Organization (LAPO) au Nigeria, a signalé le besoin d'accroître le financement pour favoriser l'expansion des IMF, mais aussi celui d'améliorer, dans son cas, les liens avec les banques locales qui sont encore ténus à cause de leur connaissance limitée de la microfinance. « Les subventions qui accompagnent les projets de lancement ne sont pas adéquates pour mettre en œuvre des plans d'expansion. Les banques commerciales locales ont une compréhension limitée des dynamiques du métier de la microfinance et elles ne pensent donc pas que les IMF soient des clients intéressants. Les seules sources de capital disponibles qui soient adaptées à nos besoins sont les institutions financières internationales ».

Pierre-Marie Boisson, le président de Sogesol en Haïti, a une opinion différente au sujet de la volonté des banques locales à travailler avec les IMF. « Les banques commerciales internationales peuvent certainement aider les IMF à profiter des marchés mondiaux et de leur énorme pool de ressources financières, ce qui va certainement leur permettre de réduire leurs coûts financiers et d'exploitation. Malgré cela, je crois que les succursales locales des banques commerciales sont mieux préparées que les banques commerciales internationales à intervenir dans le secteur de la microfinance avec succès, car elles sont généralement davantage en mesure d'adapter leurs systèmes aux conditions locales, particulièrement celles du secteur informel. Les banques locales des marchés émergents souffrent souvent d'un excès de liquidité non utilisé qui pourrait être avantageusement prêté aux microentreprises, ce qui leur permettrait d'augmenter leurs bénéfices et de diminuer leurs risques grâce à une diversification de leurs actifs ».

Plusieurs débats ont eu cours au sujet de l'innovation dans différents domaines, notamment dans le domaine de la technologie. John Hatch, le fondateur de FINCA International, s'est prononcé sur ce sujet. « Les banques internationales peuvent faire bénéficier les IMF de leur système élaboré de technologie de l'information (TIC), de technologie des cartes de débit et de crédit, et de réseaux d'agences en régions éloignées : tout cela peut permettre aux IMF d'être plus efficaces et de réduire leurs coûts unitaires d'octroi de crédit et autres services financiers », a-t-il dit.

Rosalind Copasarow, vice-présidente pour les opérations internationales à ACCION, a mentionné sept domaines dans lesquels elle pense que les institutions financières internationales ont un avantage significatif sur les banques locales et les IMF : « envoi de fonds à l'étranger, prêt à la consommation par le biais des cartes de crédit, prêt au logement, microassurance, refinancement des dettes et du capital des IMF, instru-

« Je crois que les succursales locales des banques commerciales sont mieux préparées que les banques commerciales internationales à intervenir avec succès dans le secteur de la microfinance, car elles sont généralement davantage en mesure d'adapter leurs systèmes aux conditions locales, particulièrement celles du secteur informel. Les banques locales des marchés émergents souffrent souvent d'un excès de liquidité non utilisé qui pourrait être avantageusement prêté aux microentreprises, ce qui leur permettrait d'augmenter leurs bénéfices et de diminuer leurs risques grâce à une diversification de leurs actifs ».

—Pierre-Marie Boisson

De nombreuses personnalités, incluant Clara Serra de Akerman, présidente de Women's World Banking en Colombie, ont conclu que l'arrivée des banques commerciales internationales dans le secteur de la microfinance allait « renforcer la concurrence, améliorer l'efficacité, réduire les coûts et, bien sûr, augmenter la couverture de services et le financement pour desservir ceux qui ne bénéficient pas de services bancaires ».

ments dérivés et de prise de risque, fonds de garantie privée de clients tels que le Global Bridge Fund d'ACCION ».

Il y a eu également plusieurs débats sur la pertinence d'intégrer les banques commerciales internationales au secteur de la microfinance pour donner de la crédibilité au secteur et lui procurer d'autres bénéfices. Arnaud Ventura, vice-président exécutif de PlanetFinance, a souligné l'émergence de la microfinance dans l'agenda du secteur financier. Selon lui, « la microfinance et la nécessité d'un accès universel aux services financiers deviendront un sujet prioritaire dans l'agenda international du secteur financier ».

Le directeur général de Opportunity International Network, Larry Reed, a avancé que cette nouvelle légitimité pourrait attirer de nouveaux employés « car la communauté financière considérera la microfinance comme une option de carrière ».

De nombreuses personnalités, incluant Clara Serra de Akerman, présidente de Women's World Banking en Colombie, ont conclu que l'arrivée des banques commerciales internationales dans le secteur de la microfinance allait « renforcer la concurrence, améliorer l'efficacité, réduire les coûts et, bien sûr, augmenter la couverture de services et le financement pour desservir ceux qui ne bénéficient pas de services bancaires ».

Les dirigeants du secteur de la microfinance ayant répondu à ce questionnaire ont clairement identifié les effets positifs potentiels liés à l'arrivée des banques commerciales internationales dans le secteur de la microfinance, mais ils se sont également inquiétés des pièges potentiels qu'entraîne leur présence.

Les défis posés par l'arrivée des banques commerciales internationales dans le marché de la microfinance

Le directeur exécutif de Oikocredit, Tor Gull, a fait noter les difficultés liées à un trop grand nombre d'institutions offrant leurs investissements aux meilleures IMF. « Notre connaissance des banques internationales est jusqu'à présent très superficielle. Nous savons qu'elles constituent de petits fonds pour se concurrencer entre elles dans le financement des IMF les plus durables. Je ne réussis pas à comprendre leur intérêt à apporter plus d'argent aux IMF de première classe. Ces IMF sont déjà submergées de liquidités, recevant des offres de financement de divers types en provenance d'institutions variées, ce qui peut les amener à accepter plus d'argent qu'elles ne peuvent absorber. À long terme, elles finissent par faire face à de sérieuses difficultés…. », a-t-il déclaré.

« Je crois qu'il est plus important de mettre en place des mécanismes qui permettent aux banques locales plutôt qu'aux grandes banques internationales de s'engager dans la microfinance … Certaines banques internationales pourraient même … contribuer à faciliter ce processus ! », a-t-il ajouté.

Souvent, les opérateurs font mention du problème toujours irrésolu du risque sur les taux de change étrangers. Godwin Ehigiamousoe, de LAPO, a déclaré à ce sujet : « Le

risque de change est un problème réel dans la plupart des pays en voie de développement dans lesquels la plupart des IMF sont situées. Des mouvements imprévisibles sur les taux de change pourraient mettre en péril une partie des emprunts et de l'aide internationale ».

« Il n'est pas difficile d'imaginer le cas d'IMF solides et florissantes de différents pays, qui empruntent en devises fortes, prêtent en devises locales et mais font faillite à la suite d'une variation subite des taux de change contre laquelle elles n'ont pas pu se prémunir en raison des coûts prohibitifs d'une telle protection », a dit pour sa part le président de la Grameen Foundation, Alex Counts.

Sur le plan du financement, la présidente de ADIE en France, Maria Nowak, s'est inquiétée du fait que l'arrivée des banques internationales puisse « faire croire aux donateurs que la microfinance ne peut être financée que par les banques, ce qui n'est pas le cas en réalité. Les groupes de clients ayant les plus faibles revenus et les secteurs les plus difficiles, tel que la finance rurale, nécessiteront un financement public par le biais de subventions durant une plus longue période ».

Beaucoup de commentaires ont été émis sur les questions liées aux changements de mission de certaines organisations de microfinance, qui ont tendance à s'éloigner des pauvres et des plus pauvres. John Hatch, de FINCA, s'est montré critique à cet égard mais a aussi proposé une solution. « Les banques internationales ne savent tout simplement pas comment desservir les plus pauvres. Ce serait un désastre si ces banques cherchaient à faire de la microfinance par elles-mêmes. Elles doivent conclure des partenariats avec les IMF existantes afin de créer des niches spécialisées dans les services aux plus pauvres, ou embaucher des IMF pour faire la promotion de 'front office' des services financiers auprès plus pauvres, tandis que les banques commerciales se chargeraient des opérations de 'back-office' ». De telles initiatives ont déjà été mises sur pied en Inde et ailleurs.

M. Reed, d'Opportunity International s'est montré préoccupé par cette tendance. « Certaines banques internationales cherchent maintenant à octroyer des prêts de microfinance au détail. Nous accueillons positivement cette concurrence, mais la plupart des banques internationales ont une structure de coûts plusieurs fois plus élevée que celle de la plupart des IMF. Les banques pourraient inonder un marché pendant quelques années, puis réaliser que les bénéfices générés ne correspondent pas à leurs attentes et s'en aller, en ayant auparavant causé de sérieux dommages aux IMF établies dans le secteur et détruit le marché local du microcrédit ».

Le directeur de la Small Enterprise Foundation en Afrique du Sud, John De Wit, s'est penché davantage sur ce problème. « L'Afrique du Sud peut donner des leçons intéressantes au reste du monde, non pas à propos des banques internationales mais des banques locales qui, dans notre cas, sont très similaires aux banques internationales. Lorsqu'une exemption à notre loi sur l'usure a été levée en 1992, le secteur commercial a répondu par une croissance rapide des prêts à la consommation. Initialement, les taux d'intérêt imposés pour tous ces types de prêt s'élevaient à 30 % par mois. De nombreuses sinon toutes nos banques principales se sont lancées dans ce marché en se portant acquéreurs de compagnies oeuvrant dans ce domaine. Les conséquences d'un accès aisé au crédit à des taux d'intérêts exorbitants, sur une large échelle ont été un octroi insouciant de prêts, un endettement exacerbé et une utilisa-

« Il n'est pas difficile d'imaginer le cas d'IMF solides et florissantes de différents pays, qui empruntent en devises fortes, prêtent en devises locales et mais font faillite à la suite d'une variation subite des taux de change contre laquelle elles n'ont pas pu se prémunir compte tenu des coûts prohibitifs d'une telle protection », a dit le président de la Grameen Foundation, Alex Counts.

M. Reed, d'Opportunity International s'est montré préoccupé par cette tendance. « Certaines banques internationales cherchent maintenant à octroyer des prêts de microfinance au détail. Nous accueillons positivement cette concurrence, mais la plupart des banques internationales ont une structure de coûts plusieurs fois plus élevée que celle de la plupart des IMF. Les banques pourraient inonder un marché pendant quelques années, puis réaliser que les bénéfices générés ne correspondent pas à leurs attentes et s'en aller, en ayant auparavant causé de sérieux dommages aux IMF établies dans le secteur et détruit le marché local du microcrédit ».

tion risquée de l'endettement. Les politiciens sont alors entrés en piste : ils rejettent ce type d'exploitation et ont une compréhension limitée des nombreuses différences existant entre le microcrédit axé sur la génération de revenus ou le développement d'entreprises et la microfinance axée sur les prêts à la consommation. Ils se sont donc préparés à réimposer des restrictions sur les taux d'intérêts, ce qui tuerait toute la microfinance, y compris le microcrédit. Heureusement, nous avions en Afrique du Sud quelques champions du microcrédit qui pouvaient réussir à limiter l'action des politiciens. La leçon à tirer : si les banques arrivent sur le marché de la microfinance dans l'espoir d'en retirer rapidement des profits en prêtant ou en appuyant des prêts à la consommation à des taux inacceptables et de manière insouciante, le public et les politiciens finiront par tourner le dos à la microfinance. La logique et les raisonnements économiques et intellectuels ne sont alors plus pertinents car la microfinance est passée dans le monde de la politique – un monde où les perceptions priment souvent.

« Je crains que si les banques ne prennent en compte que leur résultat financier, elles ne seront pas en mesure de maximiser le potentiel de la microfinance en termes de réduction de la pauvreté. Il est important de se demander s'il est vraiment réaliste d'espérer que des banques commerciales fassent réellement un effort pour desservir les pauvres. Je crois pour ma part que les banques commerciales réussiront à offrir davantage de services aux personnes qui vivent juste au dessus ou au dessous du seuil de pauvreté, mais elles ne feront pas grand-chose pour atteindre les objectifs du Sommet du Microcrédit de desservir les plus pauvres ».

—Anton Simanowitz

Le directeur de programme d'Imp-Act à l'Institute of Development Studies au Royaume-Uni, Anton Simanowitz, s'est également prononcé sur ce sujet. « Je pense qu'il est important d'être clair sur le fait que l'accès aux services financiers n'entraîne pas automatiquement la réduction de la pauvreté. L'aspect innovateur de la microfinance réside dans sa manière d'offrir des services financiers qui soutiennent et permettent de plus larges bénéfices. Je crains que si les banques ne prennent en compte que leur résultat financier, elles ne soient pas en mesure de maximiser le potentiel de la microfinance en termes de réduction de la pauvreté. Il est important de se demander s'il est vraiment réaliste d'espérer que des banques commerciales fassent réellement un effort pour desservir les pauvres. Je crois pour ma part que les banques commerciales réussiront à offrir davantage de services aux personnes qui vivent juste au dessus ou au dessous du seuil de pauvreté, mais elles ne feront pas grand-chose pour atteindre les objectifs du Sommet du Microcrédit de desservir les plus pauvres ».

Le président de Bina Swadaya en Indonésie, Bambang Ismawan, s'est inquiété lui aussi du faible niveau de connaissance des banques internationales dans le segment de marché constitué par les clients pauvres. « Les banques commerciales ont peut-être une technologie qui leur permet de desservir un grand nombre de clients individuels mieux nantis et plus riches, mais les clients qui recourent à la microfinance sont très différents. Le passage à un segment différent de clientèle requiert des changements substantiels dans les procédures d'exploitation et les comportements au travail, ce qui n'est pas chose facile à réaliser. Les banques commerciales et les IMF ont des motifs différents lorsqu'elles offrent des services de microfinance », a-t-il souligné.

Ehigiamousoe du Nigeria s'est dit préoccupé du fait que « la taille ou le volume des prêts requis par ces banques commerciales pourraient être trop grands », spécifiant que « les IMF locales auront besoin d'être soutenues pour renforcer leurs capacités avant de pouvoir répondre aux normes mises en place par ces institutions globales ».

Le directeur du Grameen Trust au Bangladesh, le professeur H. I. Latifee, a toutefois fait une mise en garde contre le danger « d'un excès de réglementation ».

Comme plusieurs autres, Clara Serra de Akerman, de Women's World Banking en Colombie, a souligné la nécessité de créer des partenariats. « Les banques commerciales internationales ne devraient pas être seulement intéressées par des retours élevés sur leurs investissements, mais aussi par leurs retombées sociales et leurs impacts sur la pauvreté, lesquels seraient assurés par une alliance avec les IMF », a-t-elle dit.

« Même si elles ne cherchent pas du tout à desservir les pauvres, les banques internationales pourraient se contenter de mieux répondre à la demande de crédit provenant de la classe moyenne et des clients qui ne sont pas si pauvres (au risque de saturer cette demande). Elles obligeraient ainsi les IMF existantes (ou survivantes) à atteindre les couches inférieures du marché et à desservir les segments les moins rentables composés de la clientèle la plus pauvre qui n'est pas encore desservie », a ajouté Hatch.

Simanowitz d'ImpAct a tenu à rappeler le commentaire qu'avait exprimé un cadre supérieur de l'une des plus grandes agences de rating en microfinance. « Au cours des deux dernières années, j'ai constamment réfléchi aux limites de l'approche de notre agence de rating, qui analyse les risques et la performance des institutions de microfinance. La plus évidente limitation (qui s'impose d'elle-même) a trait à l'évaluation du degré de performance sociale, que nous n'arrivons pas à estimer correctement. Nous croyons toujours que le fait de prêter de l'argent aux pauvres qui font une utilisation productive du crédit et remboursent périodiquement leur dette, dont le montant est de plus en plus élevé, a un impact social (et financier). Mais cela n'a en fait été qu'une interprétation réductrice d'un ensemble de questions complexes, qui s'est avérée utile tant que nous analysions la situation sur le plan financier. Alors qu'un nombre de plus en plus grand de banques offrent des produits bas de gamme, et que de plus en plus d'IMF commerciales proposent des produits haut de gamme, l'argument voulant que la microfinance soit un outil qui favorise davantage le développement social que financier perd de sa pertinence », avait-il évoqué.

Il est d'une importance cruciale que nous ne supposions pas qu'un taux de remboursement élevé de la part des clients s'accompagne automatiquement d'un impact social sur la pauvreté. Les IMF qui doivent servir d'exemple sont celles qui utilisent des mesures de performance sociale non seulement pour démontrer à leurs donateurs et à leurs partenaires les progrès accomplis, mais surtout pour prendre des décisions administratives adéquates et améliorer leur performance sociale.

Les opérateurs ayant répondu à ce questionnaire ont tous accueilli positivement l'arrivée des banques commerciales internationales dans le secteur de la microfinance. Ils se sont réjouis de leur apport potentiel en matière d'accès aux ressources, d'innovation technologique et d'offre de services, ainsi qu'en ce qui a trait à la reconnaissance du secteur. Mais ils se sont inquiétés des risques de change monétaire, de la tendance de certaines IMF à s'éloigner des pauvres et des plus pauvres, des pratiques de prêt peu judicieuses et de l'excès de bureaucratie et de réglementation. Pour tous, le partenariat a été le mot clé.

Les opérateurs ayant répondu à ce questionnaire ont tous accueilli positivement l'arrivée des banques commerciales internationales dans le secteur de la microfinance. Ils se sont réjouis de leur apport potentiel en matière d'accès aux ressources, d'innovation technologique et d'offre de services, ainsi qu'en ce qui a trait à la reconnaissance du secteur. Mais ils se sont inquiétés des risques de change monétaire, de la tendance de certaines IMF à s'éloigner des pauvres et des plus pauvres, de pratiques de prêt peu judicieuses et de l'excès de bureaucratie et de réglementation. Pour tous, le partenariat a été le mot clé.

L'élimination de la pauvreté : progrès ou mythe ?

La pauvreté est l'ancêtre commun de tous.

Robert Shapiro, ancien président
Monsanto Company

Si nous voulons résoudre le problème de la pauvreté, qui est en effet notre ancêtre à tous, nous devons alors défier les attitudes pessimistes qui persistent dans de nombreuses sociétés, particulièrement dans le monde industrialisé. L'une d'elles a trait à notre besoin continuel de divertissement, qui nous aide à oublier notre sentiment d'impuissance face aux problèmes planétaires ou sociaux qui nous touchent de près. Nous croyons que les objets, les spectacles et les potins mondains peuvent apaiser les souffrances d'un monde qui nous apparaît de plus en plus hors de contrôle, un monde dans lequel l'homme de la rue pense qu'il compte très peu.

Nous, habitants du Nord, semblons parfois cerner l'essentiel, mais nous en sommes constamment détournés par l'urgence du moment. Les deux derniers sommets du G-8 illustrent parfaitement ce paradoxe. En 2005, les chefs d'État du monde se sont rencontrés à Gleneagles, en Écosse, avec un impressionnant agenda sur le développement à l'ordre du jour. Mais au même moment, les attentats à la bombe dans le métro et les autobus de Londres ont détourné l'attention des médias, des chefs d'État et du public. De la même manière, l'agenda du sommet du G-8 de cette année, tenu à Saint-Pétersbourg en Russie, a été modifié en raison de l'escalade de la violence survenue entre le Liban et Israël.

En tant qu'individus, organisations, communautés et nations, nous devons nous engager à surmonter ces obstacles et à ouvrir de nouvelles voies d'avenir. Comme l'a souligné l'astronaute d'Apollo, Rusty Schweickart, « nous ne sommes pas les passagers d'un vaisseau spatial appelé Terre, nous en sommes l'équipage. Nous ne sommes pas les habitants de cette planète, nous en sommes les citoyens. Dans les deux cas, ce qui fait la différence, c'est la responsabilité ».

La Campagne du Sommet du Microcrédit et ce rapport nous rappellent la mission que se sont donnée nos membres, les progrès que nous avons accomplis et le travail qu'il nous reste encore à accomplir.

La Campagne du Sommet du Microcrédit et ce rapport nous rappellent la mission que se sont donnée nos membres, les progrès que nous avons accomplis et le travail qu'il nous reste encore à accomplir.

La méthodologie du sondage

Chaque année, la Campagne du Sommet du Microcrédit entame un processus de collecte et de vérification des données qui mène à la publication du *Rapport sur l'état de la Campagne du Sommet du Microcrédit*. Ce processus inclut : 1) la mise en circulation de Plans d'action institutionnels (PAI) auprès de milliers d'opérateurs, accompagnés d'une requête leur demandant de soumettre les plus récentes données concernant leurs activités ; 2) une campagne téléphonique effectuée auprès des plus importantes institutions pour les inciter à soumettre leurs données ; 3) une étape de vérification pour faire corroborer par un tiers les données soumises par les plus importantes IMF ; 4) une compilation et une analyse des données ; et 5) la rédaction du rapport. Depuis

maintenant neuf ans, ce processus a permis de constituer la base de données la plus complète sur les institutions de microfinance actuellement disponible.

Dans la plupart des cas, les données présentées dans ce rapport proviennent d'institutions individuelles. Nous nous sommes gardés de recueillir et d'inclure des données provenant de réseaux institutionnels afin d'éviter de comptabiliser deux fois les mêmes éléments. Cependant, les réseaux institutionnels ont joué un rôle crucial dans la collecte des données auprès de leurs membres et nous leur en sommes très reconnaissants. Les partenariats dont nous avons bénéficié en 2006 étaient si nombreux que nous ne les nommerons pas ici. Nous vous suggérons plutôt de vous référer à la note 2 en fin d'ouvrage pour avoir une liste complète des réseaux et autres institutions qui nous ont aidé dans ce processus. Nous remercions également les institutions d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine qui ont permis la tenue des réunions de notre personnel régional. Celles-ci ont été indispensables pour assurer la collecte des plans d'action.

En date du 15 septembre 2006, quelque 6 963 institutions étaient membres des 15 conseils de la Campagne du Sommet du Microcrédit. Parmi celles-ci, 4 461 institutions de 132 pays étaient membres du Conseil des opérateurs du Sommet du Microcrédit. En 2006, 847 institutions ont soumis un plan d'action, dont 191 pour la première fois. Celles-ci représentaient 88 % de tous les clients déclarés les plus pauvres, ce qui signifie que dans ce rapport, 88 % des données sont actualisées alors que 12 % d'entre elles datent d'un an ou plus. Depuis que nous avons commencé en 1998 à utiliser des plans d'action à des fins de collecte de données, la Campagne du Sommet du Microcrédit a reçu les plans de 3 133 institutions opérant dans la microfinance[13].

Les 847 institutions ayant soumis un plan d'action en 2006 représentaient 88 % de tous les clients déclarés les plus pauvres, ce qui signifie que dans ce rapport, 88 % des données sont actualisées alors que 12 % d'entre elles datent d'un an ou plus.

Le plan d'action demande les données suivantes :

1) le nombre total de clients actifs (clients avec un emprunt en cours) ;

2) le nombre total de clients actifs qui faisaient partie de la cohorte des plus pauvres lorsqu'ils ont reçu leur premier prêt ;

3) le type d'outils de mesure de la pauvreté utilisés pour déterminer le nombre de clients les plus pauvres ;

4) le pourcentage de clients les plus pauvres qui sont des femmes ;

5) la taille moyenne du premier emprunt ;

6) le nombre total d'épargnants actifs ;

7) la taille moyenne de l'épargne par épargnant ;

8) le pourcentage de clients les plus pauvres qui ont franchi le seuil de pauvreté ;

[13] Voir note de fin d'ouvrage 1.

9) le type d'outils de mesure de l'impact utilisés pour déterminer le nombre de clients qui étaient très pauvres lorsqu'ils ont contracté leur premier emprunt et qui ont maintenant franchi le seuil de pauvreté ;

10) les services financiers et de développement d'entreprise offerts ; et

11) le pourcentage d'autonomie financière atteint par une institution[14].

Dans les PAI 2006, sur lesquels se base ce rapport, on demandait aux opérateurs de fournir les données ci-dessus en date du 31 décembre 2005 (réelles), du 31 décembre 2006 (prévisionnelles) et du 31 décembre 2007 (prévisionnelles). Le rapport a été compilé en utilisant les données de la fin de l'année 2005.

Chaque année, nous insistons sur le fait que ces données sont fournies par les institutions elles-mêmes. Cependant, le personnel de la Campagne du Sommet du Microcrédit revoit tous les PAI reçus. Toutes les institutions ayant fourni des données imprécises doivent clarifier leurs réponses, et lorsque les questions formulées n'obtiennent pas de réponse adéquate, les données en cause ne sont pas incluses dans notre rapport. À partir de 2000, nous avons poussé plus loin notre analyse en faisant vérifier nos données de façon indépendante. Les plus importantes institutions d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine nous fournissent les noms de bailleurs de fonds, de centres de recherche, de réseaux ou autres institutions qui peuvent vérifier le nombre de clients, de clients faisant partie des plus pauvres et de femmes faisant partie des plus pauvres que rejoint chaque institution. Une lettre est envoyée aux vérificateurs potentiels leur demandant de confirmer les données soumises par une IMF donnée. La lettre stipule : « Si vous donnez votre confirmation, nous considérons que vous avez visité le programme, rencontré les dirigeants, revu les aspects opérationnels de l'institution, pris connaissance des rapports, et que vous estimez que l'institution et les chiffres listés ci-dessous sont fiables et crédibles ».

En date du 31 décembre 2005, 3 133 institutions de microcrédit ont rapporté qu'elles desservaient 113 261 390 clients ayant un prêt en cours, dont 81 949 036 sont considérées comme ayant fait partie des plus pauvres (moitié inférieure de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté d'un pays ou vivant avec moins de 1 USD par jour) lorsqu'ils ont contracté leur premier emprunt. Dans notre rapport, 91 % des familles déclarées les plus pauvres se trouvent en Asie, un continent qui abrite environ 67 % de l'ensemble des personnes dans le monde vivant avec moins de 1 USD par jour.

Clients desservis

En date du 31 décembre 2005, 3 133 institutions de microcrédit[15] ont rapporté qu'elles desservaient 113 261 390 clients ayant un prêt en cours, dont 81 949 036 sont considérés comme ayant fait partie des plus pauvres (moitié inférieure de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté d'un pays ou vivant avec moins de 1 USD par jour) lorsqu'ils ont contracté leur premier emprunt. Dans notre rapport, 91 % des

[14] Beaucoup d'institutions éprouvent des difficultés à faire les ajustements nécessaires sur les revenus et charges d'exploitation pour calculer de façon exacte leur autosuffisance financière (OSF) de sorte que, dès cette année, nous avons demandé de calculer l'autosuffisance d'exploitation (OSE) au lieu de l'OSF pour mesurer la solidité financière de l'organisation. L'OSE mesure la qualité de la couverture des coûts d'une IMF par le biais des revenus d'exploitation, incluant les charges d'exploitation, les charges financières et les provisions pour pertes sur prêts.

[15] Parmi ces 3 133 institutions, 847 ont envoyé leurs plans d'action institutionnels pour 2006. Les 2 286 institutions restantes nous ont envoyé leurs données des années précédentes et nous avons inclus ces chiffres dans ce rapport.

familles déclarées les plus pauvres se trouvent en Asie, un continent qui abrite environ 67 % de l'ensemble des personnes dans le monde vivant avec moins de 1 USD par jour.

Dans le Rapport sur l'état de la Campagne de 2000, 78 institutions représentant les deux tiers des clients déclarés les plus pauvres ont vu leurs données vérifiées par une tierce personne. Cette année, nous avons été capables de vérifier les données de 420 institutions, représentant 64 062 221 familles parmi les plus pauvres, soit 78,2 % du total des clients déclarés les plus pauvres. Une liste complète de ces institutions se trouve en annexe I.

Le tableau 1 montre le résultat du processus de vérification au cours des sept dernières années.

Tableau 1

Année	Nombre d'institutions vérifiées	Nombre de clients les plus pauvres vérifiés	Pourcentage des clients déclarés les plus pauvres	Nombre total de clients déclarés les plus pauvres
2000	78	9 274 385	67	13 779 872
2001	138	12 752 645	66	19 327 451
2002	211	21 771 448	81	26 878 332
2003	234	35 837 356	86	41 594 778
2004	286	47 458 191	87	54 785 433
2005	330	58 450 926	88	66 614 871
2006	420	64 062 221	78[16]	81 949 036

La couverture de clients les plus pauvres est passée de 66,6 millions à la fin de 2004 à 81,9 millions à la fin de 2005, ce qui représente un taux de croissance de 23 % en un an. Au cours d'une période de huit ans, soit de la fin de 1997 à la fin de 2005, la couverture des clients les plus pauvres est passée de 7,6 millions à 81,9 millions, représentant une croissance globale de 978 %. Afin de desservir 100 millions de clients les plus pauvres d'ici la fin de l'année 2005, la Campagne devait maintenir un taux de croissance de 38,1 % par an. Cependant, le taux de croissance moyen a été d'un peu plus de 34 % par an. Si la Campagne maintient une croissance de 15,3 millions de clients les plus pauvres de plus par an, tel qu'elle l'a fait l'année dernière, elle réalisera son objectif de desservir 100 millions des familles les plus pauvres du monde au début de l'année 2007.

Cette année, nous avons été capables de vérifier les données de 420 institutions, représentant 64 062 221 familles parmi les plus pauvres, soit 78,2 % du total des clients déclarés les plus pauvres.

La couverture de clients les plus pauvres est passée de 66,6 millions à la fin de 2004 à 81,9 millions à la fin de 2005, ce qui représente un taux de croissance de 23 % en un an. Au cours d'une période de huit ans, soit de la fin de 1997 à la fin de 2005, la couverture des clients les plus pauvres est passée de 7,6 millions à 81,9 millions, représentant une croissance globale de 978 %. Afin de desservir 100 millions de clients les plus pauvres d'ici la fin de l'année 2005, la Campagne devait maintenir un taux de croissance de 38,1 % par an. Cependant, le taux de croissance moyen a été d'un peu plus de 34 % par an. Si la Campagne maintient une croissance de 15,3 millions de clients les plus pauvres de plus par an, tel qu'elle l'a fait l'année dernière, elle réalisera son objectif de desservir 100 millions des familles les plus pauvres du monde au début de l'année 2007.

[16] Cette baisse du pourcentage du total vérifié des clients les plus pauvres est principalement due au deux facteurs suivants : 1) la Society for Empowerment of Rural Poor (SERP), un programme gouvernemental en Andhra Pradesh en Inde, qui dessert 5,6 millions de clients parmi les plus pauvres, a été vérifiée en 2005 mais pas en 2006 ; 2) BKKBN, un programme gouvernemental en Indonésie, a vu le nombre de ses clients les plus pauvres diminuer de 5,2 millions en 2005 à 1,8 millions en 2006 à cause d'une forte réduction des fonds gouvernementaux consacrés à ce programme.

Croissance résultant des institutions qui ont établi un rapport pour la première fois

Chaque année, la Campagne fait un effort délibéré pour inclure des institutions qui n'ont pas encore envoyé de rapport à la Campagne. En 2001, 57,8 % de la croissance du nombre de clients pauvres desservis a été généré par des institutions ayant envoyé un rapport pour la première fois. Une portion significative de cette croissance a toutefois été générée par la National Bank for Agriculture and Rural Development (NABARD), qui avait connu un important développement au cours des quatre années précédentes.[17] En 2002, 33,8 % de la croissance a été le fait d'institutions ayant envoyé un rapport pour la première fois, alors que ce pourcentage a baissé à 27,5 % en 2003.[18] Dans le rapport actuel basé sur les données de 2005, seulement 6,6 % de la croissance provient d'institutions ayant envoyé un rapport pour la première fois.

---

[17] La National Bank for Agriculture and Rural Development (NABARD/Banque nationale pour l'agriculture et le développement rural) est l'une des deux grandes institutions qui ont été incluses pour la première fois dans le rapport 2001. La NABARD est une banque de développement apex indienne axée sur l'agriculture et le développement rural. La NABARD a joué un rôle central ces dix dernières années en tant que pionnière du mouvement des Groupes d'entraide (GE) en Inde, au sein desquels les femmes pauvres et très pauvres constituent elles-mêmes des groupes. Les membres des GE économisent, se prêtent de l'argent entre eux et effectuent également la gestion de leur groupe. Afin de renforcer leurs moyens financiers, les GE arrivés à maturité sont ensuite rattachés au système bancaire formel, dont le réseau de filiales s'étend à travers tout le pays. Bien que les clients de la NABARD aient été inclus pour la première fois dans le rapport sur l'état de la Campagne du Sommet du Microcrédit de 2001, sa grande quantité de clients (les plus pauvres et au total) est le résultat d'une croissance extensive du programme de la NABARD elle-même.

Année	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Total de clients	146 166	243 389	560 915	1 608 965	3 992 331	7 837 000	10 760 400	16 186 365	24 277 140	33 578 475
Clients les plus pauvres	58 613	97 599	224 927	645 195	1 600 925	3 130 000	8 608 300	12 949 092	19 421 070	26 862 780

Certains partenaires de la NABARD (banques et ONG) sont aussi membres de la Campagne du Sommet du Microcrédit et soumettent un plan d'action institutionnel. Afin d'éviter de les comptabiliser deux fois de suite, une partie des chiffres rapportés par ces agences ont été soustraits des chiffres de la NABARD pour déterminer le nombre réel de clients total, de clients les plus pauvres et de clientes les plus pauvres. À la suite de ces calculs, le nombre total de clients de la NABARD s'élevait à 27 853 009, dont 22 282 407 faisaient partie des clients les plus pauvres lorsqu'ils ont débuté le programme. Ces calculs, qui ont tout d'abord été faits en 2002, ont été mis à jour cette année. Les calculs de cette année sont basés sur des données recueillies auprès des 66 plus importantes institutions d'Inde qui envoient un rapport à la Campagne (celles avec plus de 5 000 clients parmi les plus pauvres). Ces institutions ont indiqué le pourcentage de leurs groupes d'entraide qui était lié à une banque (c'est-à-dire inclus dans les chiffres de la NABARD). Sur la base de cette recherche, nous avons soustrait 17 % des chiffres de la NABARD pour procéder au calcul du nombre total de clients, de clients les plus pauvres et de femmes les plus pauvres.

[18] L'organisation Comissionerate of Women Empowerment and Self Employment (Commission pour l'autonomisation et l'entreprenariat des femmes) à Andra Pradesh, en Inde, était le plus important programme à envoyer pour la première fois en 2004 un rapport sur ses données de 2003. Cette organisation a changé de nom en 2005 et s'appelle maintenant la Society for Empowerment of Rural Poor (SERP). En 2005, SERP a affirmé qu'elle desservait 5 552 982 clients les plus pauvres. Afin d'éviter le double décompte des chiffres rapportés par la NABARD, nous avons seulement inclus 58 % du nombre total de clients déclarés les plus pauvres, comme l'a indiqué SERP. À la suite de ces calculs, SERP dénombrait 3 220 730 clients faisant partie des plus pauvres lorsqu'ils ont débuté le programme.

Le tableau 2 rend compte de la croissance du nombre de clients les plus pauvres provenant d'institutions ayant envoyé un rapport pour la première fois.

Tableau 2

Année	Pourcentage de croissance annuelle provenant des institutions ayant envoyé un rapport pour la première fois
2000	22
2001	57,8
2002	33,8
2003	27,5
2004	5,8
2005	6,6

Le tableau 3 montre les progrès au cours des huit dernières années.

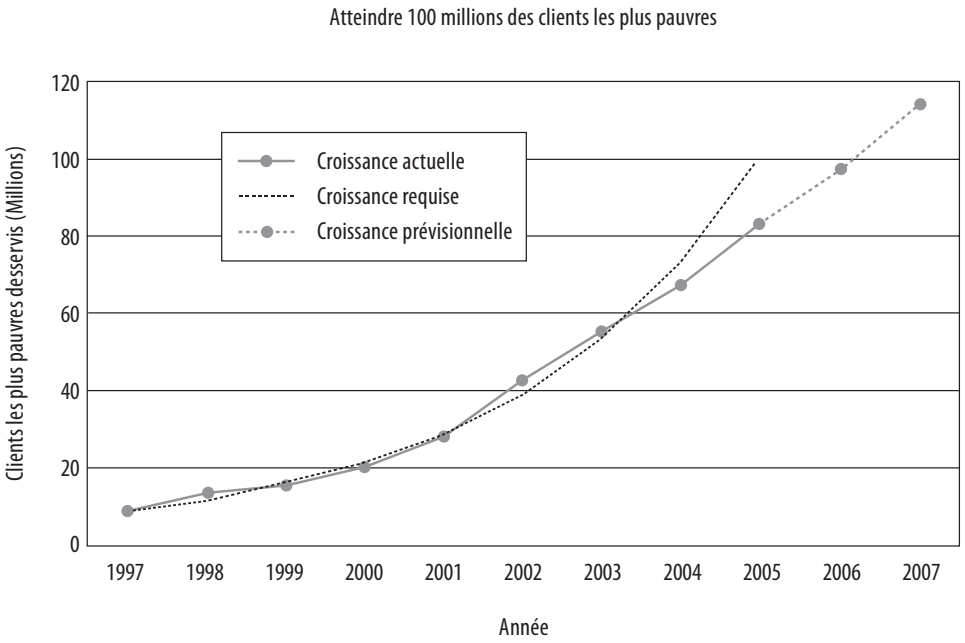
Tableau 3

Année	Nombre d'institutions ayant envoyé un rapport	Nombre total de clients desservis	Nombre de clients déclarés « les plus pauvres »
31/12/97	618	13 478 797	7 600 000
31/12/98	925	20 938 899	12 221 918
31/12/99	1 065	23 555 689	13 779 872
31/12/00	1 567	30 681 107	19 327 451
31/12/01	2 186	54 932 235	26 878 332
31/12/02	2 572	67 606 080	41 594 778
31/12/03	2 931	80 868 343	54 785 433
31/12/04	3 164	92 270 289	66 614 871
31/12/05	3 133[19]	113 261 390	81 949 036

Le graphique 1 indique la courbe de croissance en terme de clients les plus pauvres desservis depuis 1997, comparée à la croissance nécessaire pour atteindre 100 millions de clients les plus pauvres d'ici 2005, de même qu'une projection de croissance jusqu'à 2007.

[19] Voir note de fin d'ouvrage 1.

Graphique 1 :



La taille des institutions qui soumettent un rapport varie énormément. Le tableau 4 montre les différences de taille des 3 133 institutions dont les données sont inclues dans ce rapport.

Tableau 4 :

Taille de l'institution (en termes de clients les plus pauvres)	Nombre d'institutions	Nombre combiné de clients les plus pauvres	Pourcentage du total des plus pauvres
1 million ou plus	9	26 856 854	32,8
100 000-999 999	46	11 775 843	14,4
10 000-99 999	299	8 176 554	10
2 500-9 999	553	2 667 531	3,3
Moins de 2 500	2 223[20]	1 305 970	1,6
Réseaux[21]	3	31 166 284	38

[20] Voir note de fin d'ouvrage 1.

[21] Les chiffres ci-dessus incluent les données provenant de trois grands réseaux : la Banque nationale pour l'agriculture et le développement rural (NABARD), en Inde (voir note 15 en bas de page); l'Association des confédérations asiatiques des coopératives de crédit (ACCU), qui compte un total de 5 069 184 clients faisant tous partie de la cohorte des clients les plus pauvres; et le Bureau pour le développement rural au Bangladesh (BRDB), qui compte un total de 4 015 467 clients, parmi lesquels 3 814 693 sont très pauvres. Ces entités ne sont pas des institutions de microfinance individuelles, mais elles rapportent le nombre de leurs clients desservis à la Campagne du Sommet du Microcrédit, qui les inclut dans son rapport après avoir éliminé le double décompte.

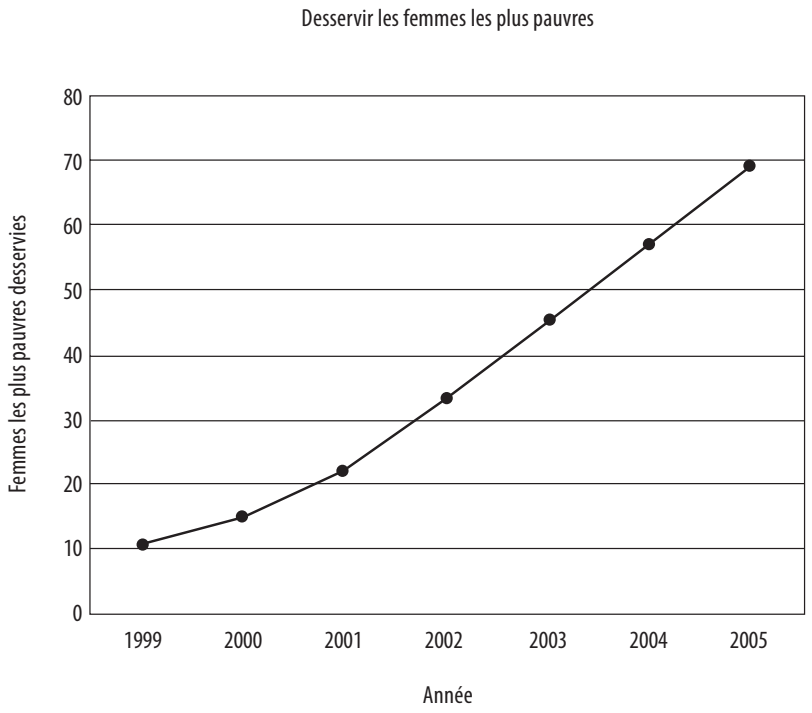
Parmi les 81,9 millions de clients les plus pauvres desservis, 69,8 millions ou 85,2 % d'entre eux reçoivent des services fournis par les 58 plus importantes institutions et réseaux qui soumettent un rapport. Ces institutions desservent toutes 100 000 clients ou plus parmi les plus pauvres.

Clientes desservies

Parmi les 81,9 millions de clients les plus pauvres desservis à la fin de 2005, 84,2 % sont des femmes, ce qui représente 69 millions de clientes. Du 31 décembre 1999 au 31 décembre 2005, le nombre de femmes très pauvres desservies est passé de 10,3 millions à 69 millions. Cela représente une augmentation de 570 %, ce qui signifie que 58,7 millions de femmes de plus ont reçu des microprêts au cours des six dernières années.

Le graphique 2 présente la courbe de croissance du nombre de clientes les plus pauvres ayant reçu des microprêts au cours des six dernières années.

Graphique 2:



Parmi les 81,9 millions de clients les plus pauvres desservis à la fin de 2005, 84,2 % sont des femmes, ce qui représente 69 millions de clientes. Du 31 décembre 1999 au 31 décembre 2005, le nombre de femmes très pauvres desservies est passé de 10,3 millions à 69 millions. Cela représente une augmentation de 570 %, ce qui signifie que 58,7 millions de femmes de plus ont reçu des microprêts au cours des six dernières années.

L'utilisation d'outils de mesure de la pauvreté

Comme on l'a mentionné plus tôt, le plus grand défi de la Campagne du Sommet du Microcrédit est de combler le fossé qui existe entre son engagement, qui consiste à offrir des services aux familles les plus pauvres, et le nombre insuffisant de bons outils de mesure de la pauvreté en usage aujourd'hui.

Au début de l'an 2000, la Campagne a demandé aux opérateurs d'indiquer quels outils de mesure de la pauvreté ils utilisaient pour cibler ou identifier les clients les plus pauvres, le cas échéant. Parmi les institutions ayant envoyé un rapport cette année-là, les deux tiers (341 des 512 institutions ayant soumis un plan d'action en 2000) disaient utiliser un outil de mesure de la pauvreté différent d'une simple estimation. Trente pour cent de ce groupe, soit 104 institutions, ont affirmé utiliser l'un des deux outils de la Boîte à outils sur la mesure de la pauvreté, soit le Classement participatif des richesses ou l'Index sur les maisons de CASHPOR.

Cette année, 602 des 847 institutions ayant soumis un rapport, soit 71,1 % du total, disaient utiliser un outil de mesure de la pauvreté différent d'une simple estimation. Au sein de ce groupe, 30,9 % (soit 186 institutions) ont soutenu qu'elles utilisaient l'un des deux outils de la Boîte à outils sur la mesure de la pauvreté.

Parmi les 3 133 institutions ayant fourni un rapport, 959 se trouvent en Afrique sub-saharienne, 1 652 en Asie et dans la région du Pacifique, 439 en Amérique latine et dans les Caraïbes, 35 en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, 18 en Europe de l'Est et en Asie centrale et 30 au Moyen-Orient et Afrique du Nord.

Données régionales

Parmi les 3 133 institutions ayant fourni un rapport, 959 se trouvent en Afrique sub-saharienne, 1 652 en Asie et dans la région du Pacifique, 439 en Amérique latine et dans les Caraïbes, 35 en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, 18 en Europe de l'Est et en Asie centrale et 30 au Moyen-Orient et Afrique du Nord.[22]

Le tableau 5 répartit les données du rapport par région.

[22] Voir note de fin d'ouvrage 1.

Tableau 5:

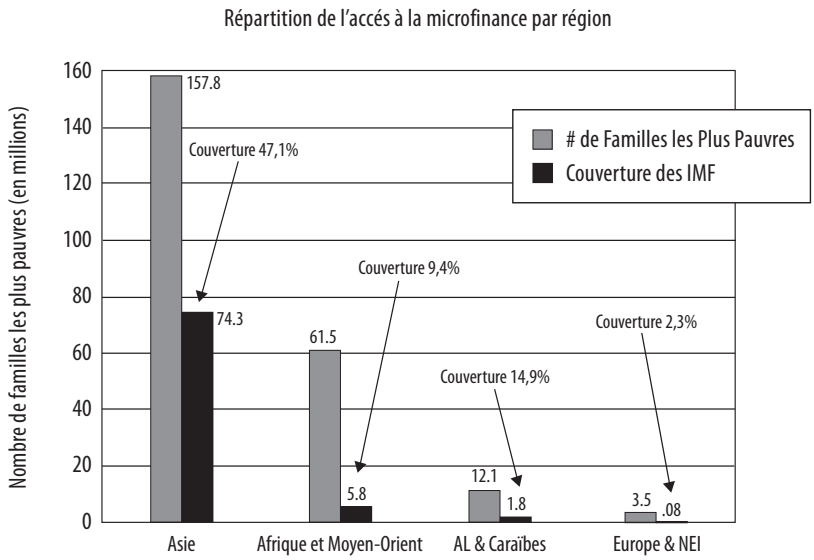
Région	Nombre de rapports sur les programmes	Nombre total de clients en 2004	Nombre total de clients en 2005	Nombre de clients les plus pauvres en 2004	Nombre de clients les plus pauvres en 2005	Nombre de femmes les plus pauvres en 2004	Nombre de femmes les plus pauvres en 2005
Afrique sub-saharienne	959	7 004 840	7 429 730	5 062 166	5 380 680	3 271 510	3 422 825
Asie et Pacifique	1 652	81 009 798	96 689 252	59 939 638	74 330 516	51 212 061	63 934 812
Amérique latine & Caraïbes	439	3 854 401	4 409 093	1 429 360	1 760 405	1 020 992	1 258 668
Moyen-Orient et Afrique du Nord	30	168 575	1 287 318[23]	92 568	387 951	61 804	321 004
Total des régions en développement	**3 080**	**92 037 614**	**109 815 393**	**66 523 732**	**81 859 552**	**55 566 367**	**68 937 309**
Amérique du Nord et Europe de l'Ouest	35	56 911	55 707	28 638	13 318	17 696	7 862
Europe de l'Est et Asie Centrale	18	175 764	3 390 290[24]	62 501	76 166	38 343	47 856
Total des régions industrialisées	**53**	**232 675**	**3 445 997**	**91 139**	**89 484**	**56 039**	**55 718**
Total mondial	**3 133**	**92 270 289**	**113 261 390**	**66 614 871**	**81 949 036**	**55 622 406**	**68 993 027**

Le graphique 3 montre la relation entre le nombre de familles vivant dans un état de pauvreté absolue dans chaque région (c'est-à-dire ceux vivant avec moins de 1 $US par jour PPA) et le nombre de familles les plus pauvres qui ont été desservies dans chaque région à la fin de 2005.

[23] L'augmentation importante du nombre total de clients desservis dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord est essentiellement due à deux principaux facteurs : 1) un nombre plus importants de grandes institutions de cette région nous ont envoyé un rapport l'année dernière, incluant sept institutions d'Égypte et du Maroc qui regroupent plus de 600 000 clients et 2) pour la première fois en 2006, nous avons inclus un agrégat du total des clients desservis dans le Moyen-Orient et en Afrique du Nord qui nous a été communiqué par Sanabel, le réseau de microfinance des pays arabes. Ces données n'incluent pas d'information sur les clients les plus pauvres. Certaines institutions comprises dans le total fourni par Sanabel sont aussi membre de la Campagne du Sommet du Microcrédit et ont soumis leur plan d'action institutionnel. Afin d'éviter de les comptabiliser deux fois, les chiffres rapportées par ces agences ont été soustraits de ceux fournis par Sanabel, ce qui a ainsi permis d'obtenir le nombre total de clients inclus dans ce rapport. Après ces calculs, les données fournies par Sanabel s'élevaient à un total de 101 100 clients. Bien que nous ne fassions état que de 30 institutions dans le tableau 5 pour la région Moyen-Orient/Afrique du Nord, les données fournies par le réseau Sanabel représentent plus de 50 institutions additionnelles.

[24] Pour la première fois en 2006, nous avons inclus un agrégat du total des clients desservis en Europe de l'Est et en Asie centrale qui nous a été communiqué par le Microfinance Center (MFC). Comme dans le cas de Sanabel, les données fournies par le MFC ne précisent pas le nombre de clients les plus pauvres. De même, certaines institutions incluses dans les données du MFC sont aussi membre de la Campagne du Sommet du Microcrédit et ont soumis un plan d'action institutionnel. Afin d'éviter de les comptabiliser deux fois, les chiffres rapportés par ces agences ont été soustraits de ceux fournis par le MFC, ce qui a ainsi permis d'obtenir le nombre total de clients inclus dans ce rapport. Après ces calculs, les données fournies par le MFC s'élevaient à un total de 3 144 468 clients. Ce nombre inclut environ 2,3 millions de clients de caisses d'épargne et de crédit. Comme dans le cas de Sanabel, même si nous ne prenons en compte que 18 institutions en Europe de l'Est et en Asie Centrale, les données fournies par le MFC englobent les résultats d'autres institutions.

Graphique 3[25]



Défis liés à l'exactitude du décompte de la Campagne des clients les plus pauvres

Alors que la Campagne se rapproche de son objectif de desservir 100 millions des familles les plus pauvres du monde, certains ont commencé à questionner l'exactitude des données recueillies sur les clients les plus pauvres desservis par la microfinance. Voici une récapitulation des réalisations accomplies par la Campagne jusqu'ici et des efforts qu'elle continue de faire pour améliorer l'exactitude de ses données. Nous identifions également les domaines dans lesquels nous pourrions sous-estimer le nombre de clients.

Dans un rapport typique faisant état de statistiques mondiales, les données datent souvent de plus de deux ans, reposent sur des estimations et des projections, ou ne sont pas disponibles dans certains cas. Toutefois, les données de ce rapport sont actualisées à 88 %, ce qui signifie que la grande majorité des données date de moins d'un an.

1. **Mise à jour :** Dans un rapport typique faisant état de statistiques mondiales, les données datent souvent de plus de deux ans, reposent sur des estimations et des projections, ou ne sont pas disponibles dans certains cas. Toutefois, les données de ce rapport sont actualisées à 88 %, ce qui signifie que la grande majorité des données date de moins d'un an.

2. **Vérification :** Au début de l'année 2000 et durant les sept ans qui ont suivi, la Campagne a exigé qu'une tierce entité vérifie les données (voir annexes I et II). En 2000, 78 institutions ayant envoyé un rapport et représentant 67 % des clients les plus pauvres ont fait l'objet de vérifications. Cette année, 420 institutions ayant envoyé un rapport et représentant 78 % du nombre de

[25] Adapté du chapitre « Financer la microfinance pour la réduction de la pauvreté » du livre *Chemins hors de la pauvreté*, Kumarian Press (2002).

clients estimés les plus pauvres ont fait l'objet de vérifications (voir note 16). Même si pour certains, cette compilation n'a pas le niveau de rigueur souhaité, elle constitue une preuve de la bonne foi des IMF, des vérificateurs et de la Campagne, qui ont fait l'effort de fournir une information crédible.

3. ***Encourager la production* de données plus fiables :** La critique la plus courante concerne l'imprécision des données sur le nombre de clients les plus pauvres desservis. Cependant, la Campagne du Sommet du Microcrédit a fait plus que toute autre institution au monde pour : 1) identifier des outils rentables de mesure de la pauvreté et 2) enseigner aux opérateurs à utiliser ces outils. Les sessions de formation de 3 000 opérateurs dispensées dans 35 pays illustrent cet effort.

4. ***Exiger* l'utilisation de données plus fiables en matière de pauvreté :** La Campagne du Sommet du Microcrédit et son organisation jumelle, RESULTS, ont fait plus que toute autre institution dans le monde pour *exiger* de la part des IMF l'utilisation d'outils rentables de mesure de la pauvreté. La loi américaine promulguée en 2003 et les lettres envoyées aux directeurs d'importantes institutions de développement, signées par plus de 1 000 parlementaires et demandant l'utilisation obligatoire de ces outils, en sont deux exemples. Étonnamment, ceux qui critiquent le plus l'exactitude des données sur la pauvreté ont souvent été les plus ardents opposants de l'utilisation *obligatoire* d'outils rentables de mesure de la pauvreté qui permettraient d'obtenir de meilleures données.

. . . ceux qui critiquent le plus l'exactitude des données sur la pauvreté ont souvent été les plus ardents opposants de l'utilisation obligatoire d'outils rentables de mesure de la pauvreté qui permettraient d'obtenir de meilleures données.

Même s'il est possible que les données envoyées par certaines institutions soient inexactes et que moins de 81,9 millions de personnes vivant dans la pauvreté extrême aient reçu un microprêt en 2005, d'autres données que nous n'avons pas été en mesure de recueillir pourraient nous permettre de majorer les résultats de ce rapport. Comme dans le rapport de l'année dernière, nous fournissons ci-dessous la liste des données que nous n'avons pas incluses dans notre décompte.

1. **Les clients qui ont complété le programme avec succès :** D'après nos critères, nous prenons en compte « les clients qui ont un prêt en cours ». De ce fait, nous omettons sans doute les millions de personnes qui ont complété avec succès un programme de microfinance. Cependant, la Campagne n'a pas la possibilité de déterminer si le départ d'un client est le résultat d'un succès ou d'un échec et se concentre donc sur ceux qui ont actuellement un prêt.

2. **Les clients d'importants programmes gouvernementaux en Chine :** D'importants programmes gouvernementaux de microfinance ont été mis en place en Chine. Cependant, ceux-ci n'ont jamais envoyé de rapport à la Campagne jusqu'à cette année, où nous avons reçu le plan d'action de la China Banking Association (Association bancaire de Chine). Comme ces données ont été reçues tardivement et que nous n'avons pas eu assez de temps pour nous assurer que les données n'avaient pas été comptées plus d'une fois, elles n'ont pas été incluses dans le rapport de cette année. Si ces données étaient vérifiées, nous pourrions ajouter au prochain rapport annuel

Le Sommet du Microcrédit est le maître d'œuvre du Sommet global du microcrédit à Halifax, en Nouvelle-Écosse au Canada, du 12 au 15 novembre 2006. Deux mille délégués de plus de 100 pays y sont attendus. Les données de la fin de 2005 seront dévoilées au sommet d'Halifax. Les informations sur le Sommet global du microcrédit 2006 se trouvent à l'adresse Internet suivante : http://www.globalmicrocreditsummit2006.org

…l'une des tâches primordiales de la Campagne au cours des prochaines années consistera à convaincre les plus importantes institutions d'utiliser des outils de mesure de la pauvreté rentables ou d'autres méthodes éprouvées pour mesurer le passage des clients au dessus du seuil de 1 $US par jour. À la fin du mois d'août, les premières IMF que nous avons approchées à ce sujet (Grameen Bank, BRAC et ASA, toutes des institutions du Bangladesh) ont accepté de participer à un tel effort. À elles seules, ces trois organisations desservent 13,1 millions des clients les plus pauvres recensés dans ce rapport à la fin de 2005, touchant ainsi des familles regroupant plus de 65 millions de membres.

plusieurs millions de clients parmi les plus pauvres ayant eu recours à la microfinance.

3. **Les programmes qui ont envoyé des rapports durant les années antérieures :** Plus de 2000 institutions ont envoyé leur rapport à la Campagne durant les années antérieures, mais n'en ont pas envoyé cette année. Dans ce cas, nous nous sommes servis de leurs plus récentes données, qui représentent seulement 12 % des 81,9 millions de clients les plus pauvres desservis. Certaines de ces IMF peuvent avoir cessé leurs activités, mais beaucoup d'autres ont connu une croissance exponentielle. Nos plus récentes données ne tiennent pas compte de cette situation.

4. **Les institutions que nous n'avons pas encore identifiées :** Il existe probablement des milliers d'autres IMF, la plupart relativement petites, qui n'ont pas encore envoyé un rapport à la Campagne. Nous poursuivrons nos efforts en vue de les identifier et de recueillir leurs données.

Le Sommet global du microcrédit 2006

Durant les jours qui suivront la publication de ce rapport, 2 000 délégués d'une centaine de pays sont attendus à Halifax au Canada pour participer au Sommet global du microcrédit 2006. Lors de ce sommet, les délégués analyseront les progrès accomplis en vue d'atteindre l'objectif de la Campagne de desservir 100 millions des familles les plus pauvres et lancer la seconde phase de la Campagne.

Les informations sur le Sommet global du microcrédit 2006 se trouvent à l'adresse Internet suivante : http://www.globalmicrocreditsummit2006.org

Des articles portant sur 45 sujets différents ont été commandés et seront débattus lors du Sommet 2006. Les articles qui feront l'objet de discussions en plénière seront publiés dans un livre intitulé *Chemins hors de la pauvreté - Suite* en anglais (Kumarian 2006), français, espagnol et arabe[26]. Une quarantaine de rapports d'ateliers de travail seront aussi disponibles sur le site Internet de la Campagne. Des extraits des sessions du sommet seront également publiés dans les *Nouvelles en Ligne* de la Campagne et envoyés à plus de 14 000 lecteurs, la plus large diffusion dans le secteur.

Assurer le succès de la Campagne : le chemin à suivre

Alors que nous terminons les préparatifs du sommet d'Halifax, nous sommes en mesure d'identifier deux initiatives ayant la capacité d'assurer le succès de la Campagne. D'après les données du rapport de cette année, les 20 IMF et réseaux de microfinance les plus larges desservant les plus pauvres représentaient 76 % du nombre total de clients les plus pauvres desservis. Ainsi, l'une des tâches primordiales de la Campagne au cours des prochaines années consistera à convaincre les plus impor-

[26] Les versions françaises, espagnoles et arabes seront publiées par la Campagne du Sommet du Microcrédit.

tantes institutions d'utiliser des outils de mesure de la pauvreté rentables ou d'autres méthodes éprouvées pour mesurer le passage des clients au dessus du seuil de 1 $US par jour. À la fin du mois d'août, les premières IMF que nous avons approchées à ce sujet (Grameen Bank, BRAC et ASA, toutes des institutions du Bangladesh) ont accepté de participer à un tel effort. À elles seules, ces trois organisations desservent 13,1 millions des clients les plus pauvres recensés dans ce rapport à la fin de 2005, touchant ainsi des familles regroupant plus de 65 millions de membres. En vue du Sommet global du microcrédit et par la suite, d'autres institutions seront approchées avec la même requête.

À la veille de l'impression de ce rapport, une autre initiative est envisagée, visant à persuader les Nations Unies d'adopter les nouveaux objectifs du Sommet du Microcrédit établis pour 2015, des objectifs qui sont cruciaux pour assurer l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement. Un certain nombre de dirigeants des Nations Unies ont accepté de contribuer à l'avancement de cette cause.

Conclusion

> *Toutes les nations ont atteint leur grandeur, l'ont fait en octroyant aux femmes le respect qui leur revient. Un pays ne peut évoluer en négligeant sa population féminine, tout comme un oiseau ne peut pas voler avec une seule aile.*
>
> **Swami Vivekananda**

La Campagne du Sommet du Microcrédit tente d'entraîner les populations de la planète vers la réalisation d'une vocation plus noble, celle qui place le bien-être des autres, surtout ceux vivant dans l'extrême pauvreté, au centre de l'agenda du développement.

La Campagne du Sommet du Microcrédit tente d'entraîner les populations de la planète vers la réalisation d'une vocation plus noble, celle qui place le bien-être des autres, surtout ceux vivant dans l'extrême pauvreté, au centre de l'agenda du développement. Cet « appel à se soucier et à s'intéresser à l'autre » a été repris avec émotion par Eileen W. Lindner, dans une histoire relatée dans son livre intitulé *Thus Far on the Way* (Editions Witherspoon, 2006).

Dr. Lindner y raconte une expérience vécue qui s'est déroulée à peine deux mois après qu'elle eut été ordonnée pasteur, une expérience qui incarne selon elle un amour fait de compassion. Servant comme jeune pasteur associé dans une grande église de la banlieue de Chicago, on l'avait laissée seule avec une assemblée de 1 200 personnes pendant que le pasteur était parti en vacances. Elle reçut alors un terrible coup de téléphone provenant d'une famille dont la fille venait juste de mourir dans un accident de voiture.

> *…C'était un accident, aucune inattention, aucune conduite en état d'ébriété, aucune négligence, aucune vitesse, juste la collision de deux jeunes gens à un coin de rue et leur fille était soudainement morte. Tuée dans un accident le premier jour où elle se rendait à l'université.*
>
> *Les proches de la famille ont appelé à l'église et c'est en tremblant que je me suis rendue sur place. Rien au séminaire ne vous prépare à cet instant … j'ai monté les marches du perron et j'ai frappé à la porte tout en sachant*

que la femme qui allait ouvrir la porte aurait le coeur brisé. Elle a ouvert la porte et j'ai pu voir l'ombre de ce cœur brisé sur son visage.

Elle m'a invitée à entrer et j'ai jeté un coup d'œil rapide autour de moi pour voir où était son mari. Je lui ai demandé : « Où est Walter ? ». « Oh », a-t-elle dit d'un air triste, « Walter est parti à la recherche du garçon ». Oh, Seigneur, soit avec moi, pensais-je, il est parti à la recherche du garçon.

Je lui ai dit : « Il est parti à la recherche du garçon ? Il veut trouver le garçon ? Le conducteur de l'autre voiture ? ».

« Oui », dit-t-elle.

Je lui ai demandé : « Que va-t-il faire ? ».

Elle répondit : « Eh bien, c'est terrible vous savez. Nous avons perdu notre fille. Nous avons perdu Carolyn mais nous ne pouvons pas perdre deux jeunes personnes dans cet incident. Walter est allé chercher le garçon pour lui dire que tout va bien, que nous ne pouvons pas perdre deux jeunes vies à la suite de cet incident ».

Ce que cette histoire meten relief, c'est la magnanimité de la compassion dont les êtres humains sont capables, leur capacité à dépasser leurs intérêts personnels et immédiats pour reconnaître notre interdépendance, celle dont dépend notre avenir.

Ce geste de profonde compassion témoigne des changements indispensables que nous devons effecteur pour éradiquer la pauvreté qui touche encore un milliard de personnes sur cette planète et se libérer de l'horreur indescriptible qu'elle inspire.

Il va sans dire que les plus pauvres du monde n'ont rien fait qui puisse nuire à aucun membre de notre famille. Ce que cette histoire meten relief, c'est magnanimité de la compassion dont les êtres humains sont capables, leur capacité à dépasser leurs intérêts personnels et immédiats pour reconnaître notre interdépendance, celle dont dépend notre avenir.

Agirons-nous avec le même courage et la même bonté ? Irons-nous voir les familles vivant avec moins de 1 $US par jour comme Walter est parti à la recherche du garçon ? Dirons-nous que nous ne pouvons pas perdre une autre vie des suites de l'extrême pauvreté qui afflige un milliard de personnes sur la planète, tout comme Walter a dit qu'il ne pouvait pas perdre une autre vie après ce qui s'était passé ? Et si la réponse est affirmative, allons-nous nous engager énergiquement à réaliser les Objectifs du millénaire pour le développement et les objectifs du Sommet du Microcrédit pour 2015 ? Ce n'est qu'en prenant un tel engagement que nous pourrons tirer avantage des bienfaits décrits par W.H. Murray dans son livre intitulé *The Scottish Himalayan Expedition*.

Tant que l'on ne s'est pas engagé, on hésite, on peut revenir sur ses pas, ce qui s'avère toujours inefficace. Toutes les initiatives (et les gestes de création) sont sous-tendus par une vérité élémentaire : l'ignorance qui empêche d'innombrables idées et de magnifiques desseins de voir le jour. Pourtant, à partir du moment où l'on s'engage, la Providence nous appuie à son tour. Une série de faits se produisent – qui ne se seraient jamais produits autrement – en vue de nous aider. Une foule d'événements surviennent à la

suite d'une prise de décision, de telle sorte que toutes sortes d'incidents imprévus, de rencontres et d'aide matérielle bénéficient au projet à réaliser, et ce d'une maniére dont personne n'aurait jamais mêmé osé rêver.

J'ai un profond respect pour l' un des vers de Goethe.

Tout ce que tu peux faire ou que tu rêves pouvoir faire, débute-le maintenant.

L'audace a du génie, du pouvoir et de la magie.

Soyons donc engagés, soyons audacieux et débutons dès maintenant !

Soyons donc engagés, soyons audacieux et débutons dès maintenant !

Remerciements

Comme lors des années précédentes, le Sommet du Microcrédit a bénéficié de l'assistance de plus de mille personnes et institutions pour produire ce Rapport sur l'état de la Campagne du Sommet du Microcrédit. Plus de 840 institutions de microfinance ont soumis leur plan d'action institutionnel 2006, dont vous trouverez la liste en annexe III, accompagnée de celle des non-opérateurs ayant aussi soumis leur plan d'action. Sans ces individus et institutions, particulièrement les opérateurs, il n'y aurait pas eu de rapport.

Plus que jamais, les réseaux d'institutions ont joué un rôle critique en facilitant la collecte des données auprès de leurs membres et affiliés. Par le passé, nous avions recensé près de 40 réseaux partenaires. Cette année, le soutien qu'ils nous ont apporté a été tel que nous avons dû dresser une nouvelle liste de ces réseaux et chefs de file institutionnels, dont le nombre s'élève à plus de 70 (voir la note 2). Même si cette liste est devenue trop longue pour pouvoir l'inclure ici, nous n'en sommes pas moins reconnaissants envers nos partenaires pour leur assistance. Nous sommes également reconnaissants envers les institutions d'Asie, d'Afrique et particulièrement d'Amérique latine qui accueillent les rencontres de coordination avec notre personnel régional. Ces rencontres sont cruciales pour la collecte des plans d'action.

Le processus de vérification est un autre élément indispensable de ce rapport. Plus de 200 personnes et institutions y ont contribué, dont les noms se trouvent en annexe II. Sans eux, aucune institution n'aurait pu faire l'objet d'une vérification.

Les employés et les stagiaires du Sommet du Microcrédit ont passé de nombreuses heures à recueillir, revoir et interpréter les données recueillies. Ils ont également revu les nombreuses ébauches de ce rapport, tout en aidant à organiser le Sommet global du microcrédit à Halifax. Je remercie particulièrement Brian McConnell, Sean Whalen et D.S.K. Rao pour leur apport inégalable à la gestion de ce projet, de même que Nelson Agyemang, Armando [illegible], Anna Awimbo, Dalia Palchik, Trenton DuVal, Alyssa Boxhill, Lisa Laegreid, Felicia Montgomery et Shiela Rao pour leur dévouement.

Les employés suivants de RESULTS ont aussi revu différentes versions de ce manuscrit : Melanie Vant, Leila Nimatallah, Kolleen Bouchane, Paul Jensen et Alan Gold.

D'autres personnes ont revu différentes versions ou certaines sections de ce rapport : Nathanael Goldberg, Jonathan Lewis et Shannon Daley-Harris, avec une contribution spéciale d'Alex Counts pour la version finale.

De nombreux donateurs croient en la mission du Sommet du Microcrédit. Nous tenons particulièrement à remercier les institutions suivantes : le gouvernement du Canada, Monsanto Fund, Omidyar Network, la province de la Nouvelle-Écosse, Programme Arab Gulf des Nations Unies pour le développement des organisations (AGFUND), Austrian Development Cooperation, Citigroup Foundation, Développement international Desjardins, [illegible] Open Society Institute, Scotiabank, The Vancity Group, Chaire des caisses populaires acadiennes en gestion de coopérative - Université de Moncton, Global Partnerships,

Grameen Foundation, ING, Lakshmi Foundation, LDS Employment Resource Services, Levi Strauss Foundation, Ludwig Family Foundation, la Fondation MasterCard, Dr. Frederick Mulder, Nova Scotia Credit Unions, Oikocredit, Opportunity International Canada, Peter C. Cornell Trust, le Groupe financier RBC, Richard S. & Lois Gunther Family Foundation, Marshall et Pam Saunders, Visa, la Banque de développement du Canada, Johnson & Johnson, Nova Scotia Association of CBDCs, Nova Scotia Business Inc., Oswald Family Foundation, Charles Stewart Mott Foundation, FINCA International, la municipalité régionale d'Halifax, le Fonds international pour le développement agricole (IFAD) et le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA).

Je remercie du fonds du cœur toutes ces personnes et toutes ces institutions pour leur contribution à cet ouvrage. Toute faute ou omission m'est entièrement imputable.

Sam Daley-Harris
Washington, DC
18 septembre 2006

Note de fin d'ouvrage 1 : Nombre total d'institutions ayant envoyé un rapport à la Campagne

Même s'il n'y a jamais eu autant d'institutions ayant envoyé un rapport à la Campagne qu'en 2006, au total, moins d'institutions sont rapportées cette année, passant de 3 164 institutions en 2005 à 3 133 institutions en 2006. Deux raisons expliquent cette diminution : 1) pour la première fois, nous utilisons un agrégat pour les données fournies par les réseaux sur le total des clients desservis au Moyen-Orient & Afrique du Nord, en Europe de l'Est et Asie Centrale, et aux États-Unis et nous n'avons pas inclus les institutions individuelles de ces régions et pays pour éviter un double décompte ; 2) en préparant ce rapport, nous avons discuté avec les chefs de réseaux nationaux de 55 pays et nous avons découvert qu'un certain nombre d'institutions, que nous avions auparavant inclues dans notre décompte, avaient cessé leurs opérations ou n'offraient plus de services de microcrédit à leurs clients. Nous les avons donc retirées de notre décompte de cette année. Ces institutions ne représentaient qu'une fraction du total de clients les plus pauvres. Il faut se rappeler que 76 % des clients les plus pauvres rapportés à la Campagne sont desservis par les 20 institutions les plus larges.

Note de fin d'ouvrage 2 : Institutions et réseaux ayant aidé à la collection des plans d'action institutionnels

Nom	Pays
FIS Microcrédito	Argentine
CDF	Bangladesh
Grameen Trust	Bangladesh
PKSF	Bangladesh
Consortium Alafia	Bénin
FINRURAL	Bolivie
Women's Finance House	Botswana
Associao Brasileira dos Dirigentes de Microcredito	Brésil
APIM-BF	Burkina Faso
Banque pour le développement rural	Cambodge
Banque nationale du Cambodge	Cambodge
MC2 Network	Cameroun
Développement international Desjardins	Canada
Red para el Desarrollo de las Microfinanzas en Chile	Chili
Funding the Poor Cooperative (FPC)	Chine
EMPRENDER	Colombie
REDCOM	Costa Rica
AISFD-CI	Côte d'Ivoire
RFR	Equateur
Réseau Sanabel	Egypte
FEDECREDITO	El Salvador
Socieded Cooperativa de Ahorro y Credito AMC de RL	El Salvador
AEMFI	Ethiopie
GHAMFIN	Ghana
REDCAMIF	Guatemala
REGUIPRAM	Guinée
KNFP	Haïti
RED COVELO	Honduras
Projet CASHE, CARE Inde	Inde
SIDBI	Inde
FWWB (Inde)	Inde
ICICI Bank	Inde
Bina Swadaya	Indonésie
AMFI Kenya	Kenya
MAMN	Malawi
APIM-Mali	Mali
PRODESARROLLO	Mexique
Fédération Nationale des Associations de Microcrédit	Maroc

Nom	Pays
Pact	Myanmar
Joint Consultative Council	Namibie
RMDC	Népal
ASOMIF	Nicaragua
ANIP	Niger
LAPO	Nigeria
AMFIU	Ouganda
Pakistan Poverty Alleviation Fund	Pakistan
REDPAMIF	Panama
Fundacion Paraguaya de Cooperacion y Desarrollo	Paraguay
COPEME	Pérou
People's Credit & Finance Corporation (PCFC)	Philippines
Microfinance Center	Pologne
RIFIDEC	République Démocratique du Congo
APIMEC	Sénégal
SEEDS	Sri Lanka
Bank of Tanzania	Tanzanie
GAMFINET	Gambie
APIMFT	Togo
Fundacion Uruguaya de Ayuda y Asistencia a la Mujer	Uruguay
Aspen Institute	U.S.A.
CARE	U.S.A.
Catholic Relief Services	U.S.A.
FINCA	U.S.A.
Freedom From Hunger	U.S.A.
Katalysis	U.S.A.
Opportunity International	U.S.A.
Plan International	U.S.A.
Save the Children	U.S.A.
Women's World Banking	U.S.A.
World Relief	U.S.A.
World Vision International	U.S.A.
VBSP	Vietnam
AMIZ	Zambie
ZAMFI	Zimbabwe

Annexe 1 : Institutions de microfinance dont les données, en date du 31 décembre 2005, sur le total des clients, le nombre de clients les plus pauvres* et le pourcentage de femmes parmi les clients les plus pauvres ont été vérifiées

Pour la septième année consécutive, le Sommet du Microcrédit a tenté de vérifier les données rapportées par les institutions membres les plus larges. On a demandé aux institutions des opérateurs ayant soumis un plan d'action institutionnel 2006 et desservant plus de 2 500 clients parmi les plus pauvres de fournir à la Campagne une liste de noms de bailleurs de fonds, institutions de recherche, réseaux ou autres institutions pouvant corroborer leurs données. Dans la lettre adressée aux vérificateurs potentiels, le secrétariat de la Campagne a défini le processus de la manière suivante : « Si vous confirmez ces données, nous supposons que vous avez visité le programme, que vous avez rencontré les représentants de la direction du programme, que vous avez revu les aspects des opérations, que le programme vous a fourni des chiffres illustrant leurs activités et que vous pensez que l'institution et les chiffres annoncés ci-dessous sont fiables et crédibles. Alors que nous comprenons que personne ne peut fournir une certitude absolue, nous vous serions reconnaissant de bien vouloir participer à ce processus de vérification ».

Comme pour les années précédentes, le plus grand défi du Sommet a été de faire le lien entre son engagement à atteindre les plus pauvres et l'absence d'outils efficaces de mesure de la pauvreté actuellement utilisés. C'est pourquoi, à chaque fois que l'on utilise l'expression « les plus pauvres » dans ces annexes, on doit la comprendre dans le contexte de ce dilemme.

Les données de 420 institutions d'opérateurs de microcrédit ont été corroborées par au moins une autre organisation. Ces 420 institutions ont annoncé avoir desservi 64,1 millions de clients parmi les plus pauvres à la fin de 2005, soit 78 % du nombre total de clients les plus pauvres déclarés.

Institution	Pays	Clients les plus pauvres au 31 déc. 2005	Total des clients actifs au 31 déc. 2005	% des clientes les plus pauvres (% de femmes)	Vérifié par
ASIE et PACIFIQUE					
National Bank for Agriculture and Rural Development (NABARD)	Inde	26 862 780	33 578 475	90	205
Grameen Bank	Bangladesh	5 580 000	5 580 000	96	209
Association of Asian Confederation of Credit Unions (ACCU)	Thaïlande	5 069 184	5 069 184	66	48
Bangladesh Rural Development Board (BRDB)	Bangladesh	3 814 693	4 015 467	70	49, 50
Association for Social Advancement (ASA)	Bangladesh	3 760 000	4 180 000	87	51
BRAC	Bangladesh	3 670 000	4 160 000	98,5	52
National Family Planning Coordinating Board (BKKBN)	Indonésie	1 777 358	2 334 387	100	53

* L'appellation « les plus pauvres » fait référence, dans les pays en voie de développement, aux familles dont les revenus se trouvent dans la seconde moitié (les derniers 50 %) de la population vivant en dessous du seuil national de pauvreté de leur pays ou à toute personne parmi les 1,2 milliards de personnes vivant avec moins de 1 $US par jour ajusté à la Parité du pouvoir d'achat (PPA), lorsqu'elles ont adhéré pour la première fois au programme.

Institution	Pays	Clients les plus pauvres au 31 déc. 2005	Total des clients actifs au 31 déc. 2005	% des clientes les plus pauvres (% de femmes)	Vérifié par
Proshika Manobik Unnayan Kendra	Bangladesh	1 269 733	1 587 166	65	54
Vietnam Bank for Social Policies (Vietnam Bank for the Poor)	Vietnam	1 200 000	4 125 000	43	55, 56
Samurdhi Authority of Sri Lanka	Sri Lanka	640 104	640 104	63	58, 59
Central People's Credit Fund (CCF)	Vietnam	585 000	1 210 000	36	60
Bank Rakyat Indonesia (BRI)	Indonésie	557 297	3 313 532	50	61
Working Women's Forum	Inde	422 857	422 857	100	62
Palli Daridra Bimochon Foundation (PDBF)	Bangladesh	386 050	428 945	95	47
National Bank of Cambodia	Cambodge	377 505	377 505	77	63
Share Microfin Limited	Inde	368 996	368 996	100	57
Asmitha Microfin Limited	Inde	359 055	359 055	100	64, 90
Thengamara Mohila Sabuj Sangha	Bangladesh	338 720	398 494	99,98	51
Swanirvar Bangladesh	Bangladesh	325 850	450 602	80	51
Mahila Arthik Vikas Mahamandal Ltd.	Inde	288 697	288 697	100	65
BURO, Tangail	Bangladesh	273 286	273 286	99	66, 67
Caritas Bangladesh	Bangladesh	250 000	263 367	70	47
Rangpur Dinajpur Rural Service	Bangladesh	231 392	257 102	72	51
Friends of Women's World Banking (FWWB)	Inde	223 115	234 858	100	68, 69
Islami Bank Bangladesh Limited	Bangladesh	164 116	164 116	94	47
All India Association for Micro-Enterprise Development (AIAMED)	Inde	160 012	200 015	95	70, 71
CARE India	Inde	156 743	208 991	100	208
Society for Social Service	Bangladesh	145 315	145 315	97,1	47, 51
Shakti Foundation for Disadvantaged Women	Bangladesh	143 747	143 747	100	51
U.P. Bhumi Sudhar Nigam	Inde	142 649	190 198	74	72
Agricultural Development Bank Limited Nepal	Népal	140 000	175 000	45	73
Jagorani Chakra	Bangladesh	127 433	141 593	99	51
TSPI Development Organization	Philippines	125 086	125 298	100	74
Swayam Krishi Sangam Microfinance Pvt. Ltd.	Inde	121 530	134 346	100	75
Center for Agriculture and Rural Development	Philippines	108 477	108 477	100	74, 76
Shree Kshethra Dharmasthala Rural Development Project	Inde	103 609	172 861	60	77, 78
National Rural Support Programme	Pakistan	99 230	126 086	23	79, 80
Professional Assistance for Development Action	Inde	90 850	95 633	100	81, 82
Kandurata Development Bank	Sri Lanka	89 615	111 099	82	83
Kabalikat Para Sa Maunlad Na Buhay, Inc.	Philippines	88 812	88 812	100	84
Sarvodaya Economic Enterprises Development Services (SEEDS GTE Ltd)	Sri Lanka	86 825	152 325	69	85
Sanghamitra Rural Finance	Inde	82 358	82 358	99	86
PACT Myanmar	Myanmar	81 260	81 260	99	87
CASHPOR Microcredit	Inde	76 749	103 714	100	88, 89

Institution	Pays	Clients les plus pauvres au 31 déc. 2005	Total des clients actifs au 31 déc. 2005	% des clientes les plus pauvres (% de femmes)	Vérifié par
Community Development Center (CODEC)	Bangladesh	74 266	75 063	76	47
Bangladesh Extension Education Services (BEES)	Bangladesh	68 648	80 720	92	51
Kashf Foundation	Pakistan	67 675	75 194	100	79
Microfinance Delta Project	Myanmar	66 500	66 500	100	87
United Development Initiatives for Programmed Actions (UDDIPAN)	Bangladesh	65 753	65 753	100	51
Activists for Social Alternatives	Inde	65 016	65 016	100	57, 90
Assistance for Social Organization and Development	Bangladesh	60 446	60 446	100	51
Karnataka Regional Organisation for Social Service	Inde	56 000	90 000	100	91, 92
BRAC Afghanistan	Afghanistan	55 250	55 572	99,42	93
Ad-Din Welfare Centre	Bangladesh	55 169	74 892	98	51
Bandhan-Konnagar	Inde	51 203	51 203	100	78
Shri Mahila SEWA Sahakari Bank Ltd.	Inde	51 200	64 000	100	86, 90
HEED Bangladesh	Bangladesh	51 094	56 771	92	51
People's Multipurpose Development Society	Inde	50 000	52 000	100	94, 95
Integrated Development Foundation	Bangladesh	49 829	49 829	100	41
Padakhep Manabik Unnayan Kendra	Bangladesh	47 708	128 413	91	51
Nirdhan Utthan Bank Limited	Népal	45 057	50 063	100	96
League for Education and Development	Inde	44 340	49 267	97	86
Punjab Rural Support Programe - Lahore	Pakistan	42 249	42 249	43,15	80
Manabik Shahajya Sangstha	Bangladesh	42 100	67 435	100	47
Sajida Foundation	Bangladesh	41 976	41 976	94	51
Ansar - VDP Unnayan Bank	Bangladesh	41 332	93 936	65	51
Heifer Project International China	R.P. de Chine	41 000	52 030	43	97
Paschimanchal Grameen Bikas Bank Butwal	Népal	40 404	40 404	100	98
Madhyamanchal Grameen Bikas Bank (Mid Region Development Bank)	Népal	40 243	40 243	100	96
Acts Mahila Mutually Aided Cooperative Thrift Society	Inde	40 078	47 151	97	90
People's Oriented Program Implementation (POPI)	Bangladesh	40 000	100 000	97	47
WOCCU/CUES Philippines	Philippines	39 862	39 862	100	99
Purwanchal Grameen Bikas Bank Ltd. (Bittiya Sanstha) Central Office Biratnagar	Népal	39 720	49 650	100	41
Resource Integration Centre	Bangladesh	39 670	39 670	90	47
China International Centre for Technical & Economic Exchanges	R.P. de Chine	39 200	56 000	70	97
Thardeep Rural Development Program	Pakistan	39 176	41 238	27	79
Eco-Social Development Organization (ESDO)	Bangladesh	38 646	58 097	100	51
Sreema Mahila Samity	Inde	37 368	37 368	94	78
Amanah Ikhtiar Malaysia	Malaisie	36 180	120 602	100	100, 101

Institution	Pays	Clients les plus pauvres au 31 déc. 2005	Total des clients actifs au 31 déc. 2005	% des clientes les plus pauvres (% de femmes)	Vérifié par
Village Welfare Society	Inde	35 350	54 543	100	89
Coastal Association for Social Transformation	Bangladesh	34 960	45 301	95	51
Welfare Association of Village Environment, WAVE Foundation	Bangladesh	34 157	41 655	96,69	51
Samaj Kallyan Sangstha	Bangladesh	33 955	43 119	100	51
Desha Sechsashebi Artho Samajik Unnayan O Manobik Kallyan Sangstha	Bangladesh	33 848	41 443	100	51, 102
Association of Cambodian Local Economic Development Agencies (ACLEDA)	Cambodge	33 389	140 920	64,2	103
Angkor Mikroheranhvatho (Kampuchea) Co., Ltd.	Cambodge	32 563	36 221	86	104
Thaneakea Phum Cambodia	Cambodge	32 397	43 196	92,5	104
Small Farmers Development Project	Bangladesh	32 100	60 100	53,9	47
Noakhali Rural Development Society	Bangladesh	32 082	32 082	99	47
Negros Women for Tomorrow Foundation, Inc.	Philippines	30 602	65 112	99	74
Dushtha Shasthya Kendra	Bangladesh	30 128	69 839	100	51, 105
The Institute of Rural Development	Bangladesh	30 000	85 800	100	47
Centre for Development Innovation and Practices	Bangladesh	29 650	32 064	99,5	51, 102
Mahasemam Trust	Inde	29 638	42 519	100	106
Alalay Sa Kaunlaran Sa Gitnang Luzon, Inc	Philippines	29 545	31 099	81	84
CONCERN Bangladesh	Bangladesh	28 500	33 700	92	47
Swabalamban Bikas Bank Limited (SB Bank)	Népal	28 037	40 054	100	96, 107
South Asia Partnership-Bangladesh	Bangladesh	28 000	29 500	95	108, 109
The Bridge Foundation, Opportunity Microfinance India Ltd.	Inde	26 435	26 435	95	109, 110
Grameen Koota	Inde	25 899	25 899	100	57
Christian Service Society (CSS)	Bangladesh	25 200	28 049	84	112
Bangladesh Association for Social Advancement	Bangladesh	24 606	33 294	100	51
Rashtriya Seva Samithi (RASS)	Inde	23 412	23 412	100	78
Rural Reconstruction Foundation	Bangladesh	23 052	46 182	99,77	51
Surjamukhi Sangstha	Bangladesh	23 000	30 000	80	113
Association for Realisation of Basic Needs	Bangladesh	22 141	27 677	94	47
Holy Cross Social Service Centre	Inde	22 000	26 000	100	114, 115
VisionFund Cambodia Ltd	Cambodge	21 998	25 347	79	116, 117
Saadhana Microfin Society	Inde	21 733	21 733	100	90
Enterprise Bank Inc.	Philippines	21 432	21 432	100	118
Vietnam Women's Union, TYM Fund (Tao Yeu May Fund)	Vietnam	21 303	21 303	100	119
Muslim Aid Bangladesh	Bangladesh	20 974	22 462	96	47
Producers Rural Banking Corporation	Philippines	20 538	27 384	91	74
Ashrai	Bangladesh	20 500	67 305	100	54
Palli Manabik Unnayan Sangstha (PMUS)	Bangladesh	20 000	22 000	85	120

Institution	Pays	Clients les plus pauvres au 31 déc. 2005	Total des clients actifs au 31 déc. 2005	% des clientes les plus pauvres (% de femmes)	Vérifié par
ACTIONAID, Vietnam	Vietnam	19 561	21 734	99	121
Chhimek Bikas Bank Ltd.	Népal	19 329	19 400	99,7	96
Samastha Lanka Praja Sanwardana Mandalaya	Sri Lanka	18 733	21 324	87	122
Gram Unnayan Karma	Bangladesh	18 586	20 652	98,5	51
Capital Aid Fund to Employment of the Poor, (CED)	Vietnam	18 559	59 869	72,69	41, 123
Bharatha Swamukti Samsthe	Inde	18 000	20 448	100	41, 90
Srizony Bangladesh	Bangladesh	17 594	24 339	99,75	51
Centre for Micro-Finance, Népal	Népal	17 422	24 888	99	107, 124
ABS-CBN foundation	Philippines	16 929	30 653	95	118
Village Education Resource Center	Bangladesh	16 778	22 380	99	125
Community Economic Ventures	Philippines	16 606	16 606	87	74
Bandhu Kallayan Sanstha	Bangladesh	16 475	16 475	94,5	51
Development Project Service Centre, Nepal	Népal	16 253	16 253	100	126
Institute of Integrated Rural Development (IIRD)	Bangladesh	16 217	16 217	100	47, 54
Nepal Rural Development Society Centre	Népal	16 053	16 053	100	96
Nowabenki Gonomukhi Foundation, Samabay Samity	Bangladesh	15 968	19 961	95	51
Uttara Development Program	Inde	15 958	32 577	100	51, 127
Grama Siri	Inde	15 799	15 799	95	78
Eskander Welfare Foundation	Bangladesh	15 763	15 763	100	47
Kazama Grameen Inc.	Philippines	15 709	15 709	99,5	41
Jatiyo Kallyan Sangstha-Jakas	Bangladesh	15 064	15 064	95	51
Dak Diye Jai	Bangladesh	14 110	14 853	95,85	51
Sangkalpa Trust	Bangladesh	13 825	16 265	73	51
The First Microfinance Bank Ltd.	Pakistan	13 670	17 088	14,4	79
Deprosc Development Bank (DD Bank)	Népal	13 450	15 832	100	128
China Foundation for Poverty Alleviation (CFPA)	R.P. de Chine	13 438	13 438	35	129, 130
Annesha Foundation	Bangladesh	13 419	26 720	95,95	51
Bangladesh Rural Integrated Development for Grub-Street Economy (BRIDGE)	Bangladesh	13 263	13 263	98	51
Sabalamby Unnayan Samity	Bangladesh	13 157	18 274	100	51
Voluntary Association for Rural Development	Bangladesh	13 039	15 340	100	51
Programmes for Peoples Development (PPD)	Bangladesh	13 023	13 023	99,8	51
PAGE Development Centre	Bangladesh	12 904	25 808	100	51
Development Support Team	Inde	12 430	16 906	100	82
Surdur Paschimanchal Grameen Bikas Bank	Népal	12 062	12 062	100	96
Development Promotion Group	Inde	12 000	18 900	85	131
First Agro-Industrial Rural Bank, Inc.	Philippines	11 945	13 272	84,76	118
Mitra Usaha Foundation	Indonésie	11 704	13 004	100	41
Talete King Panyulung Kampampangan	Philippines	11 575	12 492	95	84
Unnayan	Bangladesh	11 354	11 354	96	51

Institution	Pays	Clients les plus pauvres au 31 déc. 2005	Total des clients actifs au 31 déc. 2005	% des clientes les plus pauvres (% de femmes)	Vérifié par
Somaj O Jati Gathan	Bangladesh	11 191	13 989	48	51
Ganesha Microfinance Foundation	Indonésie	11 101	12 335	100	132, 133
Centre for Mass Education in Science (CMES)	Bangladesh	11 050	33 868	65	41, 51
Centre for Community Development Assistance	Bangladesh	10 850	31 004	98	51
Centre for Advanced Research and Social Action	Bangladesh	10 748	10 748	99	51
National Development Society (NDS)	Bangladesh	10 733	12 000	96	47
Welfare Services Ernakulam	Inde	10 667	17 205	77	86
Rashtriya Gramin Vikas Nidhi	Inde	10 618	11 061	85	86
Palli Mongol Karmosuchi	Bangladesh	10 510	42 041	100	47
Prottyashi	Bangladesh	10 500	22 535	99,4	51
Progressive Bank Inc.	Philippines	10 477	10 477	86	118
Al Falah Aam Unnayan Sangstha	Bangladesh	10 389	10 389	99	51
MAMATA	Bangladesh	10, 376	14 823	89	41
Mohila Bohumukhi Shikkha Kendra (MBSK)	Bangladesh	10 188	10 188	100	47
Development Action for Mobilization and Emancipation, (DAMEN)	Pakistan	10 068	15 568	100	79
Samannita Unnnayan Seba Sangathan	Bangladesh	10 001	11 396	98	51
Gono Kallayan Trust	Bangladesh	10 000	11 250	97	51
Pachtara Sangstha	Bangladesh	10 000	13 000	80	113, 120
Rural Self Reliance Fund	Népal	9 915	9 915	80	134
Participatory Development Initiatives of the Masses	Bangladesh	9 870	14 210	100	51
Social Upliftment Society	Bangladesh	9 800	19 763	100	51
Muktipath Unnayan Kendra	Bangladesh	9 755	9 755	98	51
Ad Jesum Development Foundation, Inc.	Philippines	9 587	9 587	95	118
Gram Bikash Kendra	Bangladesh	9 353	28 008	99	51
Centre for Self-Help Development	Népal	9 078	9 556	100	96
Liberation Movement for Women	Inde	9 000	21 000	100	95
Poribar Unnayon Songstha	Bangladesh	9 000	9 000	98	51
Swayamshree Micro Credit Services	Inde	8 701	8 701	100	78
Dudumari Gram Unnayan Shangstha	Bangladesh	8 685	8 685	95	51
Young Power in Social Action	Bangladesh	8 650	9 065	98,05	51
Kasagana KA Development Center, Inc.	Philippines	8 500	8 500	98	118
Peoples Bank of Caraga, Inc.	Philippines	8 364	20 181	94	118
Joypurhat Rural Development Movement	Bangladesh	8 099	8 099	93	51
ATMABISWAS	Bangladesh	8 080	8 080	99	51
Bangladesh Development Society	Bangladesh	7 890	15 566	90	51
Development Center International	Bangladesh	7 795	10 980	97	47
Ahon Sa Hirap, Inc.	Philippines	7 500	15 841	100	33, 41
Cooperative Bank of Tarlac	Philippines	7 460	7 460	94,55	118
Alternative Development Initiative	Bangladesh	7 250	9 704	97	51

Institution	Pays	Clients les plus pauvres au 31 déc. 2005	Total des clients actifs au 31 déc. 2005	% des clientes les plus pauvres (% de femmes)	Vérifié par
Funding the Poor Cooperative, Chinese Academy of Social Science	R.P. de Chine	7 100	14 150	90	41, 135
Star Microfinance Service Society	Inde	7 075	7 075	100	90
Development Association for Basic Improvement	Bangladesh	7 067	17 668	97	51
Pally Bikash Kendra	Bangladesh	7 038	28 152	100	51
GRAM UTTHAN	Inde	6 978	14 200	68	136
Nabolok	Bangladesh	6 838	8 766	99	51
Polli Sree	Bangladesh	6 808	8 511	91	51
Naria Unnaayan Samity	Bangladesh	6 789	6 789	95	51
Association for Rural Advancement in Bangladesh	Bangladesh	6 770	14 300	95	51
Centre for Action Research- Barind (CARB)	Bangladesh	6 742	13 745	43	51
Palashipara Samaj Kallayan Samity (PSKS)	Bangladesh	6 675	9 586	100	51
Lipa Public Bank	Philippines	6 644	9 491	100	118
Nijpath	Bangladesh	6 500	13 200	95	51
Satkhira Unnayan Sangstha	Bangladesh	6 378	6 714	95	51
Sindh Agricultural and Forestry Workers Coordinating Organization	Pakistan	6 337	9 012	46	79
Development Organisation of the Rural Poor	Bangladesh	6 328	12 408	51	51
Resource Development Foundation	Bangladesh	6 000	7 595	91	47
Sheva Nari O Shishu Kallyan Kendra	Bangladesh	6 000	12 545	100	47, 102
Association for Renovation of Community Health Education Services	Bangladesh	5 863	5 863	99	51
DWIP Unnayon Songs Tha	Bangladesh	5 850	9 484	82	51
Grassroots Health and Rural Organization for Nutrition Initiative	Bangladesh	5 846	6 001	100	137
Grameen Manobic Unnayan Sagstha	Bangladesh	5 813	7 394	93,75	51
Hilful Fuzul Samaj Kallyan Sangstha	Bangladesh	5 726	7 635	39	51
The Organization for Development of Human Abilities and Environment	Inde	5 538	5 538	100	138
Society for Development Initiatives	Bangladesh	5 503	18 346	99	51
Social Advancement Through Unity	Bangladesh	5 500	20 453	99	51
Sahara Nepal Saving and Credit Co-Operative Society Ltd.	Népal	5 340	5 760	100	96
BASTOB-Initiative for People's Self-Development	Bangladesh	5 300	5 441	97,32	47
Karmojibi Kallyan Sangstha	Bangladesh	5 225	6 430	97	51
Rural Organisation for Voluntary Activities	Bangladesh	5 208	5 746	100	51
Modern Architects for Rural India (MARI)	Inde	5 133	7 333	100	86
Nav Bharat Jagriti Kendra	Inde	5 034	5 034	87	78, 86
Christian Children's Fund Sri Lanka	Sri Lanka	5 000	7 935	91	139
Pioneer Trad (Missed Trust)	Inde	5 000	7 000	100	86
Quy Khuyen Khich Tu Lap	Vietnam	5 000	7 000	90	140

Institution	Pays	Clients les plus pauvres au 31 déc. 2005	Total des clients actifs au 31 déc. 2005	% des clientes les plus pauvres (% de femmes)	Vérifié par
Jeevan Bikas Samaj	Népal	4 984	5 359	100	96
Society for Project Implementation Research Evaluation and Training	Bangladesh	4 945	6 545	97	51
Forum for Rural Women Ardency Development	Népal	4 719	8 317	100	96
Concern for Environmental Development and Research (CEDAR)	Bangladesh	4 593	6 124	90	51
Sarhad Rural Support Programme	Pakistan	4 559	6 512	30	79
Inter-Mission Industrial Development Association	Inde	4 500	5 300	100	106, 111
Orangi Pilot Project	Pakistan	4 342	7 698	40	80
Social Upliftment Foundation (SUF)	Bangladesh	4 320	4 730	99	47
New Era Foundation	Bangladesh	4 292	5 022	94	51
Carsa Foundation	Bangladesh	4 285	5 651	98	51
Prodipan	Bangladesh	4 210	9 584	90	51
Dawn Microfinance Program	Myanmar	4 200	9 656	100	141, 142
Koinonia	Bangladesh	4 191	16 767	100	47, 143
Palli Progoti Shahayak Samity	Bangladesh	4 010	33 421	99,15	51
Community Development Society	Inde	4 000	4 400	75	131
Ghashful, MCH FP & FW Association	Bangladesh	4 000	13 540	98	51
AGRAGATI	Bangladesh	3 934	3 934	100	51
Agroforestry Seed Production & Development Association (ASPADA)	Bangladesh	3 895	12 879	100	51
SOLIDARITY	Bangladesh	3 703	4 154	100	51
Rural Bank of President M.A. Roxas (ZN) Inc.	Philippines	3 652	3 844	98	118
Association for Community Development	Bangladesh	3 650	3 650	100	51
Association for Rural Development of Poor Areas in Sichuan	R.P. de Chine	3 620	4 036	60	97
Prism Bangladesh	Bangladesh	3 517	4 417	99	51
Society Development Commitee	Bangladesh	3 507	25 051	99	51
Community Women Development Centre	Népal	3 500	3 500	100	96
Guidance Society for Labour Orphans and Women	Inde	3 500	7 500	100	90
Bullock-cart Workers Development Association	Inde	3 480	8 792	87	90
Life Association	Bangladesh	3 389	3 389	100	51
FINCA Afghanistan	Afghanistan	3 342	9 549	30	29
Samannita Somay Unnayan Sangstha/ Integrated Community Development Association	Bangladesh	3 286	6 103	100	51
Association of Development for Economic and Social Help	Bangladesh	3 248	5 124	100	144
Shetu Bangladesh	Bangladesh	3 235	5 515	70	51
Akhuwat	Pakistan	3 230	4 614	60	145
Voluntary Paribar Kalyan Association	Bangladesh	3 200	6 355	99,99	51

Institution	Pays	Clients les plus pauvres au 31 déc. 2005	Total des clients actifs au 31 déc. 2005	% des clientes les plus pauvres (% de femmes)	Vérifié par
Centre for Rehabilitation Education Earning Development	Bangladesh	3 167	3 369	97	51
Development Initiative for Social Advancement	Bangladesh	3 160	3 613	100	51
Anisha Microfin Association	Inde	3 157	5 263	100	90
PROGRESS (Akti Samaj Unnayan Mulak Sangstha)	Bangladesh	3 113	12 004	100	51
Vivekananda Seva Kendra O Sishu Uddyan	Inde	3 100	3 850	45	149, 150
MOUSUMI	Bangladesh	3 098	4 383	100	51
World Concern Bangladesh	Bangladesh	3 010	6 688	78,74	151
Council for Socio Economics Benevolent Action	Inde	3 000	3 000	70	152, 153
G7 Bank (Rural Bank of Nabua, Inc.)	Philippines	3 000	3 507	3,43	118
Pahal	Inde	3 000	3 800	80	131
Rural Development and Welfare Foundation	Bangladesh	3 000	3 000	100	51
Unnayan Prochesta	Bangladesh	2 980	3 074	88	51
Centre for Rural Health and Social Education	Inde	2 960	11 840	100	70
Community Action for Rural Development	Inde	2 952	4 806	100	41
Bangladesh Association of Women for Self-Empowerment	Bangladesh	2 935	2 935	100	51
Self-Help and Rehabilitation Programme	Bangladesh	2 900	3 500	100	51
Janodaya Trust	Inde	2 880	3 200	100	90
Organisation for Social Advancement and Cultural Activities (OSACA)	Bangladesh	2 800	4 400	100	51
Shariatpur Development Society	Bangladesh	2 708	11 772	100	51
Ananya Samaj Kallyan Sangostha	Bangladesh	2 631	16 388	100	51
Banaful Social Welfare Organization	Bangladesh	2 600	5 317	76	47
People's Action for Transformation	Inde	2 500	2 948	100	90
Village Development Association	Bangladesh	2 400	3 900	100	51
Mallig Plains Rural Bank (Isabela), Inc.	Philippines	2 300	13 560	100	118
Society For Micro Economy Development Activities	Inde	2 295	2 295	89	112
Ahead Social Organization	Bangladesh	2 235	2 235	95	51
Progoti Samajakallyan Sangstha	Bangladesh	2 198	2 586	100	51
Gono Unnayan Prochesta	Bangladesh	2 077	10 386	100	51
Barendrabhumi Social Development Organization	Bangladesh	2 053	4 340	90	51
Sagarika Samaj Unnayan Sangstha	Bangladesh	2 000	6 895	90	51
NOWZUWAN	Bangladesh	1 944	3 241	100	51
Samadhan	Bangladesh	1 875	2 680	94,89	51
MANUSHI Gyaneshwor	Népal	1 859	1 859	100	96, 154
Payyavoor Community Development Project	Inde	1 650	2 200	82,5	155
Neighborhood Society Service Center	Népal	1 562	10 414	100	96
Community Development and Health Care	Bangladesh	1 332	1 332	69	156
Women Development Center of Nepal	Népal	1 280	1 280	100	96
Jana Kallyan Sagnstha	Bangladesh	1 245	3 556	92	157

Institution	Pays	Clients les plus pauvres au 31 déc. 2005	Total des clients actifs au 31 déc. 2005	% des clientes les plus pauvres (% de femmes)	Vérifié par
Rural Development Initiative	Bangladesh	1 008	3 347	92,08	158
People's Integer Progressive Association for Social Activities	Bangladesh	890	4 643	100	51
Community Development Centre	Inde	528	5 282	100	90
Shishu Niloy	Bangladesh	425	13 683	100	51
EUROPE DE L'EST et ASIE CENTRALE					
XacBank	Mongolie	13 823	50 101	54,6	159
Microcredit Organization MIKROFIN	Bosnie Herzégovine	8 071	20 399	75	204
FINCA Kirghizstan	Kirghizstan	5 243	26 217	82	29
FINCA Azerbaïdjan	Azerbaïdjan	1 155	28 872	32	29
FINCA Kosovo	Kosovo	816	4 801	28	29
FINCA Georgia	R. de Georgia	780	15 607	46	29
FINCA Ouzbékistan	Ouzbékistan	696	9 943	84	29
AMERIQUE LATINE ET CARAIBES					
Fondo para el Desarrollo Social de la Ciudad de México, FONDESO	Mexique	114 480	134 683	71	160
Crédito con Educación Rural (CRECER)	Bolivie	72 558	74 003	99	161
Pro Mujer - Bolivie	Bolivie	51 614	64 517	95	162
Asociación de Consultores para el Desarrollo de la Pequeña, Mediana y Microempresa,	Nicaragua	37 382	52 650	57	163, 164, 165
Corporación Mundial de la Mujer Colombia - Bogota	Colombie	34 547	47 196	76	166
Asociación Fondo de Desarrollo Local	Nicaragua	31 087	52 049	60	163, 165
Fundación Mundo Mujer	Colombie	30 000	105 000	70	167
Fonkoze Shoulder to Shoulder Foundation	Haïti	29 816	31 090	95	168
Corporación Mundial de la Mujer Medellín	Colombie	24 108	24 600	64	69
Asociación de Oportunidad y Desarrollo de Nicaragua (ASODENIC)	Nicaragua	21 258	33 971	82	163
Promoción de la Mujer y la Comunidad (PROMUC)	Pérou	18 700	31 530	80	169, 170
Red de Microcrédito de Medellín	Colombie	18 490	34 519	57,33	171, 172
Fundación para el Desarrollo de la Vivienda Social, Urbana, y Rural (FUNDEVI)	Honduras	17 902	17 902	54,3	173
Fundación Diaconia FRIF	Bolivie	16 103	26 838	64	161, 207
Fundación GENESIS Empresarial	Guatemala	15 780	55 184	100	174
FINCA México A.C.	Mexique	15 634	41 142	94	29
FINCA Equateur	Equateur	13 805	43 140	88	29, 175, 176
Asociación de Familia y Medio Ambiente OPDF	Honduras	13 681	13 681	78,18	177
Financiera Nicaragüense de Desarrollo S.A,	Nicaragua	12 588	29 561	57	163
Pro Mujer - Nicaragua	Nicaragua	12 387	13 805	95	163

Institution	Pays	Clients les plus pauvres au 31 déc. 2005	Total des clients actifs au 31 déc. 2005	% des clientes les plus pauvres (% de femmes)	Vérifié par
Fundación para Alternativas de Desarrollo (FADES)	Bolivie	10 859	20 728	44,08	161, 178
World Relief Honduras	Honduras	10 427	15 799	96	173, 179
Fundación para el Desarrollo Integral Espoir	Equateur	10 415	13 886	100	180
Movimiento Manuela Ramos	Pérou	8 806	9 784	100	181
Organización de Desarrollo Empresarial Feminino	Honduras	8 280	13 800	70	182
Fundación para el Desarrollo de Honduras (FUNED)	Honduras	7 700	11 577	81	183
Fundación Paraguaya de Cooperación y Desarrollo	Paraguay	7 437	9 297	60	184
Fondo Financiero Privado, FIE	Bolivie	7 202	56 446	47	161
Asociación Benéfica PRISMA	Pérou	6 537	15 222	56	181
Oportunidad Latinoamérica Colombia	Colombie	6 250	6 250	65	185
Alternativa Solidaria Chiapas	Mexique	5 932	5 932	100	186
The Friendship Bridge	Guatemala	5 863	7 150	100	187, 188
FINCA Nicaragua	Nicaragua	4 961	26 112	92	29
FINCA Honduras	Honduras	4 960	14 581	92	29
Fundación José Nieborowski	Nicaragua	4 947	19 790	65	189
Financiera Comultrasan	Colombie	4 604	11 715	59,83	190
Fondo de Desarrollo Comunal	Bolivie	3 791	6 167	75	161
FINCA El Salvador (Centro de Apoyo a la Microempresa)	El Salvador	3 273	8 613	80	29
Caja de Crédito Metropolitana	El Salvador	2 927	9 506	70	191
Asociación para el Desarollo de las Cajas Rurales	Panama	2 500	2 944	43	192
FINCA Guatemala	Guatemala	2 260	14 129	100	29
Fondo Ecuatoriano Populorum Progressio (FEPP)	Equateur	1 500	28 610	43	194
Groupe D'Appui pour L'Intégration de la Femme du Secteur Informel	Haïti	1 500	3 155	65	193
FINCA Haïti	Haïti	1 372	13 719	99	29
Fundación para el Auto Desarrollo de la Micro y Pequeña Empresa, (FADEMYPE)	El Salvador	1 074	1 264	76	195
MOYEN ORIENT et AFRIQUE DU NORD (MENA)					
Zakoura Microcredit Foundation	Maroc	92 210	198 301	97	196
Dakahlya Businessmen's Association for Community Development	Egypte	38 620	56 370	65	197, 198
Egyptian Small Enterprise Development Foundation	Egypte	38 000	74 184	75	198, 199
LEAD Foundation (Egyptian Foundation for Enterprise Development)	Egypte	34 004	39 375	92	199
Alexandria Business Association - Small and Micro Enterprise Project	Egypte	26 273	49 642	99,08	199
Fondation pour le Développement Local et le Partenariat	Maroc	14 000	24 500	68	200

Institution	Pays	Clients les plus pauvres au 31 déc. 2005	Total des clients actifs au 31 déc. 2005	% des clientes les plus pauvres (% de femmes)	Vérifié par
Sharkia Business Association for Community Development	Egypte	12 735	26 568	100	199
Enda Inter-Arabe	Tunisie	8 500	25 018	86	201
Port Sudan Small Scale Enterprise Program	Soudan	3 190	3 551	66	25
Association de Microfinance Oued Srou	Maroc	3 048	5 080	97,11	202
Institution Marocaine d' Appui à la Micro-entreprise	Maroc	1 560	6 239	15	203
AFRIQUE SUB-SAHARIENNE					
Nigerian Agricultural Cooperative and Rural Development Bank	Nigeria	706 656	883 320	65	1
Amhara Credit and Saving Institution	Ethiopie	467 790	485 642	38	2
Dedebit Credit and Saving Institution Share Company	Ethiopie	419 052	419 052	22,83	2
Fédération des Unions Coopératives Epargne et Crédit- FUCEC Togo	Togo	250 000	260 000	45	89
Kafo Jiginew	Mali	205 694	205 694	100	3, 4, 5
Oromia Credit & Saving Share Company	Ethiopie	168 393	168 393	30	2
Malawi Rural Finance Company, Ltd.	Malawi	104 070	160 108	50	6, 7
Alliance de Crédit et d'Epargne Pour la Production	Sénégal	81 351	108 468	48	8
Crédit Rural De Guinée Société Anonyme	Guinée	70 440	93 920	43	9
Omo Microfinance Institution Share Company	Ethiopie	61 800	82 400	38	2
Réseau des Caisses Populaires du Burkina Faso	Burkina Faso	59 185	123 873	100	10
The Gambia Social Development Fund	Gambie	54 995	91 659	77,8	11
PRIDE Tanzania	Tanzanie	47 711	61 168	62	12
Addis Credit and Saving Institution	Ethiopie	47 260	58 126	68	2, 13
Fédération des ONG du Sénégal	Sénégal	43 738	43 738	56,35	14
Lift Above Poverty Organization (LAPO)	Nigeria	27 093	43 699	96	146
Faulu Kenya Ltd.	Kenya	25 000	31 110	55	15
Crédit du Sahel	Cameroun	24 000	30 704	18	16, 17
Freedom from Hunger Ghana	Ghana	24 000	25 000	100	147, 148
Sinapi Aba Trust	Ghana	23 500	32 632	90	31, 84
Centre d'Appui Nutritionnel et Economique aux Femmes	Mali	23 132	25 390	100	18
Small Enterprise Foundation	Afrique du Sud	22 497	35 054	100	19. 20
Gambia Women's Finance Association	Gambie	18 892	21 590	100	21
Fédération Nationale des Coopératives d'Epargne et de Crédit de CI, FENACOOPEC	Côte d'Ivoire	16 936	20 819	72	22
WISDOM Micro Financing Institution (S.C.)	Ethiopie	16 627	29 685	51	2
FECECAM	Bénin	14 541	73 273	58	23
Freedom From Poverty Project	Nigeria	14 500	14 500	45	24
Justice, Development and Peace Commission	Nigeria	14 183	14 183	100	1

Institution	Pays	Clients les plus pauvres au 31 déc. 2005	Total des clients actifs au 31 déc. 2005	% des clientes les plus pauvres (% de femmes)	Vérifié par
PEACE Micro Finance Institution	Ethiopie	13 728	13 728	74	2, 25, 26
Association pour la Promotion et l'Appui au Développement de Micro-Entreprises	Bénin	12 239	36 758	71	21, 27
Swaziland Development Finance Corporation	Swaziland	10 000	18 300	56	28
FINCA Ouganda	Ouganda	8 476	42 382	90	29
Pride / Finance	Guinée	7 444	8 054	78	30
Kraban Support Foundation	Ghana	6 503	6 517	98	31
FINCA Zambie	Zambie	5 404	15 441	97	29
Microcredit Development Trust	Ouganda	5 326	5 326	100	32, 33
Self Employed Women's Association of Zimbabwe	Zimbabwe	5 213	5 213	99	34
Malawi Union of Savings and Credit Cooperatives	Malawi	5 200	45 000	27	35, 36
Crédit Communautaire d'Afrique	Cameroun	5 000	10 385	55,91	37
The Hunger Project Ouganda	Ouganda	5 000	6 181	98	38
FINCA Tanzanie	Tanzanie	4 922	44 744	97	29
Union des Coopératives d'Epargne et de Crédit du Zoundweogo, UCEC/Z	Burkina Faso	4 501	16 671	35	39
Concern Universal Microfinance Operations	Malawi	4 396	9 556	83	40
FINCA Malawi	Malawi	4 180	19 000	95	29
Horizons Verts	Sénégal	4 025	4 025	100	41
Nissi Finance	Zimbabwe	3 550	9 997	58	34
Fédération Nationale des Coopératives d'Epargne et de Crédit du Burundi	Burundi	3 265	27 210	30	42
Agence Pour la Promotion et l'Appui aux Petites et Moyennes Entreprises	Bénin	2 907	12 794	75	43
FINCA D.R. Congo	R.D. du Congo	2 722	16 013	100	29
PRIDE Zambie	Zambie	2 660	4 556	56	44, 206
Gasha Micro-financing S.C	Ethiopie	2 553	6 383	50	2
Zambuko Trust	Zimbabwe	2 500	4 462	75	34, 45
Rural Peoples Institute for Social Empowerment in Namibia	Namibie	1 500	2 286	85	46

Annexe 2 : Liste des vérificateurs

Nombre	Nom du vérificateur	Institution	Pays
1	Godwin Ehigiamusoe	Lift Above Poverty Organization (LAPO)	Nigeria
2	Wolday Amha	Association of Ethiopian Microfinance Institutions (AEMFI)	Ethiopie
3	Christophe Lebegue	CFSI	France
4	Luc Vandeweerd	ADA Luxembourg	Luxembourg
5	Oumou Sidibé Van Hoorebeke	CCOM	Mozambique
6	Chikhawo Mbewe	Malawi Microfinance Network	Malawi
7	Munday S. Makoko	PNUD	Malawi
8	Sidy Lamine Ndiaye	APIMEC	Sénégal
9	Tidiane Diandia Barry	APIM Guinée	Guinée
10	Alpha Ouedraogo	CIF Burkina	Burkina Faso
11	Abdou A. B. Njie	Sahel Invest Management International	Gambie
12	Haidari K. R. Amani	ESRF	Tanzanie
13	Amarech Ashenafi Mengistu	Plan Ethiopia	Ethiopie
14	Mbaye Sarr	Cabinet SARR SARL	Sénégal
15	Anne Mutahi	AMFI	Kenya
16	Béringar Maina Ndomnabaye	BDEAC	R.D. Congo
17	Daniel Agoons	Ambassade des Etats-Unis - Yaounde	Cameroun
18	Ibrahim Camara	APIM	Mali
19	Ted Bauman	CMN South Africa	Zambie
20	Frank Streppel	Triodos International Fund Management B.V.	Pays-Bas
21	Dede Ekoue	Women's World Banking (WWB)	USA
22	Cyrille Tanoe	AISFD-CI	Côte d'Ivoire
23	Comlan Ignace Dovi	Consortium Alafia	Bénin
24	Mohammed Gana	Nigeria Conference of Micro credits and Women Empowerment NGOs	Nigeria
25	Norbert Abachi	Oxfam NOVIB	Pays-Bas
26	Fanta Woldemichael	MAIN	Ethiopie
27	Victoria White	Accion International	USA
28	Joseph W. Nyamunda	SADC-DFRC	Botswana
29	John Hatch	FINCA International	USA
30	Saikou Yaya Diallo	APIM	Guinée
31	Clara Fosu	GHAMFIN	Ghana
32	David Baguma	AMFIU	Ouganda
33	Mike Getubig	Grameen Foundation	USA
34	Godfrey Chitambo	ZAMFI	Zimbabwe
35	Chikhawo Mbewe	Malawi Microfinance Network	Malawi
36	Stewart Kondowe	SEDOM	Malawi
37	Marie Hortense Wafo	AfriExchange	Cameroun
38	Caroline Tuhwezeine	AMFIU	Ouganda
39	Dèblobar Aristide Dabire	SYDEV	Burkina Faso
40	Bernabe Sanchez Naffziger	DFID	Royaume Uni

Nombre	Nom du vérificateur	Institution	Pays
41	H.I. Latifee	Grameen Trust	Bangladesh
42	Cyprien Ndayishimiye	RIM	Burundi
43	Ibouraïma Abdoulaye	Catholic Relief Services (CRS-Cathwel)	Bénin
44	Webby Mate	AMIZ	Zambie
45	Tawanda Sibanda	MS Consulting P/L	Zimbabwe
46	Gerrit Stassyns	FOS	Belgique
47	Md. Abdul Awal	CDF	Bangladesh
48	Monique Charron	Canadian Co-operative	Canada
49	Rafiqul Islam	RDCD	Bangladesh
50	Amulya Kumar Debnath	IMED	Bangladesh
51	Mosharraf Hossain Khan	PKSF	Bangladesh
52	Lynn Pikholz	Shorebank Advisory Services	USA
53	Bambang Ismawan	Yayasan Bina Swadaya	Indonésie
54	Md. Atiqun Nabi	INAFI	Bangladesh
55	Tran Thanh Ha	Save the Children	Vietnam
56	Tran Van Dam	Vietnam Bank for Agriculture	Vietnam
57	Radha Singla	Grameen Foundation	USA
58	Harsha Naveratne	Sewa Lanka	Sri Lanka
59	Emil C. Anthony	SEEDS	Sri Lanka
60	Dinh Bich Thuy	State Bank of Vietnam	Vietnam
61	Marguerite Robinson	Université d'Harvard	USA
62	C.K. Srinivasan	ABN AMRO Bank N.V.	Inde
63	Chea Phalarin	AMRET	Cambodge
64	Udaia Kumar	Share Microfin Limited	Inde
65	Pravesh Sharma	IFAD	Inde
66	A.N. Graham Wright	MicroSave	Inde
67	S.M. Rahman	Consultant en microfinance	Bangladesh
68	Madhulika Gupta	CITIBANK	Inde
69	Rocío Cavazos	WWB	USA
70	Eric D. Jacob	The Bridge Foundation	Inde
71	J.W.Ebenezer Kirubakaran	Diocese of Madras	Inde
72	K.C. Sharma	BIRD	Inde
73	Radha Prasad Acharya	Rural Finance Nepal-GTZ	Népal
74	Edgardo F. Garcia	Microfinance Council of the Philippines	Philippines
75	Sanjay Sinha	M-CRIL	Inde
76	Ellen Vor der Bruegge	Freedom From Hunger	USA
77	Y S Jain	Corporation Bank	Inde
78	A. Vikraman	SIDBI	Inde
79	Syed Mohsin Ahmed	Pakistan Microfinance Network (PMN)	Pakistan
80	Tariq Baloch	Pakistan Poverty Alleviation Fund (PPAF)	Pakistan
81	Naila Kabeer	Institute of Development Studies, Université de Sussex	Royaume Uni
82	Ajit Kanitkar	The Ford Foundation	Inde
83	P. Samarasiri	Central Bank of Sri Lanka	Sri Lanka

Nombre	Nom du vérificateur	Institution	Pays
84	Timothy Head	Opportunity International	USA
85	Rixt Bode	Oxfam NOVIB	Pays-Bas
86	Reshu Khattar	Sa-Dhan	Inde
87	Bishnu Silwal	Projet de microfinance, UNOPS	Myanmar
88	Moumita Sensarma	ABN AMRO Bank N.V.	Inde
89	Prosper Houenou	PASNAM/PUNAD	Togo
90	Vijayalakshmi Das	Friends of Women's World Banking (FWWB)	Inde
91	Jimmy Mathew	CARITAS Inde	Inde
92	D.M. Celestine	Catholic Relief Services (CRS)	Inde
93	Joyce Bontrager Lehman	MISFA	Afghanistan
94	P. Joseph Victor Raj	HOPE	Inde
95	C.S. Roche Victor	RISE	Inde
96	Shankar Man Shrestha	Rural Microfinance Development Center (RMDC)	Népal
97	Du Xiaoshan	Institut sur le développement rural, Académie des Sciences Sociales de Chine	R.P. Chine
98	Sarita Adhikari	Nepal Rastra Bank	Népal
99	David Richardson	World Council of Credit Unions	USA
100	Normi Nordin	ICU, Département du Premier Ministre	Malaisie
101	Md. B. Idris	EPU, Département du Premier Ministre	Malaisie
102	Mohammed Azim Hossain	ASA	Bangladesh
103	Bun Mony	Cambodia Microfinance Association	Cambodge
104	Loek Thy	National Bank of Cambodia	Cambodge
105	Mohammad Tarequl Hoque	Plan International	Bangladesh
106	Albin Pinto	The Bridge Foundation	Inde
107	Mukunda Bahadur Bista	Centre for Self Help and Development	Népal
108	Lynda Sauve	Leger Foundation	Canada
109	Mosharrof Hossain	Buro Tangail	Bangladesh
110	P. Dhandapani	Mahasemam Trust	Inde
111	V. Satyamurti	All India Association for Micro Enterprise Development (AIAMED)	Inde
112	Ken Graber	World Relief	USA
113	A.K.M Rafiqul Islam	PMUS	Bangladesh
114	Harma Rademaker	CORDAID	Pays-Bas
115	Beni Ekka	Xavier Institute of Social Service	Inde
116	Esther Halim	World Vision Cambodge	Cambodge
117	Roni Oracion	World Vision Australie	Australie
118	Edgar V. Generoso	People's Credit and Finance Corporation (PCFC)	Philippines
119	Nguyen Thi Bich Van	Inter Labour Office, Vietnam	Vietnam
120	Asha Lata Baidya	Surjamukhi Sangstha (SMS)	Bangladesh
121	William Smith	The Ford Foundation	Vietnam
122	J. Henry de Mel	Lanka Development and Training Consultants (PVT) Ltd	Sri Lanka
123	Mark Palu	AusAID	Australie
124	Nav Raj Simkhada	Rural Finance Nepal-GTZ	Népal
125	Abdul Aziz Munshi	ActionAid Bangladesh	Bangladesh

Nombre	Nom du vérificateur	Institution	Pays
126	Rudra Nath Dahal	Plan International, Népal	Népal
127	Mahtabul Hakim	VSO Bangladesh	Bangladesh
128	L.N. Sah	Plan International, Népal	Népal
129	Ko Siu Lan	Kadoorie Charitable Foundation	R.P. Chine
130	Theresa Rempel	Mercy Corps	R.P. Chine
131	Shivendra Sharma	PlaNet Finance	Inde
132	Richard W. Moore	College of Business and Economics, Université de Californie, Northridge	USA
133	Hanny Maas	HIVOS Pays-Bas	Pays-Bas
134	Harihar Dev Pant	Nirdhan Utthan Bank Ltd.	Népal
135	Andrew Watson	The Ford Foundation	R.P. Chine
136	Amulya ku Mohanty	CARE Inde	Inde
137	A.K.M Shirajul Islam	BASA	Bangladesh
138	Sundera Rao	Maanaveeya Holdings & Investments Private Limted	Inde
139	Kelsi Harris	Christian Children's Fund	USA
140	Nhien Nguyen	Bureau of Foreign Affairs	Vietnam
141	Bishnu Silwal	PNUD / UNOPS	Myanmar
142	Fahmid Karim Bhuiya	Pact Myanmar	Myanmar
143	Bhabatosh Nath	RIDS	Bangladesh
144	A.H.M. Noman Khan	Centre for Disability in Development (CDD)	Bangladesh
145	Dawood Ghaznavi	Social Enterprise Development Center, Lahore University of Management Sciences	Pakistan
146	Stanley A. Garuba	ActionAid International	Nigeria
147	Kofi Abbew Nkrumah	Akoti Rural Bank	Ghana
148	Kofi Adade Debra	Plan Ghana	Ghana
149	Ajit Kumar Maity	Village Welfare Society	Inde
150	Chandra Shekhar Ghosh	BANDHAN	Inde
151	Aminul Islam	ADAB	Bangladesh
152	Rajkishor Sahoo	VORD	Inde
153	Santosh Khanda	The Ford Foundation	Inde
154	Keshar Bahadur Shrestha	SB Bank	Népal
155	E.J. Jose	Wyanad Social Service Society	Inde
156	Jahangir Hossain	CARE Bangladesh	Bangladesh
157	Khandaker Muzharul Haque	Bangladesh Bank	Bangladesh
158	Rezaul Karim Hashmi	FFDA	Bangladesh
159	Thomas Rath	IFAD	Italie
160	Celso Garrido	Universidad Autónoma Metropolitana	Mexique
161	Néstor Castro Quintela	FINRURAL	Bolivie
162	Victor Paláez Mariscal	RuizMier (KPMG)	Bolivie
163	Armando García	ASOMIF	Nicaragua
164	Raúl Sánchez	Red Katalysis	Honduras
165	Reynold Walter	Red Financiera Rural	Guatemala
166	Pedro Julio Villabon González	Bancoldex	Colombie

Nombre	Nom du vérificateur	Institution	Pays
167	Aristóteles Esperanza	WWB	USA
168	Audrey Grace	Fonkoze, USA	USA
169	Johannes Solf	ICCO	Pays-Bas
170	Carlos Venturo Malasquez	ECLOF Perú	Pérou
171	J David Jaramillo Moreno	COMFAMA	Colombie
172	Claudia María Mejía Montoya	Conexiones Credirenting	Colombie
173	Indiana de Sanabria	REDMICROH	Honduras
174	Juan Carlos Gómez Vásquez	Accion Internacional	Guatemala
175	Cristina Muñoz	Red Financiera Rural	Equateur
176	Erik Geurts	Triodos Bank	Royaume Uni
177	Débora J. Santos	Fundación Aquiles Izaguirre	Honduras
178	Nicolás Franulic	INFOCRED	Bolivie
179	Gerardo Talavera Ramírez	REDCAMIF	Nicaragua
180	Lorena Torres Itás	Oikocredit ECDS	Equateur
181	Jack Burga Carmona	COPEME	Pérou
182	Olga Patricia Falk	Banco Interamericano de Desarrollo	Honduras
183	Lisa Jackinsky	Visión Mundial Honduras	Honduras
184	Carlos Castello	Accion International	USA
185	Deborah Foy	Opportunity International	Royaume Uni
186	Claudette Martínez	Proyecto AFIRMA, México	Mexique
187	Robert Graham	Namaste Direct	USA
188	Cristian Shoemaker	FINCA Guatemala	Guatemala
189	Enrique Obando	BCIE	Nicaragua
190	Reynel Torres	Accion International	Colombie
191	Alejandra Oviedo de Lam	FEDECREDITO	El Salvador
192	José Manuel Ruiz	Banco Interamericano de Desarrollo	Panama
193	Lionel Fleuristin	KNFP	Haïti
194	Javier Vaca	Red Financiera Rural	Equateur
195	Astrid Vreys	TRIAS	Belgique
196	Xavier Reille	CGAP	USA
197	Rizk El-Zayat	USAID	Egypte
198	Ahmed El-Ashmawi	Sanabel	Egypte
199	Magdy Khalil	USAID	Egypte
200	Abderrahim Grine	KPMG Maroc	Maroc
201	Mohammed Khaled	Micro Serve	Palestine
202	Mustapha Ouchrahou	Association INMAE	Maroc
203	Craig Kirkwood	MicroRate Afrique	Afrique du Sud
204	Goran Tinjic	Banque mondiale	Bosnie Herzégovine
205	Marie-Luise Haberberger	GTZ Inde	Inde
206	David Musona	M and N Associates	Zambie
207	Jorgen Haug	Norwegian Mission Alliance	Norvège
208	Lauren Hendricks	CARE USA	USA
209	Quazi Shahabuddin	Bangladesh Institute of Development Studies (BIDS)	Bangladesh

Annexe 3 : Institutions ayant soumis un plan d'action en 2006

Conseil des Promoteurs

Aga Khan Foundation Canada, Canada
Association Chrétienne pour le Développement Intégral, Burundi
Association des Femmes Congolaises pour la Salubrité et Promotion, République Démocratique du Congo
Barefoot Power Pty. Ltd., Australie
Benifade and Associates, Nigeria
CanElsa International Group, Canada
Centre pour la Promotion de la Photographie, République Démocratique du Congo
Chitwan District Court Bar Association, Népal
Development Partnership International, Nigeria
Entreprenuership Development Initiatives International, Nigeria
Fundación Nantik Lum (Foro Nantik Lum de MicroFinanzas), Espagne
Implicadas(os) no Desenvolvemento, Espagne
Institute for International Urban Development, USA
Maxwell Stamp PLC, Royaume Uni
Micro-Credit Ratings International Limited, Inde
Mindanao Microfinance Council, Philippines
Mutuelle d'Epargne et de Crédit de l'Observatoire de la Musique et des Arts, Sénégal
Opportunity International Canada, Canada
Rescue a Million, USA
RESULTS Canada, Canada
RESULTS UK, Royaume Uni
Rural Financial Sector Development Program (Capacity Building and Regulation), Sri Lanka
Shared Interest, USA
Sierra Leone Alliance Against Hunger, Sierra Leone
Toutes Prestations de Services, Cameroun
World Savings Bank Institute, Belgique

Conseil des Banques et des Institutions Financières Commerciales

Afriland First Bank (Ancienne CCEI Bank), Cameroun
BancoEstado Microempresas Sociedad Anónima, Chili
Calvert Social Investment Foundation, USA
Cantilan Bank, Inc. (Caisse Villageoise), Philippines
Corporación Andina de Fomento, Venezuela
Financiera América S.A. - FINAMERICA, Colombie
First Country Rural Bank, Philippines
First Women Bank Limited, Pakistan
Harbin Commercial Bank, République Populaire de Chine
Ilobu Community Bank, Nigeria
Madhya Paschimanchal Grameen Bikas Bank Head Office, Nepalgunj, Népal
MicroCredit Enterprises, LLC, USA
Rural Bank of Paracale (CN) Inc., Philippines
ShoreBank International, USA
Sta. Barbara Bank, Philippines

Conseil des Sociétés Commerciales,

Java Softech Private Limited, Inde
National Australia Bank, Australie
Société d'Epargne de Crédit et d'Appui au Développement Local, Sénégal

Conseil des Agences Gouvernementales Nationales

Advisory Council on the Status of Women, Canada
Agricultural Credit Policy Council, Philippines
Atlantic Canada Opportunities Agency, Canada
Banque Centrale du Congo, République Démocratique du Congo
Central Bank of the Gambia, Gambie
Fondo de Capital Social, Argentine
Japan Bank for International Cooperation, Japon
Microfinance Support Center, The (Poverty Alleviation Project), Ouganda
Ministère des Finances et du Budget, République Centre Africaine
Pakistan Poverty Alleviation Fund, Pakistan
Palli Karma Sahayak Foundation, Bangladesh
Rural Finance Sector Development Project (Microfinance Supervisory Programme), Sri Lanka
Rural Microfinance Development Centre Ltd., Népal
Society for Elimination of Rural Poverty, Inde

Conseil des Bailleurs de Fonds

Agence Canadienne pour le Développement International, Canada

Conseil des Institutions d'Enseignement

Bachhauli Secondary School, Népal
Bankers Institute of Rural Development, Inde
Bhimodaya Secondary School, Népal
Brigham Young University, Romney Institute of Public Management, USA
El Colegio Mexiquense, A.C., Mexique
Geoffrey H. Palmer Center for Entreprenuership & Law (Pepperdine University), USA
Himalayan Secondary English Boarding School, Népal
Indian School of Microfinance for Women, Inde

Conseil des Institutions d'Enseignement (cont.)

Malpur Secondary School, Népal
Nepal Higher Secondary School, Népal
Nova Scotia Community College- Strait Area Campus, Canada
Reserve Bank of India Endowment Unit, The M.S. University of Baroda, Inde
Shree Panchakanya Secondary School, Népal
Southern Illinois University, School of Social Work, USA
Université Libre de Bruxelles, Université Paris-Dauphine, Wageningen University, Belgique
University of Southern California, Marshall School of Business, USA

Conseil des Fondations et des Philanthropes

Citigroup Foundation, USA
Fundación Repsol YPF del Ecuador, Equateur
Kalisad Mo Tabangan Ko Micro Enterprise Development for Community Foundation Inc., Philippines
Levi Strauss Foundation, USA
Linked Foundation, USA
M-A's Neato Holdings Ltd., Canada
Stromme Foundation Bangladesh, Bangladesh
Swisscontact (Fundación Suiza de Cooperación para el Desarrollo Técnico), Equateur
Whole Planet Foundation, USA
Winds of Peace Foundation, USA

Conseil des Sympathisants Individuels

Adama Delard Sea, Côte d'Ivoire
Brian Peace, Royaume Uni
Chingwell Mutombu, USA
Christian Girard, Canada
Connie Meagher, USA
Daniel Seller, Australie
Deborah Carey, USA
Deena Burris, USA
Elena Vladimirovna Klimenko, Canada
Eric Ankoma, Ghana
Eric Ngendahayo, France
Henry J.B. Akale, Canada
Isaac Olugbenga Fadeyibi, Nigeria
Jill W. Graham, USA
Joan O'Keefe, Canada
Joanne Sow Hup Chan, République Populaire de Chine
John C. Bowyer, Canada
Kate Peace, Royaume Uni
Kristen Hudak, USA
M. Fifen Issah, Cameroun
Maddi Levinson, Canada
Marco Coppoolse, Pays-Bas
Maribel Muñoz Lozano, Mexique
Matthew C. Rueter, USA
Michel Angui Feby, Côte d'Ivoire
Musu K. Stewart, USA
Steven Meagher, USA
Victor Bisong, Nigeria
Xiaotong Li, Canada
Yassin Gulamhussen, Portugal
Zhiliang Situ, Canada

Conseil des Institutions Financières Internationales

Banque Interaméricaine de Développement, USA
Fonds International pour le Développement Agricole, Italie
Oikocredit Ecumenical Development Cooperative Society, Pays-Bas

Conseil des ONG

Action Promoters, Ghana
African Underprivileged Children's Foundation, Nigeria
Alou Common Initiative Group, Cameroun
Anti Malaria and AIDS Initiative, Nigeria
Assistance Medico-Social au Congo, République Démocratique du Congo
Association Camerounaise pour le Développement Humain (ACDH), Cameroun
Association des Commerçants du Secteur Informel, Haïti
Association des Jeunes pour le Développement, Sénégal
Association des Ressortissants de Kimpanga pour le Développement, République Démocratique du Congo
Association pour la Solidarité et le Développement Intégral, République Démocratique du Congo
Avicena, Ouzbékistan
Ayuda en Acción Nicaragua, Nicaragua
Bengkulu Society for Empowerment Forum, The (Forum Keberdayaan Masyarakat Bengkulu), Indonésie
Burundian Women for Peace and Development, Burundi
Caja de Compensación Familiar, Colombie
Canadian Crossroads International, Canada
Canadian Feed the Children, Canada
Capital Aid Fund for Cooperative - Member of Ho Chi Minh City, Vietnam
Centre de Formation en Management et Développement Organisationnel, République Démocratique du Congo

Charisma Holistic Restoration in Society Transformation, Inde
Compassion Focus Ministry, Inde
Countryside Development Transformation Zambia, Zambie
Dzreke Virgins Ambassador Foundation, Ghana
Edu Nova Cooperative Ltd., Canada
Emmanuel Foundation and Health Services, Ghana
Fairbridge Project International Inc., USA
Family Enrichment Foundation, Ghana
Fundación AYU A.C., Mexique
GIC Protalocam, Cameroun
IMF CEFIM / Apretectra -ONG, Bénin
Indian Christian Community Welfare Council of India, Inde
Integrated Village Development Society, Bangladesh
Jobra Centre, Canada
Khosen Credit Union, Ukraine
Kiva MicroFunds, USA
Local NGO Mission, Bangladesh
Lume Asociados S.A.C., Pérou
Lutte contre l'Insalubrité et la Désorientation des Jeunes, République Démocratique du Congo
M&B Kind Concern Comfort and Help Line Rural Development Society, Inde
Malaki Ma Kongo, République Démocratique du Congo
MBAs Without Borders, Canada
Mennonite Economic Development Associates, Canada
Microfinance Information Exchange (The MIX), USA
Movement for Economic Rehabilitation Cultural and Youth Activities, Inde
Mulchand and Parpati Thadhani Foundation, USA
Natural Resources Development Motivators, Nigeria
Nepal Disabled Women Society, Népal
Nepal Indigenous Development Society, Népal
Network for International Care and Services, Canada
Nile Basin Initiative - Nile Transboundary Environmental Action Plan, Soudan
North South Development, Nigeria
ONG Chrétienne Humanitaire Sarepta Ueeso Ci, Côte d'Ivoire
Organización para el Fomento de la Cultura Ngobe y Turismo de Bocas del Toro, Panama
Palli Unnayan Samaj Seba Sangstha, Bangladesh
Rapti Green Society, Népal
Rehabilitation and Development Organisation for Landless, Bangladesh
Rural Community Trust, Inde
Save a Family Plan, Canada
Save the Children Federation - Nepal, Népal
Scojo Foundation Inc., USA
SNV Netherlands Development Organization, Laos
Society for Action in Creative Education & Development, Inde
Society for Training and Rehabilitation, Bangladesh
Third World Craft Nepal, Népal
Timber Farmers Association of Nigeria, Nigeria
Trickle Up, USA
Tshimonge- Ntwaranyi Franck, Rwanda
Viswa Jyothi (Viswajyothi) Vidya Samsthe (R) Mysore, Inde
Volunteers of Africa, Nigeria
Women's Institute for Sustainable Economic Action, Philippines
Women's Organization for Food Security, Agriculture and Development, Cameroun
Young Stars Cultural Troupe of Nigeria, Nigeria
Youth Development Association, Cameroun
Zorzor District Women Care Inc. (ZODWOCA), Liberia

Conseil des Opérateurs

A World Institute for a Sustainable Humanity - Sierra Leone, Sierra Leone
ABS-CBN Foundation, Inc., Philippines
Access Riverdale Community Loan Fund, Canada
Action in Development, Bangladesh
Action in Distress, Nigeria
ACTIONAID Vietnam, Vietnam
Activists for Social Alternatives, The, Inde
Acts Mahila Mutually Aided Cooperative Thrift Society, Inde
Ad Jesum Development Foundation, Inc., Philippines
Ad-din Welfare Centre - Jessore, Bangladesh
Addis Credit and Saving Institution, Ethiopie
Adonai Community Empowerment Society, Nigeria
Adra Ghana Microfinance, Ghana
ADRA Honduras, Honduras
AFADECO Microfinance Fund, République Démocratique du Congo
Afrique Emergence & Investissements, Côte d'Ivoire
Afro Centre for Development Peace and Justice, Nigeria
Afromujer de Andalucía, Espagne
Agence Pour la Promotion et l'Appui aux Petites et Moyennes Entreprises, Bénin
Agencia para el Desarrollo de la Mosquitia, Honduras
AGRAGATI, Bangladesh
Agricultural Development Bank Limited Nepal, Népal
Agroforestry Seed Production & Development Association, Bangladesh
AgroInvest, Serbie & Monténégro
Ahead Social Organization, Bangladesh
Ahon Sa Hirap Inc., Philippines
Aidez Small Project International, Ghana

Conseil des Opérateurs (cont.)

Akhuwat, Pakistan
Akota Samaj Unnayan Kendra, Bangladesh
Al Falah Aam Unnayan Sangstha, Bangladesh
Alalay Sa Kaunlaran Sa Gitnang Luzon, Inc., Philippines
Alexandria Business Association - Small and Micro Enterprise Project, Egypte
All India Association for Micro-Enterprise Development, Inde
All India Women's Conference, Inde
Alliance de Crédit et d'Epargne Pour la Production, Sénégal
Alternativa Solidaria Chiapas, AC, Mexique
Alternative Development Initiative, Bangladesh
AMA Mujeres por Puebla Asociación Civil, Mexique
Amanah Ikhtiar Malaysia, Malaisie
AMEEN sal, Liban
Amhara Credit and Savings Institution, Ethiopie
Ananya Samaj Kallyan Sangostha, Bangladesh
Angkor Mikroheranhvatho (Kampuchea) Co., Ltd., Cambodge
Anisha Microfin Association, Inde
Annesha Foundation, Bangladesh
Ansar - VDP Unnayan Bank, Bangladesh
Appui aux Collectivités Décentralisées, Mali
Aram Foundation, Bangladesh
Asasah, Pakistan
ASHRAI, Bangladesh
Asmitha Microfin Limited, Inde
Asociación ADRI, Costa Rica
Asociación Alternativa para el Desarrollo Integral de las Mujeres, Nicaragua
Asociación Andar, Costa Rica
Asociación Benéfica PRISMA, Pérou
Asociación Centro de Promoción Campesina, Costa Rica
Asociación Civil AVANZAR por el desarrollo humano, Argentine
Asociación Credimujer, Costa Rica
Asociación Cristiana de Jóvenes, ACJ (YMCA) , Equateur
Asociación de Ayuda al Pequeño Trabajador y Empresario, Costa Rica
Asociación de Consultores para el Desarrollo de la Pequeña, Mediana y Microempresa, Nicaragua
Asociación de Desarrollo Pespirense, Honduras
Asociación de Familia y Medio Ambiente OPDF, Honduras
Asociación de Oportunidad y Desarrollo de Nicaragua, Nicaragua
Asociación de Productores Agrícolas y Comercialización, Costa Rica
Asociación Nacional Ecuménica de Desarrollo, Bolivie
Asociación para el Desarrollo de las Cajas Rurales, Panama
Asociación para el Desarrollo Integral Comunitario de Honduras, Honduras
Asociación para el Desarrollo Rural Integrado, Costa Rica
Asociación PILARH, Honduras
Asociación Pro Desarrollo Económico y Social de Honduras, Honduras
ASOMI, Inde
Asoprosanramon, Costa Rica
Assistance for Social Organization and Development, (ASOD), Bangladesh
Assiut Businessmen Association, Egypte
Association Al Amana pour la Promotion des Microentreprises, Maroc
Association d'Appui et de Promotion Rurale du Gulmu, APRG MEC de FADA, Burkina Faso
Association de Microfinance Oued Srou, Maroc
Association d'Entraide Professionelle, Liban
Association for Community Development, Bangladesh
Association for Realisation of Basic Needs, Bangladesh
Association for Renovation of Community Health Education Services, Bangladesh
Association for Rural Advancement in Bangladesh, Bangladesh
Association for Rural Development for Poor Areas in Sichuan, République Populaire de Chine
Association for Social Advancement, Bangladesh
Association Interprofessionnelle des Systèmes Financiers Décentralisés, Côte d'Ivoire
Association Marocaine Solidarité Sans Frontières - Microcrédit, Maroc
Association of Asian Confederation of Credit Unions, Thaïlande
Association of Cambodian Local Economic Development Agencies Bank Ltd., Cambodge
Association of Development for Economic and Social Help- ADESH, Bangladesh
Association of Productive Entrepeneurs in Development, Ghana
Association pour la Promotion de l'Entreprise de Madagascar, Madagascar
Association pour la Promotion des Groupements Agricoles, Togo
Association pour la Promotion et l'Appui au Développement de Micro-Entreprises, Bénin
Association Professionnelle des Etablissements de Microfinance du Congo, République du Congo
Association Professionnelle des Institutions de Microfinance au Burkina Faso, Burkina Faso
ATMABISWAS, Bangladesh
Atmo Karma Samaj Unnayan Sangstha, Bangladesh
AWARENESS, Inde
Ayúdense y Nosotros les Ayudaremos, Guatemala
Azhary Social Office, Egypte
BAIF Institute for Rural Development- Karnataka, Inde
Banaful Social Welfare Organization, Bangladesh

Banco de Ahorro y Crédito, Asociación Dominicana para el Desarollo de la Mujer, Nicaragua
Banco de la Microempresa S.A., Pérou
Banco de los Pobres de Medellín, Colombie
Banco de los Trabajadores de San Miguel, El Salvador
Banco de los Trabajadores y de la Pequeña Microempresa SC de RL, El Salvador
Banco Izalqueño de los Trabajadores, S.C., El Salvador
Banco Solidario S.A., Equateur
BanComun de la Frontera, USA
Bandesarrollo Microempresas S.A. / Banco del Desarrollo, Chili
Bandhan-Konnagar, Inde
Bandhu Kallyan Foundation (formerly BKS), Bangladesh
Bangladesh Association for Social Advancement, Bangladesh
Bangladesh Association of Women for Self-Empowerment, Bangladesh
Bangladesh Development Society, Bangladesh
Bangladesh Extension Education Services, Bangladesh
Bangladesh Rural Development Board, Bangladesh
Bangladesh Rural Integrated Development for Grub-Street Economy (BRIDGE), Bangladesh
Banhcafe, Honduras
Bank Rakyat Indonesia, Indonésie
Barendrabhumi Social Development Organization, Bangladesh
Basiri United Cooperative Multipurpose Union Limited, Nigeria
BASTOB-Initiative for People's Self-Development, Bangladesh
Batticaloa Young Men's Christian Association, Sri Lanka
BEDO, Bangladesh
Beselidhja / Zavet Micro Finance, Kosovo
Bharatha Swamukti Samsthe, Inde
Bharati Integrated Rural Development Society, Inde
Binh Minh Community Development Consulting Company Ltd., Vietnam
Biodiversity of Agriculture for Rural Development, Nigeria
BRAC, Bangladesh
BRAC Afghanistan, Afghanistan
Bridge Foundation, The / Opportunity Microfinance India Ltd., Inde
Bullock-Cart Workers Development Association, Inde
BURO, Tangail, Bangladesh
Caisse de Participation des Entreprises et à leur Développement, République du Congo
Caja de Compensación de Los Andes, Chili
Caja de Compensación Familiar de Antioquia, Colombie
Caja de Crédito de Acajutla, El Salvador
Caja de Crédito de Aguilares, El Salvador
Caja de Crédito de Ahuachapan, El Salvador
Caja de Crédito de Armenia, El Salvador
Caja de Crédito de Berlín, El Salvador
Caja de Crédito de Chalchuapa, El Salvador
Caja de Crédito de Ciudad Barrios, El Salvador
Caja de Crédito de Cojutepeque, El Salvador
Caja de Crédito de Concepción Batres, El Salvador
Caja de Crédito de Izalco, El Salvador
Caja de Crédito de Juayua, El Salvador
Caja de Crédito de la Libertad, El Salvador
Caja de Crédito de Nueva Concepción , El Salvador
Caja de Crédito de San Agustín , El Salvador
Caja de Crédito de San Francisco Gotera, El Salvador
Caja de Crédito de San Martín , El Salvador
Caja de Crédito de Santa Ana, El Salvador
Caja de Crédito de Santiago de Maria, El Salvador
Caja de Crédito de Sonsonate, El Salvador
Caja de Crédito de Soyapango, El Salvador
Caja de Crédito de Zacatecoluca, El Salvador
Caja de Crédito Metropolitana, El Salvador
Cámara de Comercio e Industrias de Choloma, Honduras
Capital Aid Fund for Employment of the Poor, Vietnam
Capital District Community Loan Fund, Inc., USA
Care for Children in Need, Zambie
CARE Honduras, Honduras
CARE India, Inde
CARITAS Bangladesh, Bangladesh
Caritas Pakistan, Pakistan
Carsa Foundation, Bangladesh
CASHPOR Micro Credit, Inde
Catholic Relief Services (Burkina Faso), Burkina Faso
Catholic Relief Services Haiti, Haïti
Catholic Relief Services USCCB, USA
CAUSE Canada, Canada
Cauvery Grameena Bank, Inde
Center for Agriculture and Rural Development Mutually Reinforcing Institutions, Philippines
Central People's Credit Fund, Vietnam
Centre Béninois pour le Développement des Initiatives à la Base, Bénin
Centre d'Appui Nutritionnel et Economique aux Femmes, Mali
Centre de Promotion de l'Emploi de l'Initiative Privée, Togo
Centre d'Education et d'Encadrement des Femmes Microentrepreneurs en Microfinance, République Démocratique du Congo
Centre for Action Research-Barind, Bangladesh
Centre for Advanced Research and Social Action, Bangladesh

Conseil des Opérateurs (cont.)

Centre for Community Development Assistance, Bangladesh
Centre for Development Innovation and Practices, Bangladesh
Centre for Mass Education in Science, Bangladesh
Centre for Micro-Finance Limited, Nepal, Népal
Centre for Rehabilitation Education & Earning Development, Bangladesh
Centre for Rural Health and Social Education, Inde
Centre for Self-Help Development, Népal
Centre for Women and Community Development, Pakistan
Centro Agrícola Cantonal de Puntarenas, Sede Jicaral, Costa Rica
Centro de Desarrollo Comunitario Centeotl, A.C., Mexique
Centro de Desarrollo Humano, Honduras
Centro de Estudios, Promoción y Asistencia Social, Panama
Centro de Gestión Local para el Desarrollo Sostenible del Distrito de Sona, Panama
Centro San Juan Bosco, Honduras
CFCC, Côte d'Ivoire
Chhimek Bikas Bank Ltd., Népal
Child Savings International, Pays-Bas
China Banking Association, République Populaire de Chine
China Foundation for Poverty Alleviation, République Populaire de Chine
China International Center for Economic and Technical Exchanges -CICETE, République Populaire de Chine
Christian Children's Fund Sri Lanka, Sri Lanka
Christian Enterprise Trust of Zambia, The, Zambie
Christian Service Society, Bangladesh
Clef pour Débouchés Féminins au Congo, République Démocratique du Congo
CLEF SAREPTA, Côte d'Ivoire
CMEC EL, Côte d'Ivoire
Coastal Association for Social Transformation Trust, Bangladesh
Collectif d'Action pour la Promotion du Secteur Artisanal et Agricole (CAPSA CAM), Cameroun
Collectif d'Action pour la Promotion du Secteur Artisanal et Agricole (CAPSA DRC), République Démocratique du Congo
Collectif du Financement Populaire, Haïti
Collective Self Finance Scheme, Zimbabwe
Comite d'Action pur la Recherche et le Développement (CARD/MUTEC/CPLP), Togo
Comité d'Appui au Développement Intégral et Communautaire, République Démocratique du Congo
Commercial Microfinance Limited, Ouganda
Communities Economic Development Fund, Canada
Community Action for Rural Development, Inde
Community Development and Health Care Center, Bangladesh
Community Development Center, Bangladesh
Community Development Centre, Inde
Community Development Concern, Pakistan
Community Development Society, Inde
Community Economic Ventures, Philippines
Community Research and Development Organization, Sierra Leone
Community Support Concern, Pakistan
Community Welfare and Enrichment Society, Inde
Community Women Development Centre, Népal
CONCERN Bangladesh, Bangladesh
Concern for Environmental Development and Research, Bangladesh
Concern Universal Microfinance Operations, Malawi
Congolaise de Caution Mutuelle, République du Congo
Conserva A.C., Mexique
Consorcio PROMUC, Promoción de la Mujer y la Comunidad, Pérou
Cooperativa de Ahorro y Crédito Acción Rural Ltda., Equateur
Cooperativa de Ahorro y Crédito Cafetera, Colombie
Cooperativa de Ahorro y Crédito Maquita Cushunchic Ltda., Equateur
Cooperativa de Servicios Múltiples Juan XXIII, Panama
Cooperative Bank of Benguet, Philippines
Cooperative Bank of Tarlac, Philippines
Coopérative De Microcredit Rural, Burundi
Coopérative d'Epargne et de Crédit - Beto na Beto, République Démocratique du Congo
Corporación Mundial de la Mujer Colombia - Bogota, Colombie
Corporación Mundial de la Mujer Medellin, Colombie
Corporación para el fomento del Microcrédito y las Microfinanzas - FOMENTAMOS, Colombie
Corporación Viviendas Hogar de Cristo, Equateur
Corporación WWB- Finam, Chili
Council for Socio Economic Benevolent Action, Inde
Country Women Association of Nigeria, Nigeria
Creative Women Development Organization, Nigeria
CREDIAMIGO - Programa de Microcredito do Banco do Nordeste do Brasil, Brésil
Crédit Communautaire d'Afrique, Cameroun
Crédit du Sahel, S.A., Cameroun
Credit for Rural Development Institution, Shan State, Pact, Myanmar
Credit MFI, Cambodge
Crédit Rural De Guinée Société Anonyme, Guinée
Crédito con Educación Rural (CRECER), Bolivie
CREP Cooperagri, Côte d'Ivoire
Crimson Business Solutions Ltd., Nigeria

Crusaders Club Ministry, Sierra Leone
Dak Diye Jai, Bangladesh
Dakahlya Businessmen's Association for Community Development, Egypte
Daridrya Nirashan Prochesta, Bangladesh
Dass Women Multi Purpose Co-operative Union, Nigeria
Dawn Microfinance Program, Myanmar
Dawn of Life Foundation, Nigeria
Dedebit Credit and Saving Institution Share Company, Ethiopie
Demos Savings and Loan Cooperative, Croatie
Deprosc Development Bank, Népal
Desh Foundation, Bangladesh
Desha Sechsashebi Artho Samajik Unnayan O Manobik Kallyan Sangstha, Bangladesh
Deshabandu Club, Inde
Development Action for Mobilization and Emancipation, Pakistan
Development Agencies Support Services, Bangladesh
Development Assistance Center, Bangladesh
Development Association for Basic Improvement (Dabi Moulik Unnayan Sangstha), Bangladesh
Development Center International, Bangladesh
Development Exchange Centre, Bauchi, Nigeria
Development Initiative for Self Help and Awakening, Inde
Development Initiative for Social Advancement, Bangladesh
Development Organisation of the Rural Poor, Bangladesh
Development Project Service Centre, Nepal, Népal
Development Promotion Group, Inde
Development Society, Bangladesh
Development Support Team, Inde
Development Workshop (DW-KixiCrédito), Angola
Développement international Desjardins, Canada
Drishtidan, Bangladesh
Dudumari Gram Unnayan Shangstha, Bangladesh
Dushtha Shasthya Kendra, Bangladesh
DWIP Unnayon Songstha, Bangladesh
Eastern Communities Self Development Association of Nigeria, Nigeria
ECLOF- Côte d'Ivoire, Côte d'Ivoire
Eco Social Development Organisation, Bangladesh
Ecosedan Microcredit Contribution Outfit, Nigeria
Edpyme Edyficar, Pérou
Edpymes Proempresa S.A., Pérou
Egyptian Small Enterprise Development Foundation, Egypte
ENDA Inter-Arabe, Tunisie
Ensure Development Activities for Vulnerable Underprivileged Rural People (ENDEAVOUR), Bangladesh
Enterprise Bank, Inc., Philippines
Enterprise Mentors International, USA
Enterprising Solutions Global Consulting, Mexique
Entre Todos Asociación Civil, Argentine
Entrepreneurs du Monde (UPLiFT), France
EPACI, Côte d'Ivoire
Eskander Welfare Foundation, Bangladesh
European Microfinance Network, France
Evangelical Social Action Forum, Inde
Fachig Savings and Credit Union, Zimbabwe
Faîtière des Entités de Caisses d'Epargne et de Crédit de Associations Villageoises, Togo
Familia y Medio Ambiente, Honduras
Family Development Services and Research, Bangladesh
Farmers Alliance Against Poverty, Nigeria
Farmers Development Union, Nigeria
Faulu Kenya Ltd., Kenya
FECECAM, Bénin
Federación Nacional de Mujeres Rurales de Guatemala, Guatemala
Fédération Chrétienne des Organisations Economiques du Congo, République Démocratique du Congo
Fédération des ONG du Sénégal, Sénégal
Fédération des Unions Coopératives Epargne et Crédit- FUCEC Togo, Togo
Fédération Nationale des Coopératives d'Epargne et de Crédit de CI (FENACOOPEC), Côte d'Ivoire
Fédération Nationale des Coopératives d'Epargne et de Crédit du Burundi, Burundi
Fédération Nationale des Groupements de Promotion Féminine, Sénégal
Femme Développement Entreprise en Afrique, Sénégal
FIE Gran Poder, Argentine
Finance Salone Ltd., USA
Finances Plus, Bénin
Financiera Comultrasan, Colombie
Financiera FINSOL S.A. de C.V, Mexique
Financiera Nicaragüense de Desarrollo S.A, Nicaragua
Financiera Solidaria Panamá, Panama
Finansman Pou ede Moun Avanse (FEMA Haiti), Haïti
FINCA Afghanistan, Afghanistan
FINCA Azerbaïdjan, Azerbaïdjan
FINCA R.D. Congo, République Démocratique du Congo
FINCA Equateur, Equateur
FINCA El Salvador (Centro de Apoyo a la Microempresa), El Salvador
FINCA Georgia, Géorgie
FINCA Guatemala, Guatemala

Conseil des Opérateurs (cont.)

FINCA Haïti, Haïti
FINCA Honduras, Honduras
FINCA International, USA
FINCA Kosovo, Kosovo
FINCA Kirghizstan, Kirghizstan
FINCA Malawi, Malawi
FINCA Mexico A.C., Mexique
FINCA Nicaragua, Nicaragua
FINCA Russie (Samara-Tomsk), Russie
FINCA Tanzanie, Tanzanie
FINCA Ouganda, Ouganda
FINCA Ouzbékistan, Ouzbékistan
FINCA Zambie, Zambie
First Agro-Industrial Rural Bank, Inc., Philippines
First Microfinance Bank Ltd., The, Pakistan
First Microfinance Bank, The, Tadjikistan
Fondation Banque Populaire pour le Microcrédit, Maroc
Fondation pour le Développement local et le Partenariat, Maroc
FONDESPOIR, Haïti
Fondo de Desarrollo Comunal, Bolivie
Asociación Fondo de Desarrollo Local, Nicaragua
Fondo de Desarrollo Microempresarial, Equateur
Fondo de Desarrollo Para la Mujer, Nicaragua
Fondo de Desarrollo Regional, Pérou
Fondo Ecuatoriano Populorum Progressivo, Equateur
Fondo Financiero Privado FIE S.A (FFP), Bolivie
Fondo para el Desarrollo Social de la Ciudad de México, FONDESO, Mexique
Fondo para la Paz, SOLFI-Soluciones Financieras, Mexique
Fonds d'Appui pour le Développement Economique des Communautés Rurales (FADECOR), Togo
Fonds de Solidarité des Travailleurs de l'Enseignement, Burundi
Fonkoze Shoulder to Shoulder Foundation, Haïti
Forum for Rural Women Ardency Development, Népal
Foundation for Women, USA
Freedom from Hunger, USA
Freedom From Hunger Ghana, Development Action Association, Ghana
Freedom From Poverty Project, Nigeria
Friends of Women's World Banking, Inde
Friendship Bridge, The, USA
Fundación Adelante Honduras, USA
Fundación Alternativa 3, Argentine
Fundación Boliviana para el Desarrollo de la Mujer, Bolivie
Fundación Campo, El Salvador
Fundación de Asistencia para la Pequeña Empresa, Guatemala
Fundación Diaconia FRIF, Bolivie
Fundación GENESIS Empresarial, Guatemala
Fundación Grameen (Aldeas) Argentina, Mendoza, Argentine
Fundación Hondureña Para el Desarrollo de la Micro Empresa, Honduras
Fundación Horizontes de Amistad, Honduras
Fundación Integral de Desarrollo Rural del Pacifico Central, Costa Rica
Fundación José Maria Covelo, Honduras
Fundación José Napoleón Duarte, MI CRÉDITO, El Salvador
Fundación José Nieborowski, Nicaragua
Fundación Microfinanciera Hermandad de Honduras, OPDF, Honduras
Fundación Mundo Mujer, Colombie
Fundación para Alternativas de Desarrollo, Bolivie
Fundación para el Apoyo a la Microempresa, Nicaragua
Fundación para el Auto Desarrollo de la Micro y Pequeña Empresa, (FADEMYPE), El Salvador
Fundación para el Desarrollo de Honduras, Honduras
Fundación para el Desarrollo de la Microempresa, Nicaragua
Fundación para el Desarrollo de la Vivienda Social, Urbana, y Rural (FUNDEVI), Honduras
Fundación para el Desarrollo de las Comunidades del Sur, Costa Rica
Fundación para el Desarrollo Empresarial y Agrícola, Guatemala
Fundación para el Desarrollo Integral de Programas Socioeconómicos, Guatemala
Fundación para el Desarrollo Integral Espoir, Equateur
Fundación para el Desarrollo Socio-económico Rural (FUNDESER), Nicaragua
Fundación para el Microcrédito, Guatemala
Fundación para la Economía Popular, Costa Rica
Fundación Paraguaya de Cooperación y Desarrollo, Paraguay
Fundación Producir, Colombie
Fundación Progresar, Argentine
Fundación Pro Vivienda Social, Argentine
Fundación Realidad, Mexique
Fundación San Miguel Arcángel Inc. (FSMA), République Dominicaine
Fundación Uruguaya de Apoyo al MicroCrédito, Uruguay
Fundación WWB Colombia, Colombie
Funding the Poor Cooperative - Chinese Academy of Social Science, République Populaire de Chine
FUNHDE, Honduras
G7 Bank (Rural Bank of Nabua, Inc.), Philippines
Gambia Social Development Fund, The, Gambie
Gambia Women's Finance Association, Gambie
Ganesha Microfinance Foundation, Indonésie
Gasha Micro-Financing S.C., Ethiopie

Geldon Services (PVT) Ltd, Zimbabwe
Ghashful, MCH FP & FW Association, Bangladesh
GIA/NABIO Agroforestry Development Organisation, Ghana
Glorious Poverty Eradication Programmes, Kenya
Gono Kallayan Trust, Bangladesh
Gono Unnayan Prochesta, Bangladesh
Gospel Resources, Nigeria
Government Savings Bank, Thaïlande
Gram Bikash Kendra, Bangladesh
Gram Unnayan Karma, Bangladesh
GRAM UTTHAN, Inde
Grama Siri, Inde
Grameen Bank, Bangladesh
Grameen de la Frontera, Mexique
Grameen Foundation, USA
Grameen Ghana, Ghana
Grameen Jano Unnayan Sangstha, Bangladesh
Grameen Koota, Inde
Grameen Manobic Unnayan Sagstha, Bangladesh
Grameen Swapna, Bangladesh
Grameen Trust, Bangladesh
Grandissons Ensembles - Tokola Elongo, République Démocratique du Congo
Grassroots Health and Rural Organization for Nutrition Initiative, Bangladesh
Green Hill, Bangladesh
Groupe D'Appui pour L'Intégration de la Femme du Secteur Informel, Haïti
Groupe Mitspa Pharma Crédit, République du Congo
Grupo Social Centro al Servicio de la Acción Popular, Venezuela
Guidance Society for Labor, Orphans & Women, Inde
Habitat & Economy Lifting Programme, Bangladesh
Hagdan Sa Pag-uswag Foundation, Philippines
HEED Bangladesh (Health Education and Economic Development Bangladesh), Bangladesh
Heifer Project International, USA
Heifer Project International China, République Populaire de Chine
Heifer Project International Kenya, Kenya
Hijra Organization for Welfare and Development, Somalie
Hilful Fuzul Samaj Kallyan Sangstha, Bangladesh
Holy Cross Social Service Centre, Hazaribag, Inde
HOPE Foundation, Inde
Hopelink International, Ghana
Horizons Verts, Sénégal
Human Management and Agricultural Resources Development Organization, Nigeria
IDEAS, Panama
Imo Self Help Organization, Nigeria
Incubadora de Microempresas Productivas, Bolivie
Initiative Développement Bénin, Bénin
Initiatives Pentecôtistes d'Evangélisation et de Développement Economique, Togo
Institute for Self Management, Inde
Institute of Integrated Rural Development, Bangladesh
Institute of Rural Development, The, Bangladesh
Institution Marocaine d'Appui à la Micro-entreprise, Maroc
Institution Nigérienne de Microfinance Asusuciigaba, Niger
Instituto de Investigaciones Socio-Económicas y Tecnológicas, INSOTEC, Equateur
Instituto Hondureño de Estudios y Desarrollo Integral de la Comunidad (INHDEI), Honduras
Instituto para el Desarrollo Hondureño, Honduras
Instituto para el Desarrollo, Educación, Salud y Pacificación, Pérou
Integrated Development Foundation, Bangladesh
Inter Aide, Madagascar
Inter-Mission Micro Enterprise Development (Intermission Industrial Development Ass.), Inde
International Network of Alternative Financial Institutions -India, Inde
International Network of Alternative Financial Institutions -International Foundation, Sénégal
Islami Bank Bangladesh Limited, Bangladesh
Jagorani Chakra Foundation, Bangladesh
Jaime V. Ongpin Foundation, Inc., Philippines
Jana - Shri Financial Corporation Company Limited, Sri Lanka
Jana Kallyan Sangstha, Bangladesh
Janodaya Trust, Inde
Jatiyo Kallyan Sangstha-Jakas, Bangladesh
Jeevan Bikas Samaj, Népal
Jeunesse Action pour une Vie Intégrée et Améliorée, Togo
Joypurhat Rural Development Movement, Bangladesh
Justice, Development and Peace Commission, Nigeria
Jyotirmayee Mahila Samiti, Inde
Kabalikat Para Sa Maunlad Na Buhay, Inc., Philippines
Kafo Jiginew, Mali
Kandurata Development Bank, Sri Lanka
Karmojibi Kallyan Sangstha, Bangladesh
Karnataka Regional Organisation for Social Service, Inde
Kasagana KA Development Center, Inc., Philippines
Kashf Foundation, Pakistan
Kathmandu Business and Professional Women, Népal
Kaunlaran Sa Kabuahayan Microcredit Corporation, Philippines

Conseil des Opérateurs (cont.)

Kazama Grameen Inc., Philippines
Kenya Women Finance Trust, Kenya
Koinonia, Bangladesh
Konsey Nasyonal Finansman Popile, Haïti
Kosovo Grameen Mission Arcobaleno Microcredit Fund, Kosovo
Kotwali Thana Central Co-operative Association Ltd., The, Bangladesh
Kraban Support Foundation, Ghana
Kyrgyz Agricultural Finance Corporation, Kirghizstan
Lak Jaya Microfinance Ltd., Sri Lanka
Lanka Orix Leasing Co. Ltd., Sri Lanka
LEAD Foundation (Egyptian Foundation for Enterprise Development), Egypte
League for Education and Development, Inde
Lebanese Association for Development-al-Majmoua, Liban
Lewoh Charity Organisation, Cameroun
Liberation Movement for Women, Inde
Life Association, Bangladesh
Lift Above Poverty Organization, Nigeria
Lipa Public Bank Inc., Philippines
LPPSLH (Institute for Environmental Research and Resources Development), Indonésie
Maa Gee Foundation Pakistan, Canada
Madhyamanchal Grameen Bikas Bank, (Mid-Region Rural Development Bank), Népal
Mahasemam Trust, Inde
Mahila Arthik Vikas Mahamandal Ltd, Inde
Mahuli Community Development Center, Népal
Makhzoumi Foundation, Liban
Malawi Rural Finance Company, Ltd., Malawi
Malawi Union of Savings and Credit Cooperatives, Malawi
Malayang Lapian ng mga Kababaihan, Inc. (Movement of Empowered Women), Philippines
Mallig Plains Rural Bank (Isabela), Inc., Philippines
MAMATA, Bangladesh
Manabik Shahajya Sangstha, Bangladesh
Manidham Grameen Savings cum Credit Services, Inde
MANUSHI, Népal
Martina Centre, Nigeria
Masaka Microfinance & Development Co-operative Trust, Ouganda
MC2 Network/ADAF, Cameroun
McLevy Institute of Development Services, Inde
Melghat Development Society, Inde
Mercy Corps International, USA
Mercy Economic Development International Corporation, USA
MIBANCO S.A, Panama
Micro Development Fund, Serbie & Monténégro
Micro Enterprise Development Fund KAMURJ, Arménie
Micro Enterprise Development Network, MED-Net, Ouganda
Micro Start - Action des Femmes pour le Développement, Burkina Faso
Microcredit Development Trust, Ouganda
Microcredit Organization MIKROFIN, Bosnie Herzégovine
Microenterprise Development Services Ltd., Kenya
Microfinance Delta Project, Myanmar
MicroFund, Togo
MicroKing Savings and Credit Company, Zimbabwe
Minority Self Empowerment Foundation, Bangladesh
Misión Alianza de Noruega en Ecuador, Equateur
Mitra Dhu'afa Foundation, Indonésie
Mitra Usaha Foundation, Indonésie
Modern Architects for Rural India, Inde
Mohila Bohumukhi Shikkha Kendra, Bangladesh
Mongolian Union for the Business Women from Vulnerable Groups, Mongolie
MOUSUMI, Bangladesh
Movimiento Manuela Ramos, Pérou
MUCREFBO, Côte d'Ivoire
MUFEC, Côte d'Ivoire
Mukti Cox's Bazar, Bangladesh
Muktipath Unnayan Kendra, Bangladesh
Muslim Aid Bangladesh, Bangladesh
Mutualité Femmes et Développement du Burkina, Burkina Faso
Mutuelle d'Epargne et de Crédit, Côte d'Ivoire
Mutuelle d'Epargne et de Crédit de la FEPRODES, Sénégal,
Mutuelle d'Epargne et de Crédit de l'Association des Jeunes, Sénégal,
Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Femmes du Niger, Niger,
Mutuelle d'Epargne et de Crédit Racines du Progrès, Sénégal,
Nabolok, Bangladesh,
NACEC-R, Cameroun,
NALT-United Self Help Organisation, Nigeria,
Nari Bikas Sangh, Népal,
Naria Unnaayan Samity, Bangladesh,
National Association of Business Women, Malawi,
National Association of Women's Organizations in Uganda, Ouganda,
National Bank of Cambodia, Cambodge,
National Bank for Agriculture and Rural Development (NABARD), Inde,
National Development Society, Bangladesh,
National Rural Support Programme, Pakistan,
Nav Bharat Jagriti Kendra, Inde,
Navajyothi Rural Development Society, Inde

NEED, Bangladesh
Negros Women for Tomorrow Foundation, Philippines
Neighbourhood Society Service Centre, Népal
Nepal Rural Development Organization, Népal
Nepal Rural Development Society Centre, Népal
New Entity for Social Action (NESA), Inde
New Era Foundation, Bangladesh
Nigerian Agricultural, Cooperative and Rural Development Bank, Nigeria
NIJPATH, Bangladesh
Nirdhan Utthan Bank Limited, Népal
Nissi Finance, Zimbabwe
Noakhali Rural Development Society, Bangladesh
North Malabar Gramin Bank, Inde
Nova Scotia Association of CBDCs, Canada
Nowabenki Gonomukhi Foundation, Samabay Samity Ltd., Bangladesh
NOWZUWAN, Bangladesh
Nsoatreman Rural Bank, Ghana
Nung Ikono Ufok Pioneer Fishing MCPS Limted, Nigeria
Obinwannesege Help - Humanitarian Services, Nigeria
Odotobri Rural Bank Limited, Ghana
Oikocredit Kenya, Kenya
Omo Microfinance Institution S.C., Ethiopie
ONG Bieen (Bien-Être et Environnement), Côte d'Ivoire
Oportunidad Latinoamérica Colombia, Colombie
Oportunidad Microfinanzas S.A. de C.V, Mexique
Opportunity Fund for Developing Countries, USA
Orangi Charitable Trust, Pakistan
Organisation d'Interet Communautaire pour le Développement du Congo, République Démocratique du Congo
Organización de Desarrollo Empresarial Femenino, Honduras
Organization for Development of Human Abilities and Environment, The, Inde
Organization for Social Advancement and Cultural Activities (OSACA), Bangladesh
Organization for Sustainable Community Development, Nigeria
Oromia Credit & Saving Share Company, Ethiopie
P4K-III/Rural Income Generation Project, Indonésie
Pachtara Sangstha, Bangladesh
Pact Myanmar, Myanmar
PACT, Inc., USA
PADAKHEP Manabik Unnayan Kendra, Bangladesh
PAGE Development Centre, Bangladesh
PAHAL, Inde
Pakistan Microfinance Network, Pakistan
Palash Association for Rural Development, Bangladesh
Palashipara Samaj Kallayan Samity, Bangladesh
Palli Daridra Bimochon Foundation, Bangladesh
Palli Manabik Unnayan Sangstha, Bangladesh
Palli Mongol Karmosuchi, Bangladesh
Palli Progoti Shahayak Samity, Bangladesh
Pally Bikash Kendra, Bangladesh
Participatory Development Initiatives of the Masses, Bangladesh
Pashchimanchal Grameen Bikas Bank, Népal
Payyavoor Community Development Project, Inde
PEACE Microfinancing Institution, Poverty Eradication and Community Empowerment, Ethiopie
Peasants Dragnet, Nigeria
Peermade Development Society, Inde
People Empowerment through Microcredit & Training, Canada
People's Action for Transformation, Inde
People's Association for Rural Development, Inde
Peoples Bank of Caraga, Inc., Philippines
People's Development Foundation, Sri Lanka
People's Integer Progressive Association for Social Activities, Bangladesh
People's Multipurpose Development Society, Inde
People's Organization for Social Transformation, Philippines
People's Oriented Program Implementation, Bangladesh
People's Rural Education Movement, Inde
Perkumpulan Sada Ahmo, Indonésie
Philadelphia Development Partnership, USA
Philanthropic Centre for Rural Development, Cameroun
Pioneer Trad (Missed Trust), Inde
PLAN International, USA
Plan Togo, Togo
Polli Sree, Bangladesh
Poribar Unnayon Songstha, Bangladesh
Port Sudan Small Scale Enterprise Programme, Soudan
Poverty Elimination Organization, Bangladesh
Powerlines International, Inc., Ghana
Pride / Finance, Guinée
PRIDE Ltd., Kenya
PRIDE Malawi Ltd., Malawi
PRIDE Microfinance Limited (Ouganda), Ouganda
PRIDE Tanzanie, Tanzanie
PRIDE Zambie, Zambie
PRISM Bangladesh, Bangladesh
Promotora de Servicios Rurales S.A. de C.V., Mexique
Pro Mujer - Bolivia, Bolivie

Conseil des Opérateurs (cont.)

Pro Mujer - Nicaragua, Nicaragua
Prodipan, Bangladesh
Producers Rural Banking Corporation, Philippines
Professional Assistance for Development Action, Inde
Progoti Samajkallyan Sangstha, Bangladesh
Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Economique du Kivu, République Démocratique du Congo
Programme Mata Matu Dubar (Women in the move), Niger
Programmes for Peoples Development, Bangladesh
PROGRESS (Akti Samaj Unnayan Mulak Sangstha), Bangladesh
Progressive Bank Inc., Philippines
Progressive Rural Organization for Voluntary Activities, Bangladesh
Project Mainstream - Bharatiya Balvikas Trust, Inde
Promoción y Desarrollo Social A.C., Mexique
Promotion de la Femme et des Enfants Victimes de VIH/SIDA, République Démocratique du Congo
PROSHIKA, A Center for Human Development, Proshika Manobik Unnayan Kendra, Bangladesh
Prottasha, Bangladesh
Prottyashi, Bangladesh
Proyas Manobik Unnayan Society, Bangladesh
Pulse Holdings Limited, Zambie
PUNDUTSO Micro Finance, Zimbabwe
Punjab Rural Support Programme - Lahore, Pakistan
Purwanchal Grameen Bikas Bank Ltd. (Bittiya Sanstha) Central Office Biratnagar Nepal, Népal
Pusat Pengembangan Sumberdaya Wanita, The Center for Women's Resources Development, Indonésie
Pwogram Fomasyon pou Oganizasyon Dyakona, Haïti
Quy Khuyen Khich Tu Lap, Vietnam
Rahama Women Development Programme, Nigeria
Rajarata Development Bank, Sri Lanka
Ramakrishna Mission Lokasiksha Parishad, Inde
Rangpur Dinajpur Rural Service Bangladesh, Bangladesh
Rangtay Sa Pagrang-ay, Inc., Philippines
Rashtriya Gramin Vikas Nidhi, Inde
Rashtriya Seva Samithi, Inde
Rastriya Banijya Bank- Micro and Small Enterprise Division, Népal
Red Argentina de Instituciones de Microcrédito, Argentine
Red de MicroCrédito de Medellín, Colombie
Red Financiera Rural, Equateur
Réseau des Caisses d'Epargne et de Crédit Nyesigiso, Mali
Réseau des Caisses d'Epargne et de Crédit des Femmes de Dakar, Sénégal
Réseau des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit, Côte d'Ivoire
Réseau des Caisses Populaires du Burkina Faso, Burkina Faso
Réseau des Caisses Rurales d'Epargne et de Crédit du Walo, Sénégal
Réseau des Caisses Villageoises d'Epargne et de Crédit Autogérées de Bignona, Sénégal
Réseau des Institutions de Microfinance au Burundi, Burundi
Réseau KARABARA, Mali
Resource Development Foundation, Bangladesh
Resource Integration Centre, Bangladesh
RPW Sociedade de Crédito ao Microempreendedor Ltda, Brésil
Ruhunu UNESCO Association, Sri Lanka
Rupia Ltd, Kenya
Rural Bank of Pres. M. A. Roxas Zn Inc., Philippines
Rural Development and Welfare Foundation, Bangladesh
Rural Development Initiative, Bangladesh
Rural Friends for Development Consultation, Nigeria
Rural Mutual Development Fund, Népal
Rural Organisation for Voluntary Activities, Bangladesh
Rural Oriented Saving & Credit Co-operative Society Ltd., Népal
Rural Peoples Institute for Social Empowerment in Namibia, Namibie
Rural Reconstruction Foundation, (anciennement Rural Reconstruction Center), Bangladesh
Rural Reconstruction Nepal - RRN, Népal
Rural Self Reliance Fund, Népal
Saadhana Microfin Society, Inde
Sabalamby Unnayan Samity, Bangladesh
Sabuj Bangla Sangstha, Bangladesh
Sagarika Samaj Unnayan Sangstha, Bangladesh
Sahara Nepal Saving and Credit Co-Operative Society Ltd., Népal
SAJIDA Foundation, Bangladesh
SAJJU Microfinance Initiative, Ltd., Nigeria
Samadhan, Bangladesh
Samaj Kallyan Sangstha, Bangladesh
Samaj Paribartan Kendra, Bangladesh
Samakal Samaj Unnayan Sangstha, Bangladesh
Samannita Somay Unnayan Sangstha/ Integrated Community Development Association, Bangladesh
Samannita Unnayan Seba Sangathan, Bangladesh
Samastha Lanka Praja Sanwardana Mandalaya, Sri Lanka
Samurdhi Authority of Sri Lanka, Sri Lanka
Sanghamitra Rural Finance Service, Inde
Sangkalpa Trust, Bangladesh
Santa Fe de Guanajuato A.C., Mexique
Sarhad Rural Support Programme, Pakistan

Sarvodaya Economic Enterprises Development Services, Sri Lanka
Satkhira Unnyan Sangstha, Bangladesh
Sauraha Saving & Credit Co-operative Ltd., Népal
Save the Poor, Pakistan
Self Employed Women's Association Zimbabwe, Zimbabwe
Self Reliance Economic Advancement Programme, Nigeria
Self-Help and Rehabilitation Programme, Bangladesh
Servicios Educativos El Agustino, Pérou
Shakaler Jannya Kallyn, Bangladesh
Shakti Foundation for Disadvantaged Women, Bangladesh
Shaplaful, Bangladesh
Share Microfin Limited, Inde
Shariatpur Development Society, Bangladesh
Sharkia Business Association for Community Development, Egypte
Shataphool Bangladesh, Bangladesh
SHD Savings and Credit Company, Zimbabwe
Shetu Bangladesh, Bangladesh
Sheva Nari O Shishu Kallyan Kendra, Bangladesh
Shishu Niloy, Bangladesh
Shree Kshethra Dharmasthala Rural Development Project, Inde
Shri Mahila Sewa Sahakari Bank, Ltd., Inde
Shuvashree Bikash Kendra, Népal
Sinapi Aba Trust, Ghana
Sindh Agricultural and Forestry Workers Coordinating Organization, Pakistan
Small & Micro Enterprises Nig. Ltd., Nigeria
Small Enterprise Foundation, The, Afrique du Sud
Small Farmers Development Programme, Bangladesh
Social Advancement Through Unity, Bangladesh
Social Education for Rural Development (SERD), Inde
Social Enterprise Development Foundation of West Africa, Ghana
Social Fund for Development - Microfinance Center Egypt, Egypte
Social Upliftment Foundation, Bangladesh
Social Upliftment Society, Bangladesh
Sociedad Cooperativa de Ahorra y Crédito AMC de RL, El Salvador
Society Development Committee, Bangladesh
Society for Development Initiatives, Bangladesh
Society For Micro Economy Development Activities, Inde
Society for Project Implementation Research Evaluation and Training, Bangladesh
Society for Social Service, Bangladesh
SOGESOL, Haïti
Solidarity, Bangladesh
Soluciones de Microfinanzas, S.A., Panama
Somaj O Jati Gathan, Bangladesh
Sonali Bank, Bangladesh
SOS Women - Coopérative Féminine d'Epargne et de Crédit, Cameroun
South Asia Partnership-Bangladesh, Bangladesh
South Asia Research Society, Inde
South Malabar Gramin Bank, Inde
South Pacific Business Development Foundation, Western Samoa
Spandana Sphoorty Innovative Financial Services Limited, Inde
Sreema Mahila Samity, Inde
Srijan Mohila Sangstha, Bangladesh
Srizony Bangladesh, Bangladesh
Star Microfinance Service Society (anciennement: Star Youth Association), Inde
State Ministry of National Family Planning Coordinating Board, Indonesia, Indonésie
Step Ahead MED- Youth With A Mission Relief and Development, Thaïlande
Suchana Samaj Kallyan Shangstha, Bangladesh
Suchana Samaj Unnyan Sangstha, Bangladesh
Surdur Paschimanchal Bikas Bank, Népal
Surjamukhi Sangstha, Bangladesh
Sustainable Economic Activity Development Inc., Philippines
Swabalamban Bikas Bank Limited (SB Bank), Népal
Swabi Women Welfare Society, Pakistan
Swanirvar Bangladesh, Bangladesh
Swayam Krishi Sangam Microfinance Pvt. Ltd., Inde
Swayamshree Micro Credit Services, Inde
Swaziland Development Finance Corporation, Fincorp (Formerly Enterprise Trust Fund), Swaziland
Talete King Panyulung Kampampangan Inc., Philippines
Tamil Nadu Corporation for Development of Women, Inde
Thaneakea Phum Cambodia, Cambodge
Thanh Hoa Microfinance Program, Thanh Hoa Women Union, Vietnam
Thardeep Rural Development Program, Pakistan
The Hunger Project Uganda, Ouganda
Thengamara Mohila Sabuj Sangha, Bangladesh
Tiyumtaba Integrated Development Association, Ghana
Townships Project, The (Eastern Cape Microfinancing Enterprise), Canada
Training Assistance, Rural Advancement Non-Government Organization, Bangladesh
Triveni Development Bank, Népal
TSPI Development Corporation, Philippines
TURAME World Relief, Burundi
UCPB-CIIF Finance and Development Corporation, Philippines
Un Techo Para Chile, Chili
Union des Banques Populaires du Rwanda, Rwanda

Union des Caisses d'Epargnes et Crédit des Artisans, Mauritanie
Union des Coopératives d'Epargne et de Crédit du Zoundweogo, UCEC/Z, Burkina Faso
Union Régionale des Caisses du Bam, Burkina Faso
United Development Initiatives for Programmed Actions, UDDIPAN, Bangladesh
Unnayan, Bangladesh
Unnayan Prochesta, Bangladesh
Upper Manya KRO Rural Bank, Ghana
Uttar Pradesh Bhumi Sudhar Nigam, Inde
Uttara Development Program Society, Bangladesh
Vayalar Memorial Youth Club, Inde
Vietnam Bank for Social Policies (Vietnam Bank for the Poor), Vietnam
Vietnam Women's Union, TYM Fund (Tao Yeu May Fund), Vietnam
Village Development Association, Bangladesh
Village Education Resource Center, Bangladesh
Village Welfare Society, Inde
Village Women's Organisation, Cameroun
VisionFund Cambodia Ltd, Cambodge
Vital Finance, Bénin
Vivekananda Seva Kendra O Sishu Uddyan, Inde
Voluntary Action Plan for the Rural Reconstruction, Inde
Voluntary Association for Rural Development, Bangladesh
Voluntary Paribar Kalyan Association, Bangladesh
Welfare Association of Village Environment, WAVE Foundation, Bangladesh
Welfare Services Ernakulam, Inde
Wisdom Micro Financing Institution (S.C.), Ethiopie
Women Advancement Forum, Nigeria
Women and Associations for Gain both Economic and Social (WAGES), Togo
Women and Youth Development Association, Ghana
Women Development Center of Nepal, Népal
Women Support Cooperative Ltd., Népal
Women's Action for Development, Inde
Women's Development and Cooperatives, Nigeria
Women's Finance House Botswana, Botswana
Womens Trust Inc., Ghana
Women's World Banking, USA
Working Women's Forum, Inde
World Concern Bangladesh, Bangladesh
World Council of Credit Unions Inc. / Credit Union Empowerment & Strengthening Program, Philippines
World Relief, USA
World Relief Honduras, Honduras
World Relief Mozambique - Fondo de Crédito Comunitario, Mozambique
World Relief Rwanda - URWEGO, Rwanda
World Vision International, USA
World Vision Myanmar, Myanmar
XacBank Ltd., Mongolie
Yayasan Bina Swadaya, Indonésie
Yayasan Dharma Bhakti Parasahabat (Foundation), Indonésie
Yayasan Indonesia Sejahtera, Indonésie
Yayasan Keluarga Mandiri Pedesaan, Indonésie
Yehu Bank - CHOICE HUMANITARIAN, Kenya
Yeti Multipurpose Cooperative Ltd., Népal
Young Power in Social Action, Bangladesh
Youth Development Foundation, Ghana
Zakoura Microcredit Foundation, Maroc
Zambuko Trust, Zimbabwe
Zola Microfinance, République Démocratique du Congo

Conseil des Institutions Religieuses

Christian Child Care International, Canada
Christian Spiritual Youth Ministry, Tanzanie
Church of Christ Social Welfare Association, Inde
Five Talents International (Anglican), USA
International Assistance Program, USA
International Institute of Theology, Kenya
Latter-Day Saint Employment Resource Service- Brazil, Brésil
National Mission Centre, Kenya
Redeemed Christian Church of God, Nigeria
Sisters of Loretto, USA

Conseil des Agences des Nations Unies

Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, Italie
Fonds des Nations Unies pour la population, USA